RAPPORT DE

PRESENTATION

DU

COMPTE ADMINISTRATIF 2022

leCotentin

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Introduction générale 6

L'exécution du Budget principal 8

I. Les dépenses de fonctionnement confrontées partiellement à l'inflation 9

A. Le taux d'emploi des crédits 9

B. Les dépenses de fonctionnement 10

1) Les charges à caractère général (chapitre 011) 12

2) Les charges de personnel (chapitre 012) 13

3) Les atténuations de produits (chapitre 014) 16

4) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) 17

5) Les charges financières (chapitre 66) et les charges exceptionnelles (67 et divers 66) 18

II. Une évolution dynamique des recettes de fonctionnement 19

A. Le taux d'emploi des crédits 19

B. Les recettes de fonctionnement 19

1) Les produits des services et du domaine (chapitre 70) 20

2) Les ressources fiscales (chapitre 73) 22

3) Les dotations et participations (chapitre 74) 25

4) Les produits de gestion (chapitre 75) 26

5) Les produits exceptionnels larges 26

III. Les soldes intermédiaires de gestion qui s'améliorent 27

IV. La section d'investissement 28

A. Les dépenses d'investissement hors dette multipliées par deux 28

B. Le financement des dépenses d'investissement 30

V. Les restes à réaliser 31

VI. La dette du budget principal : un encours maitrisé 32

A. Le stock de la dette 32

B. Structure de la dette 32

C. Plan d'extinction 33

VII. Analyse des déchets ménagers et assimilés financés par la teom 34

A. La section de fonctionnement 34

1) Les dépenses de fonctionnement 34

2) Les recettes de fonctionnement 36

B. Les conditions d'équilibre propre au compte déchets ménagers 37

C. La section d'investissement 37

L'exécution des budgets annexes 39

I. Budget annexe transports 39

A. La section de fonctionnement 39

1) Les dépenses de fonctionnement 39

2) Les recettes de fonctionnement : la perception du versement mobilité en année pleine 41

B. Les soldes intermédiaires de gestion 43

C. La section d'investissement 44

D. La dette 44

II. Budget annexe de l'eau 46

A. Les charges d'exploitation 46

1) Les charges à caractère général 47

2) Les autres charges d'exploitation 48

B. Les produits d'exploitation 48

1) Les produits des services et du domaine (chapitre 70) 49

2) Les autres recettes d'exploitation 50

C. Les soldes intermédiaires de gestion 50

D. Un niveau d'épargne suffisant pour couvrir les dotations aux amortissements 50

E. Les dépenses d'investissement 51

F. Les restes à réaliser 52

G. La dette 52

III. Budget annexe de l'assainissement OPTION TVA 53

A. Les dépenses d'exploitation 53

1) Les charges à caractère général (chapitre 011) 54

2) Les autres charges d'exploitation 55

B. Les recettes d'exploitation 56

1) Les produits des services et du domaine (chapitre 70) 56

2) Les autres produits d'exploitation 57

C. Les soldes intermédiaires de gestion 58

D. Le taux de couverture des dotations aux amortissements et provisions 59

E. Les dépenses d'investissement 59

F. Les restes à réaliser 60

G. La dette 60
IV. Budget annexe assainissement (Toutes Taxes Comprises) 62
A. La section d'exploitation 62
1) Les charges d'exploitation 62
2) Les produits d'exploitation 63
B. Les soldes intermédiaires de gestion 64
C. La section d'investissement 65
V. Budget annexe développement économique 66
A. La section de fonctionnement 66
B. Les soldes intermédiaires de gestion 67
C. La section d'investissement 68
D. La dette 68
VI. Budget annexe développement economique locations M14 69
A. La section de fonctionnement 69
B. Les soldes intermédiaires de gestion 70
C. La section d'investissement 71
D. La dette 71
VII. Budget annexe développement économique location M4 72
A. Section de fonctionnement 72
B. Les soldes intermédiaires de gestion 73
C. La section d'investissement 73
D. La dette 74
VIII. Budget annexe activité commerciale tourisme 75
A. La section de fonctionnement 75
B. Les soldes intermédiaires de gestion 76
C. La section d'investissement 76
D. La dette 76
IX. Budget annexe Port Dielette 78
A. La section de fonctionnement 78
B. Les soldes intermédiaires de gestion 80
C. La section d'investissement 80
D. La dette 81
X. Budget annexe Cinéma 82

A. La section de fonctionnement 82
B. Les soldes intermédiaires de gestion 83
C. La section d'investissement 83
D. La dette 84
XI. Budget annexe Golf 85
A. La section de fonctionnement 85
B. Les soldes intermédiaires de gestion 86
C. La section d'investissement 86
D. La dette 86
XII. Budget annexe services communs 87
A. La section de fonctionnement 88
1) Les dépenses de fonctionnement 88
2) Les recettes de fonctionnement 89
B. Les soldes intermédiaires de gestion 91
C. La section d'investissement 91
D. La dette 92

INTRODUCTION GENERALE

Après six années d'existence de la communauté d'agglomération (CA) du Cotentin marquées par d'importants transferts de compétences et d'équipements, le périmètre d'actions communautaires se stabilise sur les deux dernières années avec le transfert des chemins de randonnées acté par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) en septembre 2022.

Passées deux années marquées par les restrictions sanitaires liées à la crise sanitaire, l'année 2022 retrouve un niveau d'activité normal. Le conflit en Ukraine déclenché en février a cependant entrainé une crise économique et inflationniste sans précédent avec des répercussions notamment sur les dépenses énergétiques, les matières premières et la masse salariale avec la revalorisation du point d'indice et les revalorisations du SMIC.

Si la structure atypique du budget de la communauté d'agglomération, avec une part importante de dépenses figées non soumises à l'inflation, limite l'évolution des dépenses de fonctionnement, ces dernières subissent toutefois la deuxième année de mise en œuvre de la réforme de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui prévoit une hausse annuelle progressive jusque 2025.

Suite à l'unification de la TEOM sur l'ensemble du territoire du Cotentin depuis le 1er janvier 2022, l'intégralité de la compétence des ordures ménagères est dorénavant intégrée au budget principal. Afin de permettre une comparaison des données entre 2021 et 2022, l'année 2021 a été corrigée en y intégrant les données (hors problématique de TVA) du budget annexe relatif à la REOM, dissout en 2022.

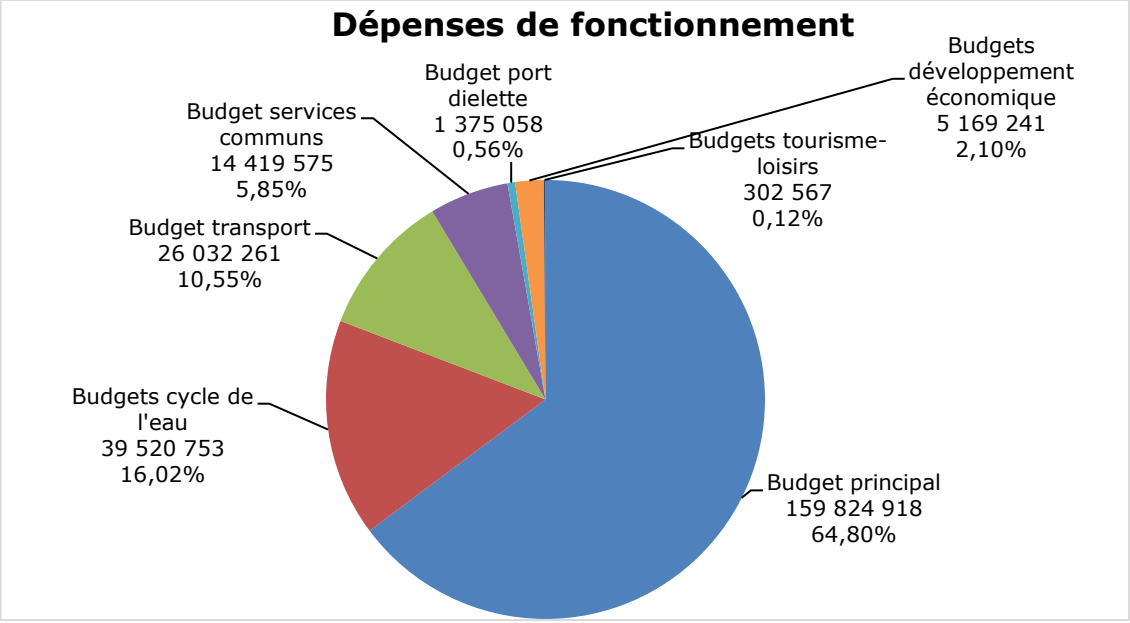
Si les dépenses de fonctionnement subissent partiellement l'inflation, les recettes de fonctionnement bénéficient d'un dynamisme porté notamment par les décisions fiscales mises en œuvre permettant de dégager et de consolider des niveaux d'épargne satisfaisants amenés à progresser au regard de la dynamique économique actuelle du territoire.

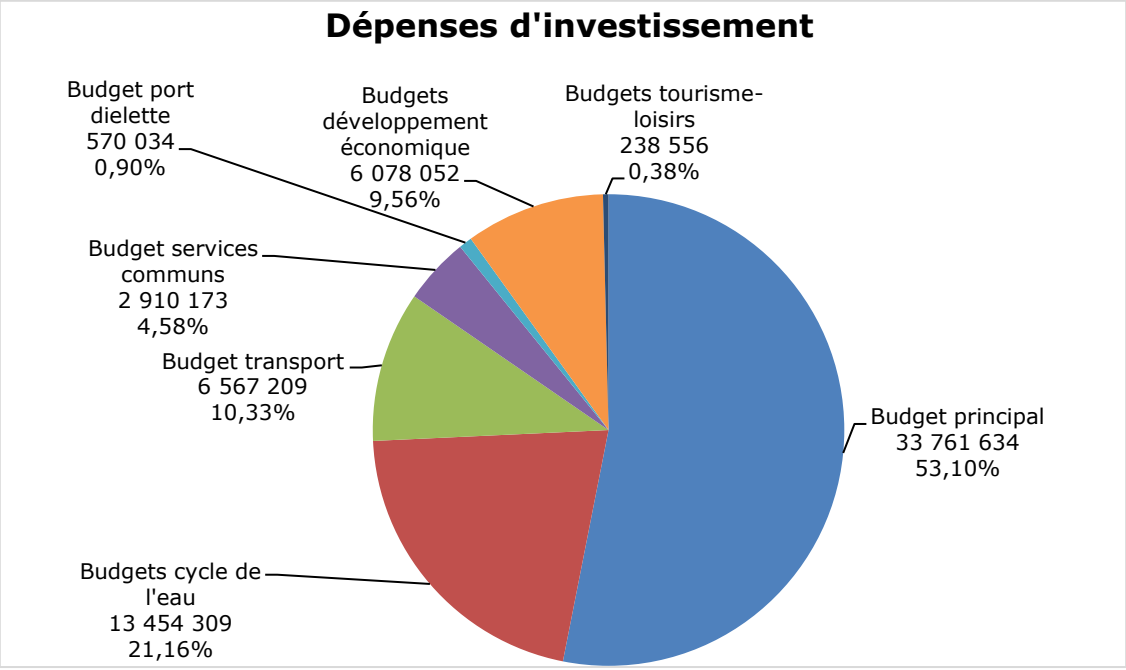
Le budget général 2022, comportant un budget principal et 12 budgets annexes suite à l'intégration des budgets annexes abattoir et déchets ménagers REOM, a été réalisé, tous mouvements confondus, à hauteur de 335 597 906,40 € en recettes (taux de réalisation de 86,75 %) pour 310 224 340,65 € de dépenses (taux de réalisation de 68,10 %).

		Dépenses réelles et d'ordre			Recettes réelles et d'ordre		
	en €	**Prévu***	**Réalisé**	**Taux réalisation**	**Prévu***	**Réalisé**	**taux réalisation**
Budget principal	**Fonctionnement**	170 614 230	159 824 918	93,68%	169 357 327	171 753 305	101,41%
	Investissement	80 789 171	33 761 634	41,79%	48 620 510	30 139 423	61,99%
Budget golf	**Fonctionnement**	19 118	15 953	83,44%	31 085	24 671	79,37%
	Investissement	8 719	8 718	99,99%	8 320	8 320	100,00%
Budget activité commerciale tourisme	**Fonctionnement**	262 717	228 470	86,96%	251 387	232 467	92,47%
	Investissement	372 042	64 951	17,46%	315 105	49 913	15,84%
Budget assainissement TTC (non collectif)	**Fonctionnement**	351 605	318 309	90,53%	326 501	247 043	75,66%
	Investissement	1 170 499	474 567	40,54%	779 679	653 100	83,77%
Budget cinéma	**Fonctionnement**	90 912	58 144	63,96%	456 368	44 885	9,84%
	Investissement	386 795	164 887	42,63%	442 108	277 369	62,74%
Budget port Dielette	**Fonctionnement**	1 604 113	1 375 058	85,72%	2 735 290	1 423 918	52,06%
	Investissement	895 933	570 034	63,62%	1 702 108	1 644 363	96,61%
Budget dév. Éco. Location M4	**Fonctionnement**	310 827	233 702	75,19%	336 469	499 082	148,33%
	Investissement	2 160 432	1 300 714	60,21%	2 025 439	390 513	19,28%
Budget eau	**Fonctionnement**	20 047 381	18 520 649	92,38%	19 948 655	21 248 868	106,52%
	Investissement	26 285 318	5 675 249	21,59%	8 793 688	7 006 073	79,67%
Budget assainissement HT (collectif)	**Fonctionnement**	21 895 804	20 681 795	94,46%	20 848 584	21 036 256	100,90%
	Investissement	27 169 858	7 304 493	26,88%	6 901 172	5 941 183	86,09%
Budget dev. Éco. ventes	**Fonctionnement**	14 578 128	4 162 172	28,55%	14 646 269	5 097 783	34,81%
	Investissement	9 134 201	4 372 300	47,87%	11 075 995	3 716 251	33,55%
Budget dev. Éco. Location M14	**Fonctionnement**	1 108 148	773 367	69,79%	1 206 255	1 143 454	94,79%
	Investissement	2 870 503	405 038	14,11%	630 505	513 054	81,37%
Budget transports	**Fonctionnement**	27 566 815	26 032 261	94,43%	35 625 271	33 300 976	93,48%
	Investissement	18 319 031	6 567 209	35,85%	16 075 910	10 929 105	67,98%
Budget services communs	**Fonctionnement**	19 878 312	14 419 575	72,54%	16 996 454	16 124 580	94,87%
	Investissement	7 682 230	2 910 173	37,88%	6 705 166	2 151 949	32,09%
BUDGET GENERAL	**Fonctionnement**	278 328 110	246 644 373	88,62%	282 765 913	272 177 289	96,26%
	Investissement	177 244 732	63 579 967	35,87%	104 075 704	63 420 618	60,94%
	Toutes sections confondues	**455 572 843**	**310 224 340**	**68,10%**	**386 841 617**	**335 597 906**	**86,75%**

**hors 021,023,001,002*

Le budget principal représente 64,80 % des dépenses de fonctionnement et 53,10 % des dépenses d'investissement du budget général, suivis des budgets annexes du cycle de l'eau (16,02 % en fonctionnement et 21,16 % en investissement), et des transports publics (10,55 % en fonctionnement et 10,33 % en investissement).





L'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL

En 2022, le budget principal a dégagé 201 892 727 € de recettes et 193 586 552 € de dépenses. L'exécution budgétaire se présente ainsi, tous mouvements confondus :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat/solde
Fonctionnement (total)	159 824 918	171 753 305	11 928 387	17 803 154	29 731 541
Investissement (total)	33 761 634	30 139 423	-3 622 212	15 622 410	12 000 199
Total du budget principal	**193 586 552**	**201 892 727**	**8 306 175**	**33 425 564**	**41 731 739**

Le résultat 2022 s'élève à 8 306 175 € et le résultat de clôture tenant compte des excédents antérieurs (hors restes à réaliser) s'établit à 41 731 739 €, contre 39 676 569 € en 2021 soit une augmentation du fonds de roulement de 2 055 170 €.

I. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CONFRONTEES PARTIELLEMENT A L'INFLATION

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 159 824 918 €, dont 151 791 335 € en opérations réelles et 8 033 584 € en opérations d'ordre.

A. Le taux d'emploi des crédits

Le taux d'emploi des crédits permet de mesurer le niveau de réalisation des crédits ouverts au budget, sachant que le terme « emploi » regroupe les notions de dépenses mandatées et de charges rattachées (le service est réalisé mais les pièces justificatives n'ont pas été transmises avant la fin de la journée complémentaire).

Pour 2022, le taux de réalisation s'élève à 93,04 % contre 95,84 % en 2021. Parmi les charges à caractère général, des dépenses n'ont pas été réalisées notamment sur les postes d'études et recherches, de remboursement de frais aux communes (eaux pluviales urbaines), de matières et fournitures, de carburants, d'entretien et réparation de bâtiments, d'honoraires ou encore de contrats de prestations.

Concernant les charges exceptionnelles, le faible taux de réalisation s'explique par les subventions aux budgets annexes inscrites au budget à hauteur de 3,5 M€ pour assurer l'équilibre budgétaire mais dont la mobilisation n'a pas été nécessaire.

€	Crédits ouverts	Crédits employés	Pourcentage de réalisation
Charges à caractère général (chap. 011)	32 723 860	27 862 992	85,15%
Charges de personnel (chap. 012)	38 736 252	38 660 928	99,81%
Autres charges de gestion courante (65)	27 554 804	26 018 158	94,42%
Atténuations de produits (chap. 014)	57 561 165	57 484 132	99,87%
Total gestion des services	**156 576 081**	**150 026 210**	**95,82%**
Charges financières (chap. 66)	247 665	244 391	98,68%
Charges exceptionnelles (chap. 67)	6 322 285	1 520 733	24,05%
TOTAL	**163 146 031**	**151 791 335**	**93,04%**

Du fait d'une redistribution importante des ressources issues des transferts de charges et de compétences via les AC, les charges de fonctionnement sont constituées de dépenses figées non soumises à l'inflation à hauteur de 45 %.

B. Les dépenses de fonctionnement

L'année 2022 est marquée par l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), passant de 30 € la tonne en 2021 à 40 € la tonne de déchets ménagers et assimilés collectés par la communauté d'agglomération en 2022 pour atteindre progressivement 65 € au 1er janvier 2025. Les prestations de services relatives au traitement des déchets ménagers ont donc augmenté de 1,9 M€ sur 2022.

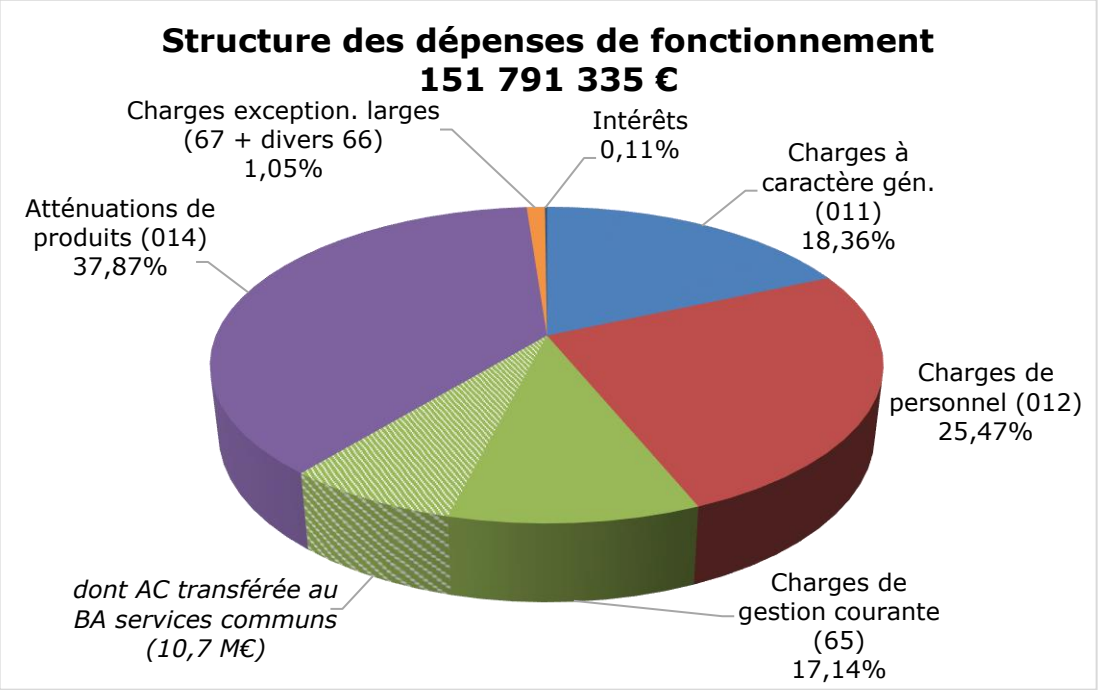
Ainsi, les charges de fonctionnement s'élèvent à 151,8 M€ pour 2022, en hausse de 5,40 % par rapport à 2021 à périmètre constant (y compris budgets annexes REOM et abattoir dissouts en 2022).

K€	**2021 corrigé**	**2022**	**Evolution K€**	**Evolution %**	
				nominale	**réelle(*)**
Charges à caractère général (011)	24 981	27 863	2 881	11,53%	6,02%
Charges de personnel (012)	35 327	38 661	3 334	9,44%	4,03%
Charges de gestion courante (65)	25 026	26 018	992	3,96%	-1,17%
Charges nettes d'exploitation	**85 334**	**92 542**	**7 208**	**8,45%**	**3,09%**
Atténuations de produits (014)	57 369	57 484	115	0,20%	-4,75%
Charges de fonctionnement courantes	**142 703**	**150 026**	**7 323**	**5,13%**	**-0,07%**
Charges exceptionnelles larges (67 + divers 66)	1 145	1 597	453	39,57%	32,67%
Charges de fonctionnement hors intérêts	**143 848**	**151 624**	**7 776**	**5,41%**	**0,20%**
Intérêts nets	173	168	-5	-2,96%	-7,76%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**144 021**	**151 791**	**7 771**	**5,40%**	**0,19%**
(*)inflation définitive hors tabac pour 2022 : 5,2 %					

Hors attribution de compensation et remboursements de personnel et de frais affectés aux budgets annexes, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 9,54 % par rapport à 2021.

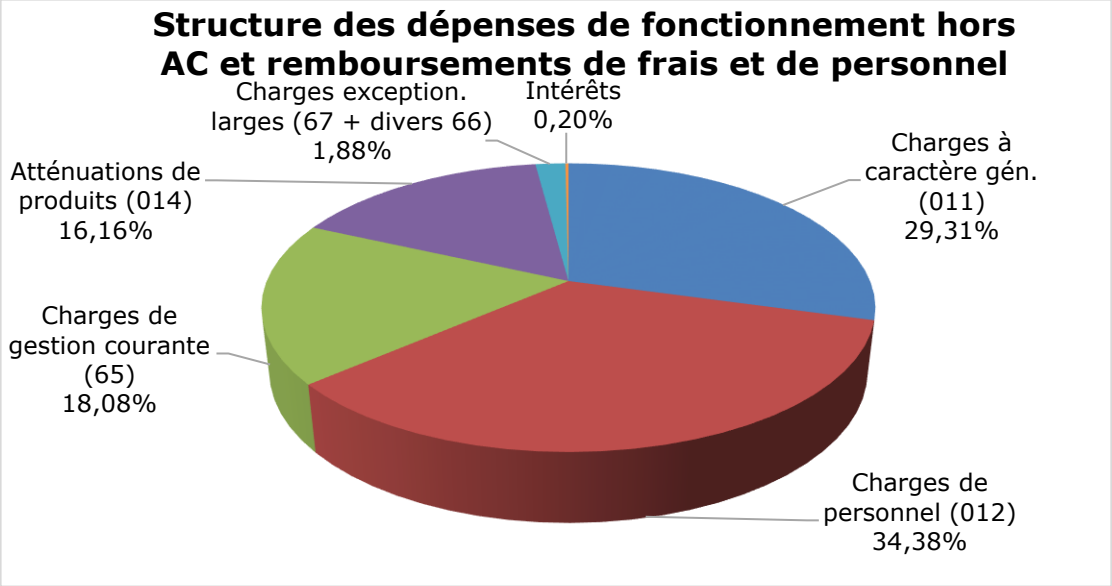
K€	**2021 corrigé**	**2022**	**Evolution K€**	**Evolution %**	
				nominale	**réelle(*)**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	144 021	151 791	7 771	5,40%	0,19%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS AC ET PERSONNEL AFFECTE AUX BUDGETS ANNEXES	77 543	84 943	7 401	9,54%	4,13%

Les dépenses 2022 se répartissent comme suit :



La spécificité du budget principal de la communauté d'agglomération a trait au poids du chapitre 014 dans la structure des dépenses. Ce dernier représente 37,87 % des dépenses réelles de fonctionnement, il contient notamment l'attribution de compensation pour 43,8 M€ (hors AC des services communs imputée au chapitre 65 pour 10,7 M€ soit une AC totale de 54,4 M€) et la dotation de solidarité communautaire d'un montant de 6,2 M€.

Les charges de personnel représentent quant à elles 25,47 % des dépenses. Hors attribution de compensation et remboursements de personnel et de frais affectés aux budgets annexes, ce ratio atteint les 34,38 %.



1) Les charges à caractère général (chapitre 011)

Les charges à caractère général, qui assurent les dépenses courantes d'administration, ont augmenté de 11,53 %, à périmètre constant, pour atteindre 27,9 M€ en 2022.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Charges à caractère général (011)	24 981	27 863	2 881	11,53%	6,02%

Les dépenses relatives à la compétence des déchets ménagers représentent plus de 70 % des charges à caractère général, soit 19,5 M€.

Les moyens mis à disposition des budgets annexes (bâtiments, moyens généraux, finances, ressources humaines…) sont supportés par le budget principal à hauteur de 3 M€ (5 % des recettes de fonctionnement des budgets annexes). En neutralisant des remboursements perçus, les charges à caractère général ont augmenté de 10,02 % par rapport à 2021.

Les comptes 60 sont constitués des produits courants et des fournitures stockables et non stockables (eau, énergie, électricité, chauffage…). Ces dépenses ont atteint 3,8 M€ en hausse de 104 K€ :

- Les carburants : 1 110 K€ (+319 K€ dont +288 K€ au titre des déchets ménagers et assimilés)
- L'énergie et l'électricité : 881 K€ (-182 K€, l'exercice 2021 comprenait une régularisation de 312 K€ au titre des années 2019-2020)
- Les autres matières et fournitures : 552 K€ (-65 K€), dont 500 K€ au titre des déchets ménagers et assimilés
- Les fournitures de petits équipements : 371 K€ (-28 K€)
- Les combustibles : 303 K€ (+47 K€), dont 240 K€ pour les piscines (+35 K€ pour le bassin de Saint Sauveur le Vicomte)
- L'eau et l'assainissement : 140 K€ dont 87 K€ pour les piscines

Les comptes 61 concernent les dépenses d'entretien et de réparations (voies, réseaux, bâtiments), de locations, de maintenance et d'assurance, elles s'élèvent au total à 20,7 M€ en hausse de 2,5 M€ :

- Les contrats de prestations de services : 16,2 M€ (+2 M€) dont 15,6 M€ concernant les contrats de prestation de traitement et de transport des déchets ménagers (+1,9 M€ notamment du fait de l'augmentation de la TGAP)
- Les autres biens mobiliers : 879 K€ (+22 K€), dont 859 K€ au titre des déchets ménagers et assimilés (entretien bacs, conteneurs…)
- L'entretien et la réparation sur terrains : 647 K€ (+115 K€) dont 199 K€ pour l'entretien des espaces verts des zones industrielles et commerciales et 253 K€ pour l'entretien des chemins de randonnée
- Les études et recherches : 552 K€ (+124 K€)
- Le matériel roulant : 444 K€ (-64 K€)

- La maintenance : 381 K€ (+2 K€)
- Les locations immobilières : 391 K€ (+136 K€) dont 123 K€ pour les Vindits (régularisation de loyers de 2021) et 159 K€ pour l'hôtel de l'Atlantique

Les comptes 62 (honoraires, frais d'actes et de contentieux, dépenses diverses) représentent 3,2 M€ soit +266 K€ par rapport à 2021 :

- Le remboursement de frais aux communes membres ou autres organismes : 734 K€ (+147 K€) dont 616 K€ au titre des remboursements de frais des services communs finances, ressources humaines et systèmes d'information
- Les autres services extérieurs : 420 K€ (+52 K€) dont 245 K€ au titre de prestations de communication
- Les honoraires : 239 K€
- Divers : 223 K€ (-160 K€) dont 54 K€ pour l'opération attractivité (-164 K€)
- Les frais de télécommunications : 223 K€ (+12 K€)
- Les catalogues et imprimés : 188 K€ (+129 K€ dont +133 K€ pour le schéma de collecte des déchets ménagers)
- Les frais d'affranchissement : 159 K€ (+3 K€)
- Les annonces et insertions : 152 K€ (-37 K€)

Les comptes 63 (impôts et taxes) s'établissent à 203 K€ (+35 K€) dont 158 K€ de taxe foncière.

2) Les charges de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel sont constituées de la rémunération et des charges pour un effectif de 712,76 équivalents temps plein (ETP) sur le budget principal au 31 décembre 2022. Cet effectif s'élevait à 691,94 ETP au 31 décembre 2021, soit une évolution de 20,82 ETP (+3 %).

En 2022, les charges de personnel ont ainsi représenté 38,7 M€, en hausse de 3,3 M€ soit +9,44 %.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Charges de personnel (012)	35 327	38 661	3 334	9,44%	4,03%

L'évolution la plus significative de la masse salariale provient de la création de nouveaux postes suite aux nouveaux projets de service, et la répercussion en année pleine du coût des postes créés en cours d'année 2021, pour plus de 1 M €.

L'augmentation du point d'indice au 1er juillet 2022 génère une hausse de 515 K€ et les augmentations du taux horaire du SMIC et de l'indice minimum de la fonction publique à deux reprises (janvier et mai) représentent 213 K€.

De plus, dans le cadre de la réorganisation de la direction des déchets ménagers (nouvelle collecte et fermeture du centre de tri du Becquet), il a été fait appel à des agents contractuels à hauteur de 600 K€.

Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), à travers les avancements de grades et d'échelon, représente près de 300 K€ en 2022.

L'harmonisation et l'extension de la prime annuelle, intégrée au RIFSEEP, représente un coût de 225,5 K€ en 2022. La revalorisation de la part IFSE liée aux travaux insalubres, à compter du 1er septembre 2022 s'élève à 3,5 K€.

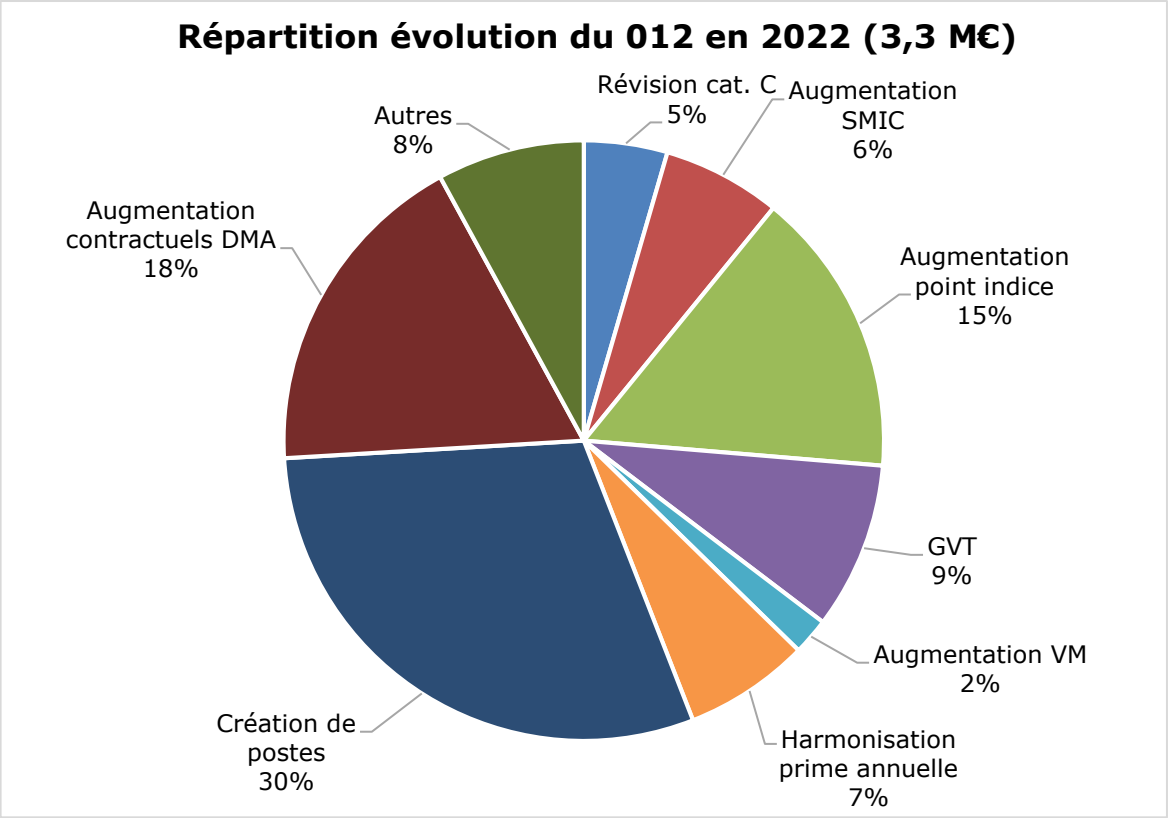
La révision des grilles des agents de catégorie B et C et réforme de la filière médico-sociale génère une hausse de 157 K€.

De plus, l'augmentation du taux « accident de travail » de 2,43 à 2,75 % génère un coût de près de 20 K€.

Enfin la cotisation pour le versement mobilité augmente de 66 K€ du fait de la répercussion en année pleine du taux de cotisation passé de 1,1 % à 1,5 % sur l'ensemble du territoire au 1er juillet 2021.

On peut également noter l'impact financier de quelques éléments conjoncturels, à savoir :

- L'augmentation à l'article 6217 de 92 K€ liée à l'évolution du coût des services communs, lesquels ont également été impactés par les mesures gouvernementales,
- L'augmentation de l'article 64171, par rapport au 6417 suite à un changement d'article de rémunération des apprentis, pour environ 24 K €, résultat d'une politique de développement de l'apprentissage au sein de la collectivité,
- L'augmentation aux articles 6455 et 6474, pour près de 38 K€, sur lesquels sont respectivement mandatées, les cotisations de l'assurance risque statutaire et du CDAS, dont l'évolution est liée à l'augmentation de la masse salariale.



Le détail par article est le suivant :

Code article	Article	2021	2022	Variation €	Variation %
6217	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COMMUNE MEMBRE DU GFP	2 214 138,23	2 306 311,59	92 173,36	4,2%
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	3 693,95	0,00	-3 693,95	-100,0%
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	195 648,00	323 381,00	127 733,00	65,3%
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	98 410,00	107 818,00	9 408,00	9,6%
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	184 480,42	216 266,04	31 785,62	17,2%
6338	AUTRES IMPOTS ET VERSTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS	59 081,00	64 674,00	5 593,00	9,5%
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	13 649 647,95	14 463 929,07	814 281,12	6,0%
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	338 890,68	300 983,95	-37 906,73	-11,2%
64114	PERSONNEL TIT INDEM INFLATION		40 100,00		
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	3 787 727,64	4 084 311,12	296 583,48	7,8%
64131	REMUNERATION	4 286 152,19	4 984 851,07	698 698,88	16,3%
64134	NON TIT INDEMNITE INFLATION		32 500,00		
64138	AUTRES INDEMNITES	1 022 487,00	1 470 727,10	448 240,10	43,8%
64171	REMUNERATION DES APPRENTIS	14 549,35	38 570,03	24 020,68	165,1%
64172	APPRENTIS INDEMNITE INFLATION		400,00		
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	3 883 167,03	4 301 762,67	418 595,64	10,8%
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	4 501 822,98	4 742 873,13	241 050,15	5,4%
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	212 524,41	258 246,13	45 721,72	21,5%
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	369 437,02	398 076,00	28 638,98	7,8%

Code article	Article	2021	2022	Variation €	Variation %
64731	ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	3 625,72	14 438,18	10 812,46	298,2%
6474	VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES	222 558,83	231 698,83	9 140,00	4,1%
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	11 428,55	12 906,03	1 477,48	12,9%
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	262 186,14	262 040,19	-145,95	-0,1%
6488	AUTRES CHARGES	5 025,48	4 063,45	-962,03	-19,1%
TOTAL		**35 326 682,57**	**38 660 927,58**	**3 334 245,01**	**9,4%**

3) Les atténuations de produits (chapitre 014)

Les atténuations de produits, premier poste de dépense, s'élèvent à 57,5 M€ en légère hausse de 0,2 % soit +115 K€ par rapport à 2021.

K€	2021	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Atténuations de produits (014)	57 369	57 484	115	0,20%	-4,75%

Ce chapitre représente 38 % des dépenses réelles de fonctionnement globales. Il comprend avant tout les attributions de compensations (AC), liées aux transferts de compétences, aux mécanismes mis en place afin d'assurer la neutralité financière et fiscale pour les communes et les contribuables.

La communauté d'agglomération a ainsi versé 43 756 408 € à ses 129 communes membres en 2022, contre 44 201 026 € en 2021. Cette baisse s'explique par les AC « eaux pluviales » qui sont dorénavant neutralisées en dehors des AC pour les communes signataires des conventions de délégation de gestion.

La contribution nécessaire au financement du budget annexe « services communs » a été prélevée sur les AC définitives des communes membres à hauteur de 10 663 891 € : au total, le montant des AC versées aux communes en 2022 est de 54 420 299 €, ce qui représente 36 % des dépenses de fonctionnement.

La dotation de solidarité communautaire (DSC) a pour principal objectif d'assurer la péréquation d'une partie de la croissance des ressources communautaires aux communes membres. Le premier pacte financier et fiscal adopté en décembre 2017 définissait les conditions de mise en œuvre de cette solidarité financière avec les communes membres comprenant une enveloppe « solidaire » destinée à organiser la péréquation financière entre communes et une enveloppe de « neutralité » visant à garantir la neutralité budgétaire de la création de la communauté d'agglomération par un système de garantie ou d'écrêtement de l'enveloppe individuelle. Le nouveau pacte financier et fiscal, adopté en décembre 2021, conforte la DSC en la plaçant au cœur du dispositif de solidarité financière locale.

Pour 2022, la DSC s'élève à 6 235 906 €, contre 5 847 271 € en 2021, soit une hausse de 389 K€ afin de compenser les pertes de DGF subies par les communes du fait de la création de la communauté d'agglomération et les pertes de produit fiscal pour les communes ayant instauré un abattement de 15 % de la taxe sur le foncier bâti des surfaces commerciales de moins de 400 m².

Le solde de ce chapitre est principalement constitué du reversement sur le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) pour 6 227 155 € et du prélèvement sur le fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) pour 1 251 690 € (+178 K€).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Reversement attribution de compensation	44 201 026	43 756 408	-444 618	-1,01%
Dotation de solidarité communautaire	5 847 271	6 235 906	388 635	6,65%
Prélèvement FNGIR	6 227 155	6 227 155	0	0,00%
FPIC	1 073 747	1 251 690	177 943	16,57%

A noter que la communauté d'agglomération est devenue inéligible au FPIC en 2019 avec une sortie définitive en 2021. Elle devient donc uniquement contributrice du fonds.

	Notifié 2021			Notifié 2022			Evolution FPIC (€)
€	prélèv.	reversem.	solde FPIC	prélèv.	reversem.	solde FPIC	
FPIC communautaire	1 073 747	0	-1 073 747	1 251 690	0	-1 251 690	**177 943**

4) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Les autres charges de gestion courante sont destinées à assurer le fonctionnement des services publics gérés sur des budgets annexes ainsi qu'à financer des tiers de l'établissement, qu'ils soient publics ou privés.

Le chapitre 65 a atteint 26 M€ en 2022 en hausse de 1 M€ par rapport à 2021.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Charges de gestion courante (65)	25 026	26 018	992	3,96%	-1,17%

Les subventions ont totalisé un montant de 5 494 955 €, avec notamment la contribution en faveur de la SPL Développement Touristique du Cotentin pour un montant de 3 590 501 €.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Subventions (compte 6574)	5 108 863	5 494 955	386 092	7,56%
Dont contribution SPL	*3 480 998*	*3 590 501*	*109 503*	*3,15%*

Ce poste a subi une hausse de 386 K€ notamment du fait de la contribution à la SPL Développement Touristique du Cotentin et du soutien de la communauté d'agglomération à l'évènement Grand Océan en octobre 2022 (160 K€).

Des subventions pour un montant total de 117 600 € ont été attribuées pour soutenir les acteurs économiques touchés par la crise sanitaire au titre du fonds de soutien régional « Impulsion Relance Résistance ».

La contribution au SDIS s'est élevée à 7 674 928 €, en baisse de 0,5 M€. Toutefois, le solde de décembre 2020 ayant été mandaté sur l'exercice 2021, la contribution 2021 au SDIS s'élève à 7 575 414 €, soit une hausse de 1,3 % sur 2022.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
SDIS	8 203 887	7 674 928	-528 959	-6,45%
SDIS (corrigé)	7 575 414	7 674 928	99 514	1,31%

Les subventions versées aux budgets annexes sont détaillées ci-après :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Subvention activités commerciales tourisme	93 084	106 609	13 524	14,53%
Subvention golf	17 449	8 523	-8 926	-51,16%
Subvention services communs	10 486 695	10 663 891	177 196	1,69%
TOTAL subventions budgets annexes	**10 597 228**	**10 779 022**	**181 794**	**1,72%**

Prélevée dans les attributions de compensation, le budget principal a reversé la somme de 10 663 891 € au budget annexe « services communs ».

5) Les charges financières (chapitre 66) et les charges exceptionnelles (67 et divers 66)

L'encours de dette étant majoritairement à taux fixe, les charges financières se maintiennent à hauteur de 168 K€ sur 2022.

K€	2021	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Intérêts nets	173	168	-5	-2,96%	-7,76%

Les charges exceptionnelles ont augmenté de 289 K€ pour atteindre 1,6 M€ en 2022.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Charges exceptionnelles larges (67 + divers 66)	1 308	1 597	289	22,11%	16,07%

Elles comprennent principalement la subvention pour la Cité de la Mer pour un montant de 916 949 €.

Le chapitre 67 comprend également la subvention vers le budget annexe « port Dielette » de 310 K€ et la subvention pour la Fastnet de 111 K€, ce qui explique la hausse des charges exceptionnelles sur 2022.

II. UNE EVOLUTION DYNAMIQUE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement, hors résultat reporté, se sont élevées à 171 753 305 €, dont 169 827 694 € en opérations réelles et 1 925 611 € en opération d'ordre.

A. Le taux d'emploi des crédits

Les recettes de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 101,09 %.

€	RECETTES DE GESTION DES SERVICES		
	Prévisions	**Réalisations**	**Pourcentage de réalisation**
70 Produits des services et domaine	16 091 498	15 494 035	96,29%
73 Impôts et taxes	111 107 890	114 079 265	102,67%
74 Dotations, subventions et participations	37 567 630	36 116 335	96,14%
75 Autres produits de gestion courante	1 432 461	1 885 482	131,63%
013 Atténuation de charges	799 579	1 209 168	151,23%
TOTAL RECETTES DES SERVICES	**166 999 058**	**168 784 285**	**101,07%**
76 Produits financiers	456 411	456 486	100,02%
77 Produits exceptionnels (hors cessions)	110 913	144 765	130,52%
78 Reprise sur provisions et dépréciations		4 707	
TOTAL RECETTES REELLES (hors cessions)	**167 566 383**	**169 390 244**	**101,09%**

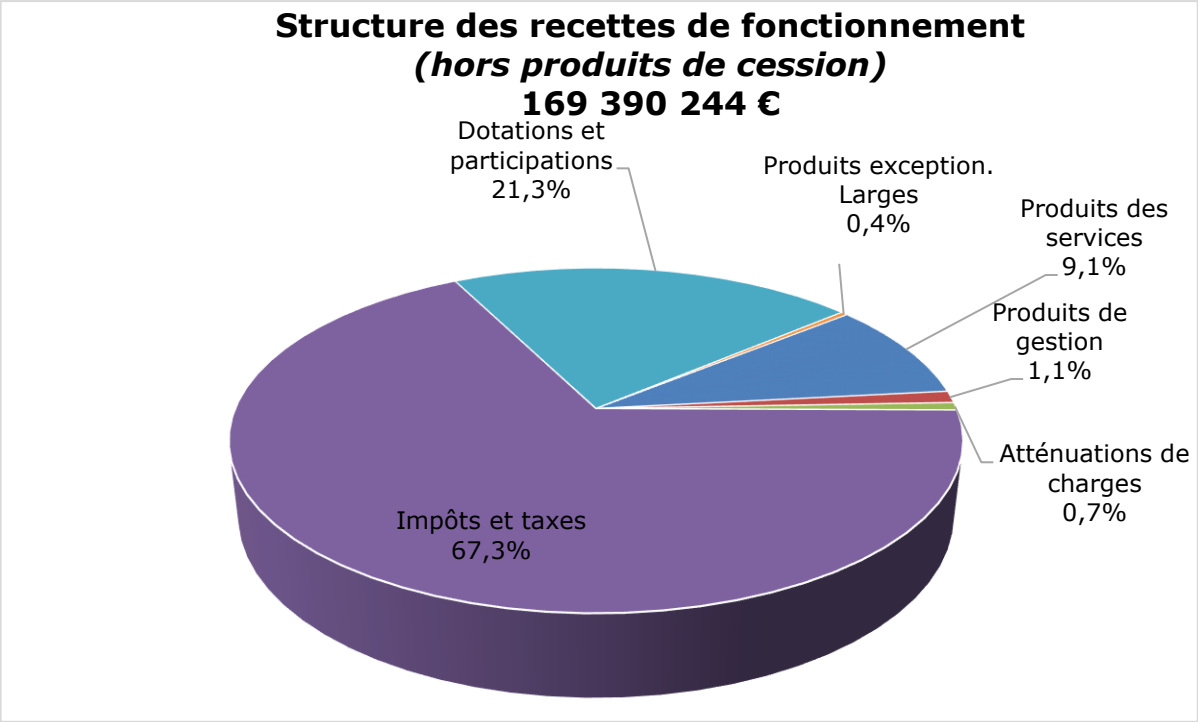
B. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de 6,81 %, à périmètre constant, pour atteindre 169,4 M€.

en K€	**2021 corrigé**	**2022**	**Evolution K€**	**Evolution %**	
				nominale	**réelle**
Produits des services (70)	13 014	15 494	2 480	19,05%	13,17%
Produits de gestion (75)	1 465	1 885	421	28,72%	22,36%
Produits d'atténuation (013)	414	1 209	796	192,35%	177,90%
Impôts et taxes (73)	106 228	114 079	7 851	7,39%	2,08%
Dotations et participations (74)	36 829	36 116	-713	-1,94%	-6,78%
Produits de fonctionnement courant	**157 950**	**168 784**	**10 834**	**6,86%**	**1,58%**
Produits exceptionnels larges (76 net + 77+ 78)	642	606	-36	-5,68%	-10,34%
Produits de fonctionnement (hors cessions)	**158 593**	**169 390**	**10 797**	**6,81%**	**1,53%**

Les impôts et taxes représentent 67,3 % des recettes de fonctionnement, suivis des dotations et participations (21,3 %), et des produits des services (9,1 %). Suite à la réforme fiscale initiée dans

le cadre du plan de relance de l'économie, les bases de foncier bâti des établissements industriels ont été réduites de moitié. Ainsi, les pertes de bases sont dorénavant compensées par l'Etat à travers des allocations compensatrices.



1) Les produits des services et du domaine (chapitre 70)

A périmètre constant, les produits des services ont augmenté de 2,5 M€ pour atteindre 15,5 M€ en 2022.

en K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution % nominale	Evolution % réelle
Produits des services (70)	13 014	15 494	2 480	19,05%	13,17%

Les remboursements liés à la mise à disposition de personnel et les remboursements de frais d'administration représentent 85 % des recettes de ce chapitre.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Mise à disposition personnel budget Port Dielette	226 000	276 237	50 237	22,2%
Mise à disposition personnel budget activité commerciale tourisme	92 583	114 721	22 138	23,9%
Mise à disposition personnel budget services communs	7 860 663	8 247 025	386 362	4,9%
Mise à disposition personnel budget transports	550 171	820 865	270 694	49,2%
Mise à disposition personnel budgets annexes	**8 729 417**	**9 458 848**	**729 431**	**8,4%**

Les remboursements de frais par les budgets annexes sont la contrepartie des moyens mis à disposition (bâtiments, moyens généraux, finances, ressources humaines…) et sont évalués forfaitairement à hauteur de 5 % des recettes réelles de fonctionnement des budgets annexes concernés (excepté pour le budget annexe services communs). Concernant le budget transport, l'AC versée par la ville de Cherbourg-en-Cotentin (985 556 €) est prise en compte dans le total des recettes puis est déduite après calcul des 5 %.

Ces derniers ont augmenté sur 2022 passant de 2,4 M€ à 3 M€ du fait du dynamisme des recettes du versement mobilité sur le budget transport.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Remboursement de frais budget annexe eau	878 619	889 629	11 010	1,3%
Remboursement de frais budget annexe assainissement	798 888	740 771	-58 117	-7,3%
Remboursement de frais budget annexe services communs	580 837	620 401	39 564	6,8%
Remboursement de frais budget annexe transports (net AC CeC)	95 634	717 909	622 275	650,7%
Remboursement de frais budget annexe	**2 353 978**	**2 968 710**	**614 732**	**26,1%**

Les restrictions sanitaires liées à la crise COVID ayant été levées, les redevances et droits des services perçus au titre des équipements ont augmenté de 87,9 % en 2022 et ont retrouvé le rythme d'avant crise.

Globalement, les redevances s'élèvent à 627 K€ pour 2022.

€	2019	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Redevances et droits de services à caractère culturel (7062)	159 183	59 087	107 153	164 250	57 097	53,3%
Redevance à caractère sportif (70631)	390 739	230 913	226 162	463 044	236 882	104,7%
Redevances à caractère de loisirs (70632)	69	0	592	0	-592	-100,0%
Total	**549 991**	**290 000**	**333 907**	**627 294**	**293 387**	**87,9%**

Les redevances issues du Planétarium Ludiver ont augmenté de 54 K€ et celles des piscines (Les Pieux, Océalis, Saint Sauveur Le Vicomte) de 236 K€.

€	2019	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Ludiver	140 384	49 279	84 748	139 037	54 290	64,1%
Piscine Les Pieux	100 096	42 544	43 810	145 107	101 297	231,2%
Piscine Saint sauveur	51 545	30 953	43 025	75 730	32 705	76,0%
Piscine Océalis	237 757	156 459	139 328	242 208	102 880	73,8%

Enfin, les ventes de matière recyclées (papier, carton…) ont augmenté de 557 K€ par rapport à 2021. Les prix de revente des matières premières dépendent des cours de marché et sont donc volatiles.

2) Les ressources fiscales (chapitre 73)

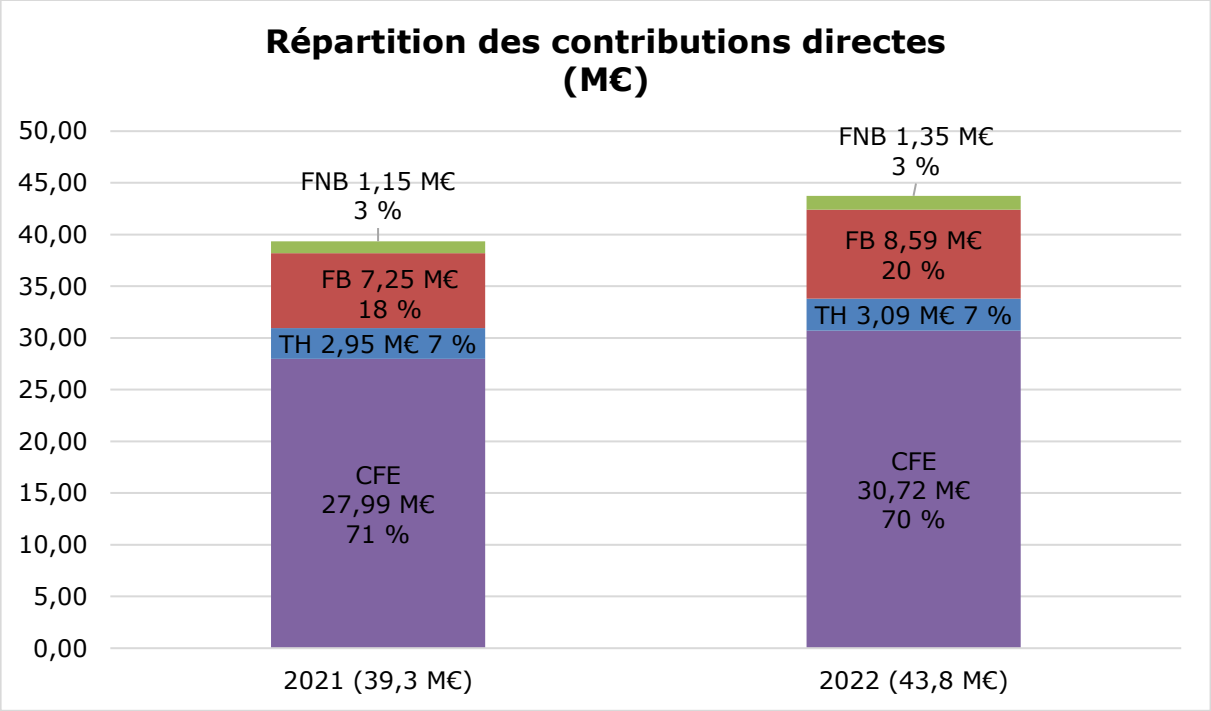
Les ressources fiscales ont atteint 114,1 M€ en 2022 contre 106,2 M€ en 2021, à périmètre constant, soit une hausse de près de 7,9 M€.

en K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Impôts et taxes (73)	106 228	114 079	7 851	7,39%	2,08%

a) Les impôts directs locaux

Suite à la création de la communauté d'agglomération du Cotentin, cette dernière s'est vue attribuer la totalité des impôts économiques et une partie des recettes de taxe d'habitation et de taxes sur le foncier bâti et le foncier non bâti.

La cotisation foncière des entreprises (CFE) a donc une part prépondérante avec 70 % des contributions directes, suivies des taxes foncières pour 23 %.



En 2022, la loi de finances avait fixé la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition à 3,4 %.

Afin de financer les surcoûts relatifs à l'augmentation de la TGAP il a été décidé en 2022 d'augmenter les taux des taxes foncières et de mobiliser la majoration spéciale de CFE afin de répartir la pression fiscale sur l'ensemble des richesses du territoire en profitant des établissements exceptionnels et en limitant au maximum l'impact sur les habitants du Cotentin.

Pour compenser les effets de la majoration spéciale sur les entreprises soumises à la base minimum de CFE (4 370 établissements en 2022), le barème a été révisé à la baisse de 5,95 % à compter de 2023.

Ainsi, le conseil communautaire a augmenté les taux d'imposition sur le foncier bâti de 3,10 à 3,53 %, le foncier non bâti de 10,98 % à 12,50 % et la CFE de 22,34 % à 23,67 % en 2022.

Ainsi, les produits des impositions directes locales ont atteint un produit de 43,75 M€, en hausse de 11,20 % soit 4,4 M€ par rapport à 2021.

K €	**2021**	**2022**	**Evolution €**	**Evolution %**
Produit TH	2 947	3 092	145	4,9%
Produit FB	7 254	8 592	1 338	18,4%
Produit FNB	1 150	1 350	200	17,4%
Produit CFE	27 995	30 717	2 722	9,7%
Total produit	**39 346**	**43 750**	**4 404**	**11,2%**

b) <u>La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)</u>

Depuis le 1er janvier 2022, la TEOM est recouvrée sur l'ensemble du territoire du Cotentin, l'ex budget annexe REOM ayant intégré le budget principal. Les taux sont restés stables sur 2022.

La TEOM a atteint 20 592 956 € en 2022, en hausse de 1 M€ par rapport à 2021 en y intégrant la REOM perçue.

€	**2021 corrigé**	**2022**	**Evolution €**	**Evolution %**
TEOM	19 579 871	20 592 956	1 013 085	5,2%

c) <u>La taxe sur la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI)</u>

La taxe GEMAPI a été instaurée à compter du 1er janvier 2022 pour un montant de 1,5 M€. L'administration fiscale détermine les taux en fonction du poids de chaque taxe sur le produit total de ces 4 taxes. Ainsi, pour 2022 les taux sont les suivants :

- Taxe habitation sur les résidences secondaires : 0,555 %
- Foncier bâti : 0,374 %
- Foncier non bâti : 0,494 %
- Cotisation foncière des entreprises : 0,312%

d) Les autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales sont composées de la TVA transférée, de la contribution sur la valeur ajoutée (CVAE), de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
TVA transférée	23 764 493	26 058 464	2 293 971	9,65%
CVAE	13 378 897	11 542 424	-1 836 473	-13,73%
TASCOM	2 346 989	2 634 326	287 337	12,24%
IFER	5 325 334	5 498 598	173 264	3,25%
Taxe de séjour	1 172 759	1 766 393	593 634	50,62%

Suite à la suppression de la taxe d'habitation, la communauté d'agglomération perçoit une fraction de TVA qui évolue comme le produit annuel de TVA nationale. Sur 2022 cela représente 26 M€, soit 2,3 M€ de plus qu'en 2021.

La CVAE, dont le taux d'imposition est fixé nationalement, est l'une des deux composantes de la contribution économique territoriale (CET). La CVAE est due par les entreprises réalisant plus de 500 000 € de chiffre d'affaires, et est calculée en fonction de la valeur ajoutée produite, selon un barème progressif. La CVAE a diminué de 1,8 M€ pour atteindre 11 542 424 € en 2022. Cette diminution s'explique par la crise économique liée à la crise sanitaire subie par les entreprises en 2020.

La TASCOM, assise sur la surface de vente au détail des commerces de plus de 400 m², s'est établie à 2 634 326 €, soit une hausse de 287 337 € par rapport à 2021.

Les IFER sont constituées de neuf composantes et concernent essentiellement les installations éoliennes, hydroliennes, gazières, de production d'électricité, les transformateurs électriques et sont revalorisées chaque année au regard de l'indice des prix à la consommation. Les recettes se sont chiffrées à 5 498 598 € en 2022, en hausse de 3,25 % (+173 K€) par rapport à 2021.

Enfin, la taxe de séjour, dont les tarifs ont été harmonisés sur tout le territoire, a rapporté 1 766 393 € en 2022 contre 1 172 759 € en 2021 (+50 %) du fait d'une reprise de l'activité touristique post COVID et d'une météo très favorable.

e) L'attribution de compensation perçue

La communauté d'agglomération du Cotentin a perçu 235 824 € d'attribution de compensation de la part de 28 communes au titre des différents transferts de compétences et des mécanismes mis en place afin d'assurer la neutralité financière et fiscale pour les communes et les contribuables.

3) Les dotations et participations (chapitre 74)

Les dotations et participations s'élèvent à 36,1 M€ pour 2022, en baisse de 713 K€ rapport à 2021.

en K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Dotations et participations (74)	36 829	36 116	-713	-1,94%	-6,78%

a) La dotation globale de fonctionnement (DGF)

La DGF s'est élevée à 7 495 606 € en 2022, soit à un niveau quasi équivalent à 2021 (-0,10 %). Elle est composée de la dotation d'intercommunalité pour un montant de 1 447 681 €, en hausse de 126 756 € suite à la réforme engagée en 2019, avec dorénavant une enveloppe unique plutôt que des catégories de répartition par type de groupements, et un accroissement de l'enveloppe nationale à hauteur de 30 M€ de manière pérenne.

La dotation de compensation subit quant à elle l'écrêtement national instauré en loi de finances 2015 et a donc diminué de 2,17 % pour atteindre 6 047 925 € en 2022.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Dotation d'intercommunalité	1 320 925	1 447 681	126 756	9,60%
Dotation de compensation	6 182 167	6 047 925	-134 242	-2,17%
Total DGF	**7 503 092**	**7 495 606**	**-7 486**	**-0,10%**

b) Les allocations de compensation et de péréquation fiscales

La perte de recettes fiscales sur le foncier bâti et sur la CFE, induite par la réduction de moitié des bases de foncier bâti des établissements industriels, se trouve compensée par le versement d'allocations de compensation qui sont soumises à la revalorisation forfaitaire annuelle des bases d'imposition.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Compensations TF	2 507 986	2 601 381	93 395	3,72%
Compensations CET	21 102 579	22 034 321	931 742	4,42%
Total compensations fiscales	**23 610 565**	**24 635 702**	**1 025 137**	**4,34%**

La dotation de compensation de la réforme professionnelle (DCRTP) étant exclue de l'assiette des compensations soumises à minoration, elle reste stable à hauteur de 73 100 €.

Enfin, la communauté d'agglomération a perçu 552 479 € au titre du fonds départemental de péréquation de de la taxe professionnelle (FDPTP), soit 154 862 € de plus qu'en 2021. La répartition

de l'enveloppe consacrée aux intercommunalités se fait au prorata des dépenses d'investissement constatées au compte administratif de l'année précédente.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
FDTP	397 617	552 479	154 862	38,95%

c) Les autres subventions

Les autres subventions sont issues des partenaires publics et privés. En 2022, le compte 7478 totalise 1,9 M€, dont 1,6 M€ au titre des déchets ménagers et assimilés, en baisse de 2,2 M€.

€	2021 corrigé	2022	Evolution €	Evolution %
Subventions et participations autres organismes (7478)	4 053 004	1 892 379	-2 160 626	-53,31%
dont déchets ménagers et assimilés	*3 608 564*	*1 586 175*	*-2 022 389(*)*	*-56,04%*

(*) voir paragraphe V analyse déchets ménagers TEOM

Enfin, une subvention EDF a été perçue à hauteur de 119 421 € pour compenser les charges nettes des équipements « Grand Chantier » en l'absence de recettes fiscales du fait du report de la mise en route de l'EPR.

4) Les produits de gestion (chapitre 75)

Les produits de gestion s'élèvent à 1,9 M€ pour 2022, en hausse de 28,7 % par rapport à 2021.

en K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Produits de gestion (75)	1 465	1 885	421	28,72%	22,36%

Les produits de gestion comprennent principalement les revenus d'immeuble mis en location pour 1,4 M€ (+507 K€) et les produits issus de la valorisation de déchets (carton, ferraille…) pour 462 K€.

5) Les produits exceptionnels larges

Les produits exceptionnels larges représentent 606 K€ sur 2022, en baisse de 5,7 % par rapport à 2021.

en K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %	
				nominale	réelle
Produits exceptionnels larges (76 net + 77+ 78)	642	606	-36	-5,68%	-10,34%

Les produits exceptionnels proviennent essentiellement d'une subvention EDF (447 761 €) pour compenser la charge nette des annuités des emprunts « Grand Chantier » en l'absence de recettes fiscales du fait du report de la mise en route de l'EPR.

III. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION QUI S'AMELIORENT

Le budget principal dégage une épargne nette de 16,1 M€ sur 2022, en hausse de 3,2 M€ par rapport à 2021 à périmètre constant.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	157 950	168 784	10 834	6,86%
- Charges de fonctionnement courant	142 703	150 026	7 323	5,13%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**15 247**	**18 758**	**3 511**	**23,03%**
+ Produits except. et fin. hs intérêts	642	606	-36	-5,68%
- Charges except. et fin. hs intérêts	1 145	1 597	453	39,57%
= EPARGNE DE GESTION	**14 745**	**17 767**	**3 021**	**20,49%**
- Intérêts	173	168	-5	-2,96%
= EPARGNE BRUTE	**14 572**	**17 599**	**3 027**	**20,77%**
- Capital	1 640	1 508	-132	-8,07%
= EPARGNE NETTE	**12 932**	**16 091**	**3 159**	**24,43%**

La structure atypique du budget de la communauté d'agglomération, avec une part importante de dépenses figées, limite l'évolution des dépenses de fonctionnement tandis que les recettes fiscales stimulent les recettes de fonctionnement.

Ainsi, les décisions fiscales prises pour reconstituer les marges de manœuvre, ajoutées au dynamisme économique permettent de consolider une épargne nette amenée à progresser au regard des perspectives de recettes attendues de l'EPR.

Les ratios financiers s'améliorent sur 2022 :

	2021	2022	Moy strate 2021
Ep brute / produits fonct.	8,53%	10,39%	12,37%
Ep nette / produits fonct.	7,48%	9,50%	7,26%

Pour 2022, le ratio rapportant l'épargne brute aux produits de fonctionnement s'établit à 10,39 % quand la moyenne de la strate des communautés d'agglomération de 100 000 à 249 999 habitants s'élève à 12,37 % pour 2021.

En corrigeant les produits de fonctionnement de l'attribution de compensation, de manière à conserver uniquement les ressources non redistribuées, le ratio d'épargne brute sur les produits de fonctionnement s'élève à 15,31 % soit un niveau conforme à ce qui est généralement admis comme satisfaisant (12/13 %).

Le niveau d'épargne nette dégagé sur l'exercice 2022 accroit les capacités d'investissement de la communauté d'agglomération avec un doublement des dépenses d'investissement tout en préservant les excédents cumulés.

IV. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement hors dette du budget principal s'élève à 39,6 % tandis que le taux d'emploi des crédits, incluant les restes à réaliser (dépenses engagées mais non mandatées), atteint 69,6 %.

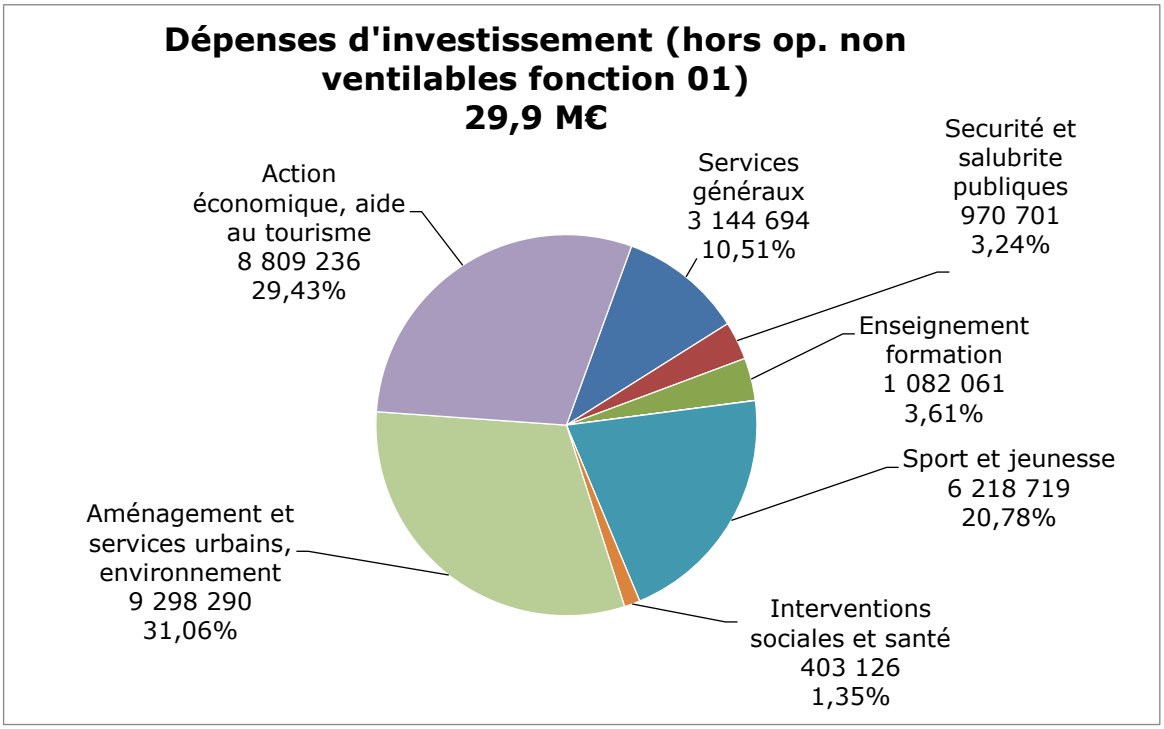
€	Prévisions	Réalisations (1)	Taux mandat.	Restes à réaliser (2)	Total (1)+(2)	Taux d'emploi
Dépenses d'équipement	50 643 805	19 016 440	37,5%	12 981 070	31 997 511	63,2%
Immobilisations incorporelles	*7 841 817*	*1 775 901*	*22,6%*	*3 589 521*	*5 365 422*	*68,4%*
Immobilisations corporelles	*14 163 170*	*6 374 614*	*45,0%*	*4 542 049*	*10 916 663*	*77,1%*
Immobilisations en cours	*28 638 817*	*10 865 925*	*37,9%*	*4 849 501*	*15 715 426*	*54,9%*
Opérations pour compte de tiers	1 621 424	492 002	30,3%	337 258	829 260	51,1%
Subv. d'équ. et fonds de concours	22 893 476	10 199 302	44,6%	9 479 108	19 678 409	86,0%
Participations et créances rattachées à des participations	205 400	205 400	100,0%		205 400	100,0%
Autres immobilisations financières	350 000				0	0,0%
Autres	122 150	105 384	86,3%		105 384	86,3%
TOTAL inv. réel hors dette	**75 836 256**	**30 018 527**	**39,6%**	**22 797 437**	**52 815 964**	**69,6%**

A. Les dépenses d'investissement hors dette multipliées par deux

Les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 30 M€ en 2022 et ont doublé par rapport à 2021.

€	2021	2022	Variation €	Variation %
Dépenses d'équipement (c/ 20, 21, 23, 45)	10 515 959	19 508 442	8 992 482	85,51%
Dépenses fin. et divers hors dette (c/ 10,13, 26, 27)	14 115	310 784	296 669	2101,80%
Total Inv. hors fds concours	**10 530 074**	**19 819 226**	**9 289 151**	**88,22%**
Fds de concours & Subv éqpt (c/204)	3 661 094	10 199 302	6 538 208	178,59%
Dépenses d'inv. hors dette (hors chap 16)	**14 191 168**	**30 018 527**	**15 827 359**	**111,53%**

L'aménagement et les services urbains représentent le premier poste des dépenses d'investissement (31,06 %). Viennent ensuite l'action économique et le tourisme (29,43 %), le sport et la jeunesse (20,78 %) puis les services généraux (10,51 %).



Les principales opérations sont listées ci-après :

- Aménagement et services urbains (9 298 290 €) dont notamment :
  - ✓ Collecte et traitement des ordures ménagères : 5 845 396 €, dont 1 064 413 € de frais d'étude pour l'enquête et la fourniture de bacs roulants, 2 596 681 € d'acquisition de matériel (conteneurs, bac, composteurs, broyeurs…), et 2 053 297 € d'acquisition de véhicule
  - ✓ Programme annuel eaux pluviales : 399 386 €
  - ✓ Compétence GEMAPI : 822 036 €
  - ✓ Acquisition de locaux : 521 584 € (Hôtel Atlantique et Rue Notre Dame sur Cherbourg-en-Cotentin)
  - ✓ Voiries et réseaux divers centre Aquatique Valognes : 304 734 €

- Action économique, aide au tourisme (8 809 236 €) dont notamment :
  - ✓ Travaux, frais d'études, avances… Cité de la Mer : 642 924 €
  - ✓ Subvention d'équipement développement numérique (réseau FTTH) : 3 481 177 €
  - ✓ Participation syndicat mixte Ports de Normandie (ex PNA) : 3 114 115 €
  - ✓ Travaux de voirie Les Fourches : 967 406 €

- Sport et jeunesse (6 218 719 €) dont notamment :
  - ✓ Espace aquatique Valognes (honoraires, travaux, avances) : 5 837 393 €

- Services généraux (3 144 694 €) dont notamment :

- ✓ Fonds de concours aux communes membres : 1 747 963 €
- ✓ Matériel informatique : 161 816 €
- ✓ Acquisition Visio Bus : 120 146 €

- Enseignement formation (1 082 061 €) dont notamment :
  - ✓ Intechmer : 829 056 €
  - ✓ Subvention travaux site universitaire : 203 005 €

- Sécurité et salubrité publiques (970 701 €)
  - ✓ Subventions équipement SDIS : 901 757 €

- Interventions sociales et santé (403 126 €) dont notamment :
  - ✓ Subvention IFSI : 181 561 €
  - ✓ Projet Odontologie CHPC : 161 610 €

B. Le financement des dépenses d'investissement

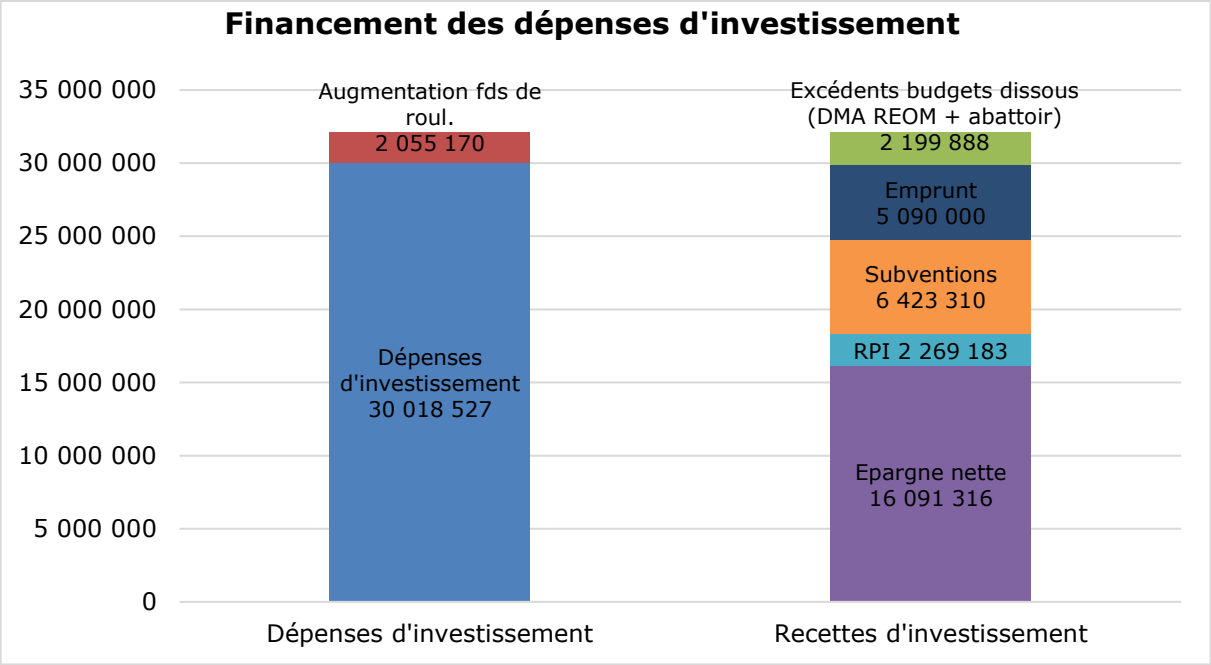
Le financement de l'investissement est assuré par l'épargne nette (50,17 %), les subventions (20,03 %), l'emprunt (15,87 %) et les ressources propres (7,07 %).

€	Dépenses	Recettes	Structure
Dépenses d'investissement	**30 018 527**		
Dim/Aug fonds roulement	2 055 170		
Excédents budgets dissous (DMA REOM + abattoir)		2 199 888	6,86%
Epargne nette		16 091 316	50,17%
Ressources propres d'investissement (RPI)		2 269 183	7,07%
Subventions		6 423 310	20,03%
Emprunt		5 090 000	15,87%
TOTAL	**32 073 697**	**32 073 697**	**100,00%**

Les ressources propres comprennent principalement le FCTVA pour 1 143 376 €.

Les subventions comprennent les attributions de compensation en investissement versées par les communes à hauteur de 3 327 085 €.

Un emprunt a été contracté à hauteur des 5 M€ pour financer l'étude et l'acquisition des bacs dans le cadre de la réorganisation de la collecte des déchets ménagers.



L'augmentation des dépenses d'investissement (réorganisation de la collecte des déchets ménagers, centre aquatique de Valognes, réseau FTTH, participation Ports de Normandie…) a été financée majoritairement par l'épargne nette, les subventions des partenaires et l'emprunt sans compromettre les excédents cumulés réservés au financement des dépenses reportées.

V. LES RESTES A REALISER

Les restes à réaliser de l'exercice 2022 se présentent ainsi :

en €	Résultat	RAR en dépenses	RAR en recettes	Résultats avec RAR	
				excédent	déficit
Fonctionnement (total)	29 731 541			29 731 541	
Investissement (total)	12 000 199	22 797 437	2 817 908		7 979 330
Total	41 731 739	22 797 437	2 817 908	21 752 210	

Le résultat cumulé intégrant les restes à réaliser du budget consolidé dégage un excédent de 21 752 210 €.

Les restes à réaliser en dépenses sont constitués des dépenses engagées mais non mandatées. En 2022, celles-ci concernent essentiellement les subventions d'équipement à verser (9,5 M€ dont 6,9 M€ au titre des fonds de concours aux communes) les immobilisations en cours (4,8 M€), les immobilisations corporelles (4,5 M€) et incorporelles (3,6 M€).

Concernant les recettes, les restes à réaliser correspondent aux titres de recette restant à émettre et destinés à financer les dépenses reportées. Il s'agit essentiellement des subventions d'investissement pour lesquelles les conventions ont été signées et sont en attente de versement (1,8 M€). Aucun emprunt restant à réaliser n'est à constater au 31 décembre 2022.

VI. LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL : UN ENCOURS MAITRISE

A. Le stock de la dette

Le stock de dette du budget principal comprend 39 emprunts et s'élève à 13 872 389 € au 31 décembre 2022, soit un encours par habitant de 75,57 €, niveau inférieur à la moyenne des communautés d'agglomération de strate équivalente en 2021 (412 €/habitant).

Avec un emprunt nouveau de 5,1 M € et un remboursement du capital de 1,5 M€, le capital restant dû a augmenté de près de 3,6 M€.

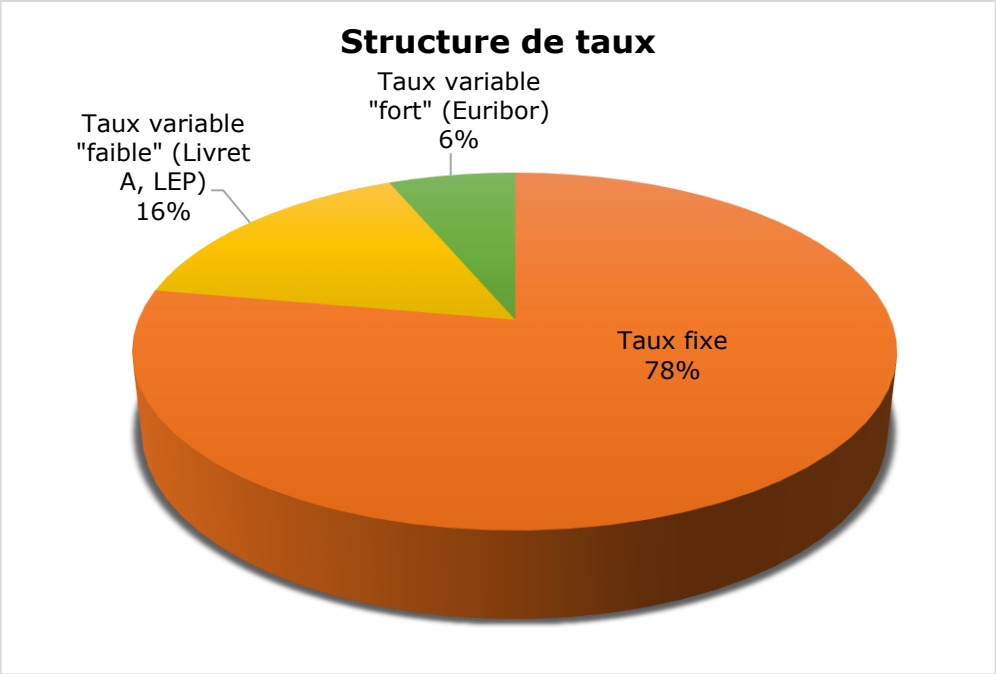
€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	11 929 875	10 289 982
- Remboursement du capital	1 639 903	1 507 594
+ Emprunt		5 090 000
+ Régularisation encours échu	10	
= Variation de l'encours	-1 639 893	3 582 407
= Encours brut au 31 décembre	**10 289 982**	**13 872 389**

La capacité de désendettement, qui permet de mesurer la solvabilité financière en déterminant le nombre d'années théoriques nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette grâce à la totalité de l'épargne brute, s'élève à moins d'un an quand la moyenne de la strate (communauté d'agglomération de 100 000 à 249 999 habitants) affiche une capacité de désendettement de presque 5 années en 2021.

Avec un taux moyen de 2,33 %, le coût de la dette est maitrisé. L'augmentation des taux des livrets A et LEP n'impacte pas ou peu les charges financières sur 2022, du fait que les emprunts concernés sont sur des échéances annuelles fixées en amont des augmentations.

B. Structure de la dette

La dette est majoritairement à taux fixe pour 78 % de l'encours et 22 % sur des taux variables indexés sur le livret A, le LEP ou l'Euribor.

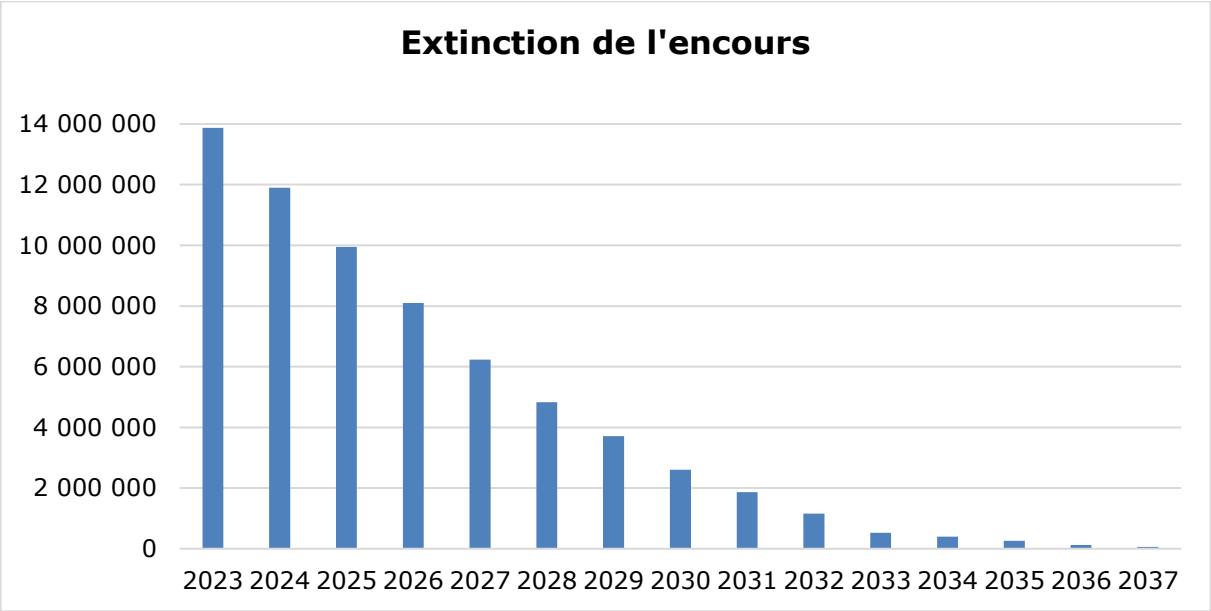


Au regard de la charte Gissler, la dette est entièrement sécurisée avec 100 % de 1A c'est-à-dire des emprunts à taux fixe ou à taux variable.

C. Plan d'extinction

La durée résiduelle moyenne de l'encours est de 8 ans.

Sans emprunt nouveau, la dette diminuerait de 7,6 M€, soit 55 % de l'encours actuel, sur les 4 prochaines années, et la dette se trouverait éteinte en 2037 :



VII. ANALYSE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES FINANCES PAR LA TEOM

La TEOM a été instaurée sur l'ensemble du Cotentin depuis le 1er janvier 2022. La compétence des déchets ménagers et assimilés est donc intégrée en totalité sur le budget principal à compter de l'exercice 2022. Comme évoqué précédemment, l'exercice 2021 a été corrigé en tenant compte de la REOM pour permettre une comparaison à périmètre constant (hors problématique de TVA).

A. La section de fonctionnement

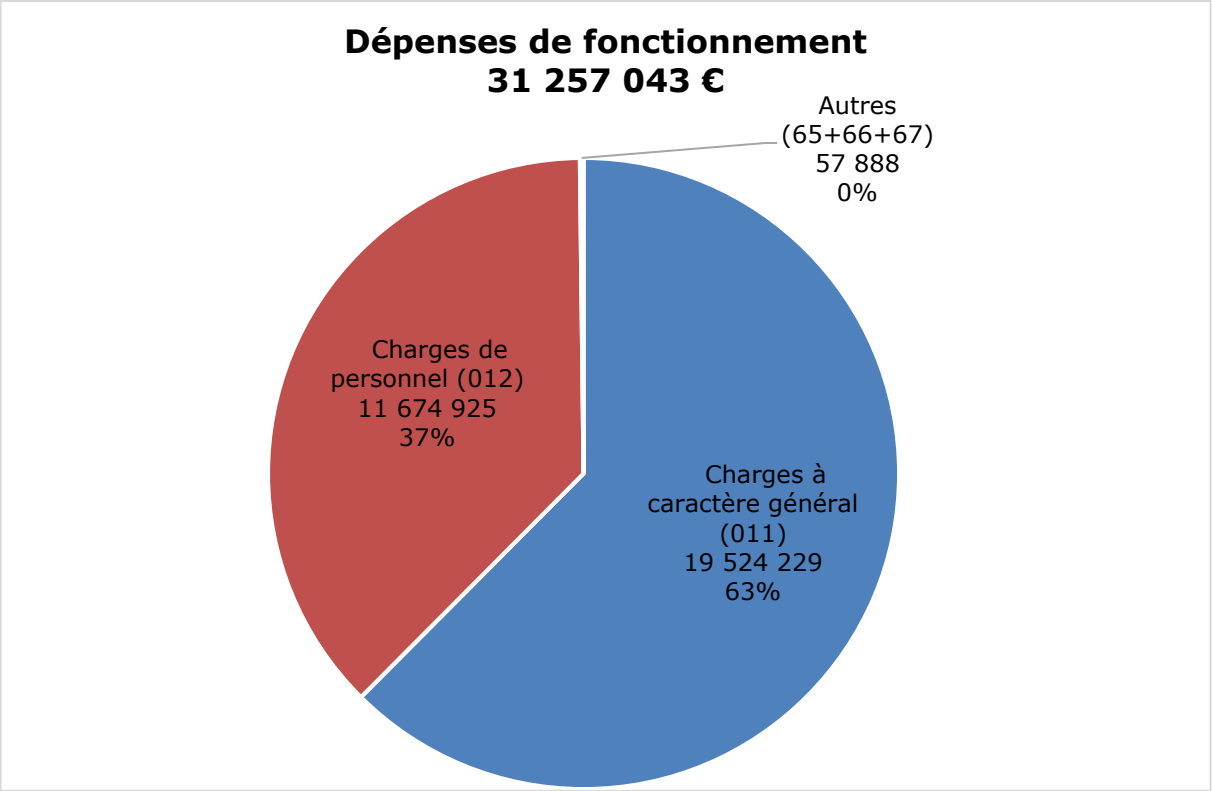
1) Les dépenses de fonctionnement

En 2022, les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 98,74 % et s'élèvent à 31,3 M€ en hausse de 10,52 %.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution %		Poids budget principal(*)
				nominale	réelle	
Charges à caractère général (011)	17 173	19 524	2 352	13,69%	8,07%	70,07%
Charges de personnel (012)	11 072	11 675	603	5,45%	0,23%	30,20%
Charges de gestion courante (65)	21	37	16	72,62%	64,09%	0,14%
Charges de fonctionnement courantes	**28 266**	**31 236**	**2 970**	**10,51%**	**5,05%**	32,67%
Charges exceptionnelles (67)	12	3	-9	-71,90%	-73,28%	0,22%
Charges de fonctionnement hors intérêts	**28 279**	**31 240**	**2 961**	**10,47%**	**5,01%**	32,14%
Intérêts nets	4	17	14	367,62%	344,51%	10,3%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**28 282**	**31 257**	**2 975**	**10,52%**	**5,06%**	32,10%

(*) Hors attribution de compensation et virement au budget services communs

Les principales dépenses de fonctionnement sont constituées des charges à caractère général pour 63 % suivies des charges de personnel pour 37 %.



L'évolution des charges à caractère général (+2,4 M€) s'explique principalement par :

- l'augmentation sur le poste contrats prestation de service (+1,9 M€) du fait de la TGAP,
- l'augmentation sur le poste carburants (+288 K€),
- l'augmentation sur le poste catalogues et imprimés (+119 K€).

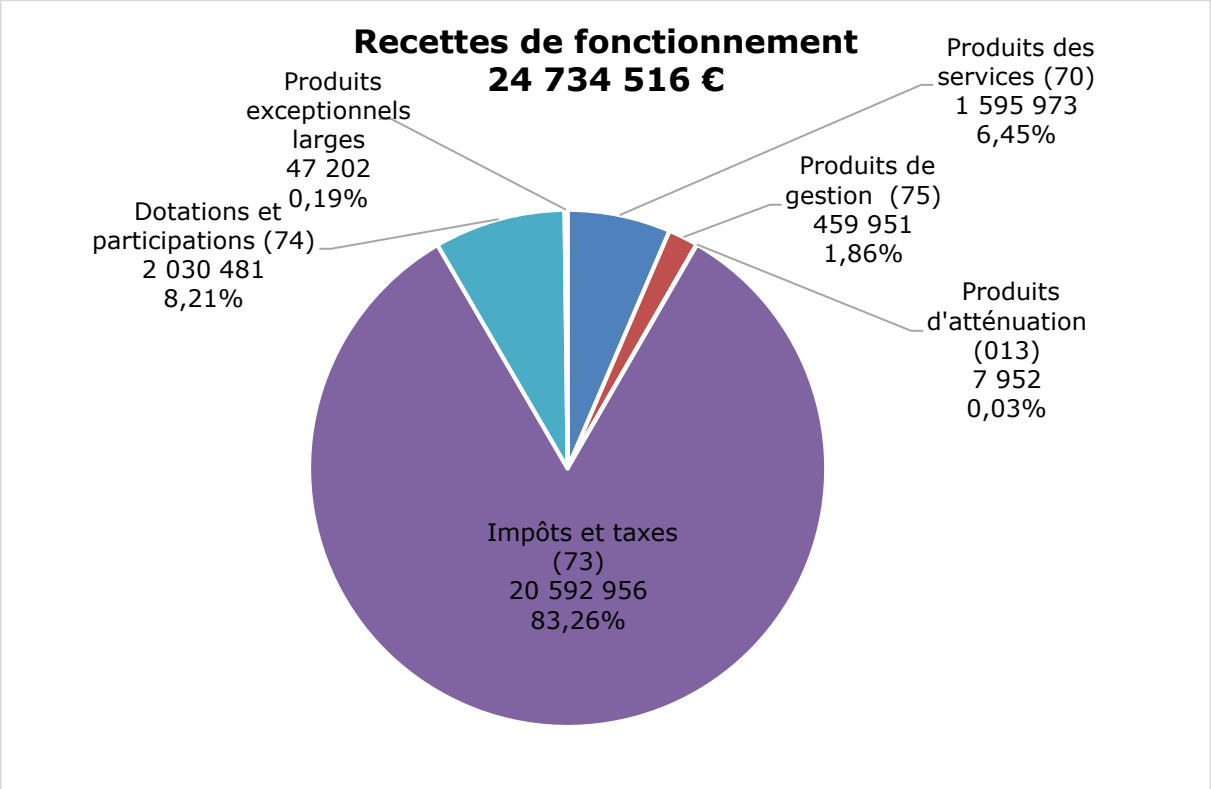
Les charges de personnel ont augmenté de 603 K€ du fait d'un recours aux contractuels occasionnels dans le cadre de la réorganisation de la collecte et de la fermeture du centre de tri du Becquet.

2) Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 101,35 % et atteignent 24,7 M€, en baisse de 1,75 %.

en K€	2021 corrigé	2022	Evolution K€	Evolution % nominale	Evolution % réelle
Produits des services (70)	907	1 596	689	75,91%	67,22%
Produits de gestion (75)	547	460	-87	-15,92%	-20,07%
Produits d'atténuation (013)	5	8	3	74,81%	66,17%
Impôts et taxes (73)	19 580	20 593	1 013	5,17%	-0,02%
Dotations et participations (74)	4 111	2 030	-2 081	-50,61%	-53,05%
Produits de fonctionnement courant	**25 150**	**24 687**	**-463**	**-1,84%**	**-6,69%**
Produits exceptionnels larges (76 net + 77+ 78)	26	47	21	83,47%	74,40%
Produits de fonctionnement (hors cessions)	**25 176**	**24 735**	**-441**	**-1,75%**	**-6,61%**

Les recettes de fonctionnement proviennent pour 83 % des recettes fiscales issues de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères suivies des dotations et participations pour 8 % et des produits des services 6,5 %.



La baisse des recettes s'expliquent principalement par les dotations et participations qui étaient importantes en 2021 du fait de rattrapage sur les années antérieures (1 467 K€ de subvention développement durable et communication de la part de CITEO). Ces recettes sont fluctuantes d'une année sur l'autre avec des décalages de perception sur plusieurs exercices.

Les produits des services ont fortement augmenté (+689 K€) du fait des ventes de matière recyclées (papier, carton…) en hausse de 557 K€. Les prix de revente des matières premières dépendent des cours de marché et sont donc volatiles.

B. Les conditions d'équilibre propre au compte déchets ménagers

L'augmentation de la TGAP couplée à une diminution des dotations dégradent le solde de fonctionnement qui s'élève à -2,9 M€ sur 2022.

Lors du transfert de compétence une attribution de compensation a été calculée sur les communes de Cherbourg-en-Cotentin et La Hague à hauteur de 3 700 205 € pour prendre en charge le déficit.

K€	2021 corrigé	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement	25 176	24 735	-441	-1,75%
- Charges de fonctionnement	28 279	31 240	2 961	10,47%
+ Attribution de compensation	3 700	3 700	0	0,00%
= SOLDE DE FONCTIONNEMENT BRUT	**597**	**-2 805**	**-3 402**	**-569,54%**
- Annuité	111	112	0	0,26%
= SOLDE DE FONCTIONNEMENT NET	**486**	**-2 917**	**-3 403**	**-700,06%**

Comme cela était prévu, l'augmentation des dépenses des déchets ménagers a été pris en charge par le budget principal à hauteur de 11,79 %.

Comme évoqué précédemment (paragraphe II.B.2), le financement des surcoûts liés à la TGAP est financé par l'augmentation des taxes foncières et de la CFE afin de répartir la pression fiscale sur l'ensemble du territoire. Ainsi, les taux de TEOM sont restés stables sur 2022.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'investissement hors dette ont plus que doublé sur 2022 pour s'établir à 5,8 M€.

€	2021 corrigé	2022	Variation €	Variation %
Dépenses d'inv. hors dette (hors chap 16)	**2 861 141**	**5 845 396**	**2 984 255**	**104,30%**

Les principales dépenses concernent les immobilisations corporelles comprenant l'acquisition de conteneurs et de bacs de tri (+1,8 M€) et l'acquisition de véhicules de collecte (+399 K€), ainsi que les immobilisations incorporelles avec la distribution des bacs de collecte (1,1 M€).

Le solde de la section de fonctionnement des déchets ménagers et assimilés étant négatif, le budget principal autofinance les investissements des ordures ménagères étant précisé que les amortissements ne sont pas pris en compte. Sur 2022, un emprunt a été contracté à hauteur de 5,1 M€, à 2,37 % sur 10 ans, pour financer les investissements relatifs à la réorganisation de la collecte sur l'ensemble du territoire.

La dette affectée aux ordures ménagères comprend ainsi cinq emprunts pour un capital restant dû de 5 760 752 € au 31 décembre 2022, dont 88 % à taux fixe et 12 % à taux variables (Euribor 3M et livret A).

L'EXECUTION DES BUDGETS ANNEXES

I. BUDGET ANNEXE TRANSPORTS

Depuis le 1er juillet 2021, la gestion des transports urbain, interurbain et scolaire est assurée par la société Transdev, dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Le nouveau réseau « Cap Cotentin » a vu le jour en septembre 2021.

L'exécution du budget transports se présente ainsi :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat ou solde
Fonctionnement (total)	26 032 261	33 300 976	7 268 715		7 268 715
Investissement (total)	6 567 209	10 929 105	4 361 896	-5 815 335	-1 453 439
Total	**32 599 470**	**44 230 082**	**11 630 611**	**-5 815 335**	**5 815 277**

Le résultat de clôture de l'exercice 2022 s'élève à 11 630 611 €. En y intégrant les résultats antérieurs, le résultat s'établit à 5 815 277 contre -5 158 983 € en 2021, soit une augmentation du fonds de roulement de 10 974 260 €.

En tenant compte des restes à réaliser en dépenses (4 025 011 €) et en recettes (3 736 806 €) le résultat se chiffre à 5 527 071 €.

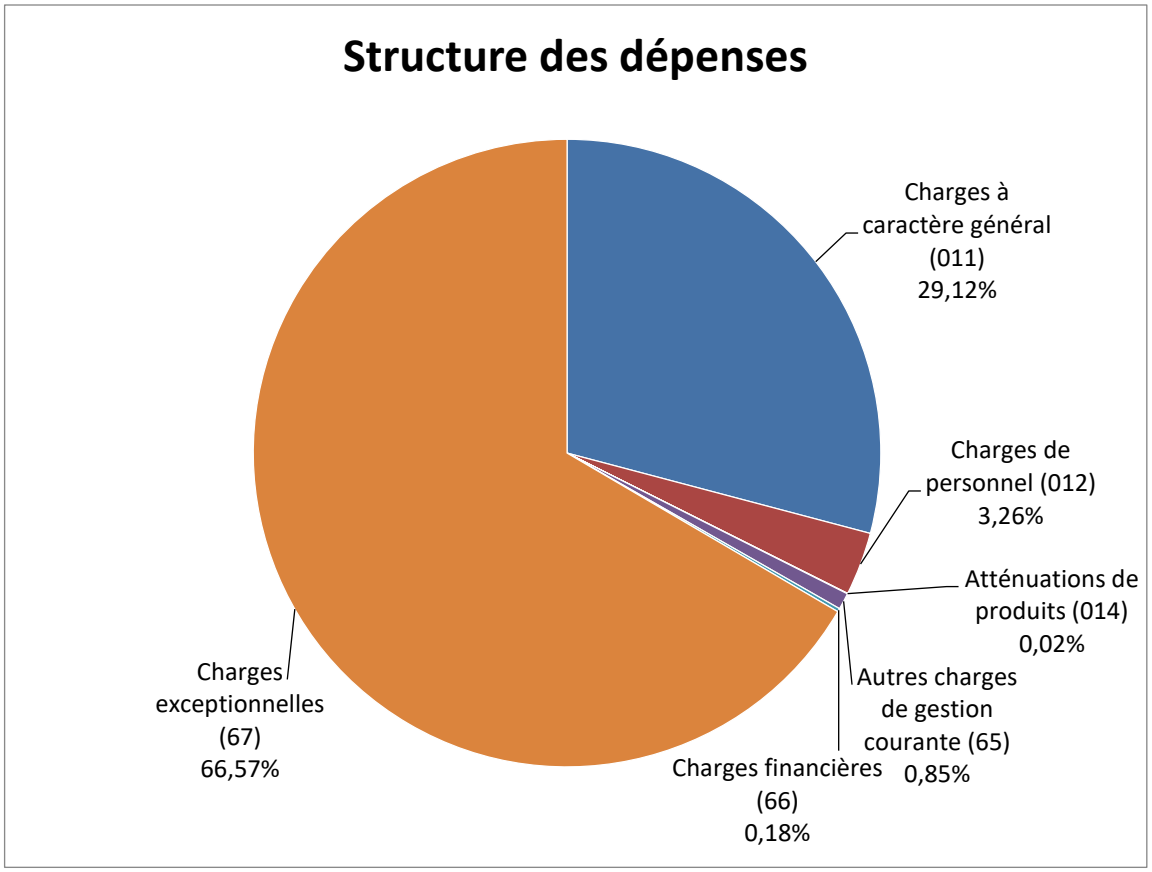
A. La section de fonctionnement

1) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, réalisées à hauteur de 94,48 % (93,11 % en 2021), ont progressé de 34 %, soit +6,4 M€.

€	2021	2022	Evolution N/N-1 €	Evolution N/N-1 %
Charges à caractère général (011)	6 983 531	7 334 697	351 165	5,03%
Charges de personnel (012)	550 171	820 865	270 694	49,20%
Atténuations de produits (014)	92 005	5 778	-86 227	-93,72%
Autres charges de gestion courante (65)	64 878	214 961	150 082	231,33%
Charges financières (66)	14 287	44 511	30 225	211,56%
Charges exceptionnelles (67)	11 066 638	16 764 859	5 698 221	51,49%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**18 771 511**	**25 185 671**	**6 414 160**	**34,17%**

Les charges exceptionnelles composées de la participation communautaire au délégataire Transdev, constituent le premier poste de dépenses (67 %), suivies des charges à caractère général (29 %).



Les charges à caractère général (chapitre 011) ont globalement augmenté de 5 % (+ 351 K€).

La contribution pour les transports scolaires et interurbains constitue la principale dépense du chapitre 011. Elle s'est élevée à 5 977 012 € en 2022, soit -6,74 % (- 432 K€).

	2021	2022	Evolution N/N-1 €	Evolution N/N-1 %
contributions transports scolaires et interurbains	6 409 306	5 977 012	-432 294	-6,74%

Les autres dépenses sont constituées des dépenses courantes, tels que les fournitures, les charges locatives, les dépenses d'entretien, les honoraires, les études, les cotisations, ainsi que les frais de structure.

La hausse du chapitre 011 est essentiellement liée aux frais de structure qui se sont élevés à 718 K€ pour 2022, soit une hausse de 622 K€ par rapport à 2021. Il s'agit de la mise à disposition des moyens généraux du budget principal vers le budget annexe, forfaitisés à hauteur de 5% des recettes réelles de fonctionnement.

Concernant les autres postes de dépenses, on peut également noter les évolutions suivantes :

- Les cotisations : 110 K€ (+79 K€), suite à l'adhésion au syndicat mixte Atoumod (87 K€)
- L'entretien et les réparations des vélos à assistance électrique (VAE) : 102 K€ (+50 K€, en lien avec l'augmentation de la flotte)

- La communication : 161 K€ (+44 K€ dans le cadre de la nouvelle offre de mobilité).

Les charges exceptionnelles (chapitre 67) comportent principalement la contribution au délégataire de service public versée à Transdev. Cette dernière s'est élevée à 16 761 629 € contre 11 065 207 € en 2021 (+ 51%). Il s'agit de la contribution en année pleine suite au renouvellement du contrat de DSP, qui a pris effet 1er juillet 2021.

€	2021	2022	Evolution N/N-1 €	Evolution N/N-1 %
Contribution délégataire	11 065 207	16 761 629	5 696 422	51,48%

Depuis 2019, les charges de personnel (chapitre 012) sont refacturées au budget annexe transports. Dans un contexte de montée en puissance de la direction des transports depuis 2 ans, les charges de personnel ont augmenté de 271 K€ en 2022 (+ 49%).

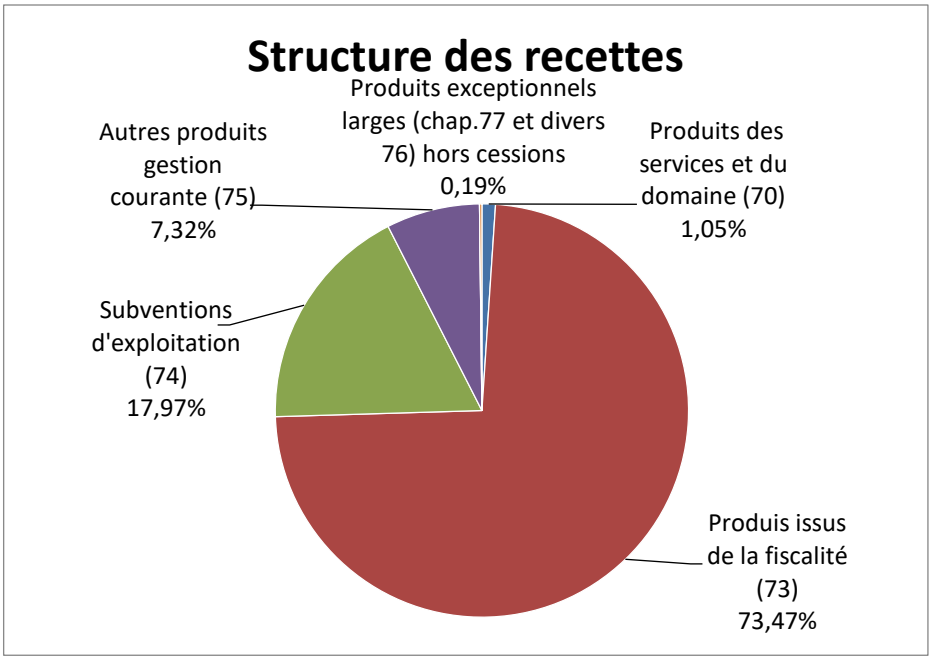
Les charges financières (chapitre 66) ont progressé de 30 K€. Deux nouveaux emprunts de 4 295 200 € et 3 557 776 € ont été contractés sur 10 et 25 ans aux taux de 2,40% et 2,96% afin de financer l'acquisition de bus et le système de billettique ainsi qu'une partie des travaux du Bus nouvelle génération. Si les emprunts commencent à s'amortir en 2023, ils génèrent des ICNE (intérêts courus non échus) de près de 30 K€ sur l'exercice 2022.

Les atténuations de produits (chapitre 014) comportent uniquement les restitutions de versement mobilité. Ces remboursements ont lieu, sur demande de l'établissement public ou privé, en cas notamment de personnel itinérant logé ou transporté.

2) Les recettes de fonctionnement : la perception du versement mobilité en année pleine

Les recettes de fonctionnement, réalisées à hauteur de 94,48 %, ont augmenté de près de 71 %, soit +13,7 M€.

€	2021	2022	Evolution N/N-1 €	Evolution N/N-1 %
Produits des services et du domaine (70)	524 661	348 270	-176 390	-33,62%
Produis issus de la fiscalité (73)	11 650 943	24 307 382	12 656 439	108,63%
Subventions d'exploitation (74)	5 937 622	5 945 599	7 977	0,13%
Autres produits gestion courante (75)	1 118 536	2 420 440	1 301 904	116,39%
Atténuation de charges (013)	888	0	-888	-100,00%
Produits exceptionnels larges (chap.77 et divers 76) hors cessions	164 412	62 059	-102 353	-62,25%
RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT (hors cessions)	**19 397 061**	**33 083 751**	**13 686 690**	**70,56%**



Les recettes sont principalement issues de la fiscalité (73 %), et plus précisément du versement mobilité (VM). Le versement mobilité est assis sur la masse salariale des entreprises et des administrations employant plus de 11 salariés dont le lieu effectif de travail est situé sur le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM).

Au taux unique de 1,5% sur l'ensemble du ressort territorial depuis le 1er juillet 2021, le versement mobilité a atteint 24 307 382 € en 2022, produit en année pleine suite à la modification de taux. Cependant, compte tenu d'un nouveau mécanisme de déclaration et de recouvrement des cotisations mis en place par les Urssaf au 1er janvier 2022, des régularisations par rapport aux acomptes antérieurs ont été perçues sur l'exercice 2022 (environ 1 M€).

€	2021	2022	Evolution N/N-1 €	Evolution N/N-1 %
Versement mobilité	11 650 943	24 307 382	12 656 439	108,63%

Les produits des services et du domaine (chapitre 70) ont diminué de 34 % soit -176 K€. Ce chapitre comprend les recettes tarifaires liées au transport non urbain pour 247 € (479 K€ en 2021) et les recettes liées aux locations de vélos électriques pour 102 K€ (45 K€ en 2021).

Concernant la baisse des recettes tarifaires, il est à remarquer que les recettes constatées en 2021 avaient été plus fortes en raison de la perception de 6 mois de recettes des lignes commerciales interurbaines (qui ont été incluses dans la DSP à partir du 01/07/2021) représentant environ 100 K€, ainsi que, pour les abonnements scolaires, de la perception d'une partie de recettes afférentes à l'exercice 2020 (environ 100 K€). En revanche, le transfert d'un certain nombre d'abonnés scolaires vers des abonnements commerciaux entraine une diminution de recettes d'environ 30 K€.

Les subventions d'exploitation (chapitre 74) sont restées stables à + 0,13% (+ 8 K€). La principale recette provient de la compensation de la Région dans le cadre de la convention des

transports scolaires et de voyageurs non urbains pour un montant de 5 543 290 € en 2022. Celle-ci est restée stable par rapport aux années précédentes.

Les autres subventions d'exploitation concernent :

- La DGD transport scolaire, stable à hauteur de 123 961 €
- Les subventions des communes membres : 278 348 € pour les navettes scolaires du regroupement scolaire intercommunal (RPI).

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) comportent la redevance versée par le délégataire de service public qui a atteint 2 365 718 € en 2022.

La CA du Cotentin perçoit également une compensation de l'Etat suite au relèvement du seuil d'assujettissement au VM en 2016 (9 à 11 salariés). La compensation VM s'est maintenue à hauteur de 55 K€ pour l'année 2022.

Enfin, les produits exceptionnels (chapitre 77) ont comporté en 2022 des mandats annulés sur exercices antérieurs pour 62 K€. Ce chapitre a fortement diminué car en 2021, il avait été perçu un dégrèvement au titre des années 2015 et 2016 pour un montant total de 163 142 €.

Aucune subvention d'équilibre n'a été budgétée ni versée par le budget principal.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion sont les suivants :

€	2021	2022	Evolution N/N-1 €	Evolution N/N-1 %
Produits de fonctionnement courant	19 232 650	33 021 692	13 789 042	171,70%
- Charges de fonctionnement courant	7 690 586	8 376 300	685 715	43,55%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**11 542 064**	**24 645 391**	**13 103 327**	**128,14%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	164 412	62 059	-102 353	0,32%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	11 066 638	16 764 859	5 698 221	87,17%
= EPARGNE DE GESTION	**639 837**	**7 942 591**	**7 302 754**	**41,30%**
- Intérêts	14 287	44 511	30 225	0,23%
= EPARGNE BRUTE	**625 551**	**7 898 080**	**7 272 529**	**41,07%**
- Capital	105 478	107 544	2 066	0,56%
= EPARGNE NETTE	**520 073**	**7 790 536**	**7 270 463**	**40,51%**

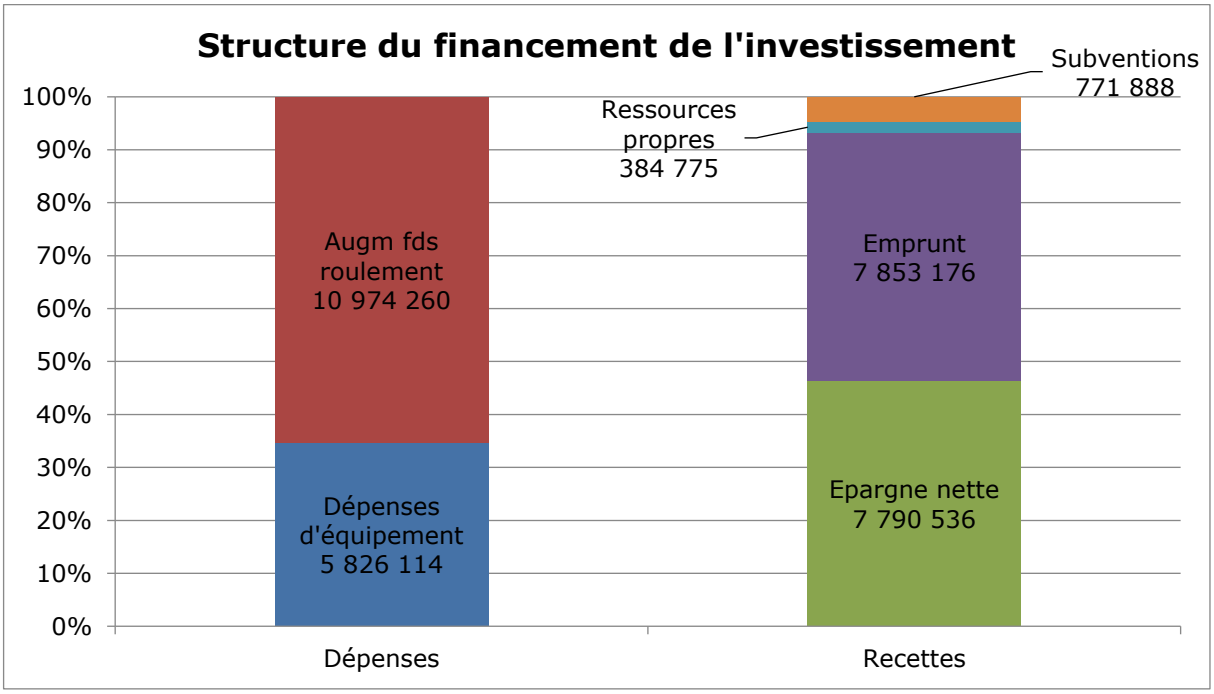
L'épargne nette s'établit à 7 790 536 € en 2022. La perception en année pleine du versement mobilité ainsi que son dynamisme, permettent au budget annexe transports de couvrir les charges de fonctionnement en progression et de dégager une épargne nette permettant de participer au financement du programme d'investissement, notamment le BNG.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'équipement se sont chiffrées à 5 826 114 €, avec notamment les opérations suivantes :

- Les études : 621 832 €, dont 545 K€ pour le Bus Nouvelle Génération (BNG)
- L'acquisition de matériel de transport : 1 237 226 €, dont 939 K€ de bus et 180 K€ de vélos à assistance électrique
- Les avances 1 975 162 € et travaux liés au BNG : 1 255 107 €
- La billettique : 679 951 €.

Le financement de la section d'investissement est essentiellement assuré par l'épargne nette à hauteur de 46% et l'emprunt à 47%. Les autres ressources représentent 7% du financement.



D. La dette

Suite à la mobilisation des deux nouveaux emprunts totalisant 7 853 176 €, la dette du budget transports s'élève à 9 127 729 € au 31 décembre 2022, en hausse de 7,7 M€ par rapport à 2021.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	1 487 575	1 382 097
- Remboursement du capital	105 478	107 544
- Remboursement anticipé		
+ Emprunt		7 853 176
= Variation de l'encours	-105 478	7 745 632
= Encours brut au 31 décembre	**1 382 097**	**9 127 729**

Les caractéristiques de la dette sont les suivantes :

- Taux moyen : 2 %
- Durée résiduelle : 27 ans
- Structure : 93 % de taux fixe et 7 % de taux variable
  Charte Gissler : 100% de l'encours sur 1A.

II. BUDGET ANNEXE DE L'EAU

L'exécution 2022 du budget de l'eau se présente ainsi :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat ou solde
Exploitation (total)	18 520 649	21 248 868	2 728 219	18 446 853	21 175 072
Investissement (total)	5 675 249	7 006 073	1 330 825	-856 497	474 328
Total du budget eau	**24 195 898**	**28 254 942**	**4 059 044**	**17 590 357**	**21 649 400**

Le résultat de l'exercice 2022 s'établit à 4 059 044 € et le résultat de clôture incluant les résultats antérieurs se chiffre à 21 649 400 € contre 20 620 689 € contre en 2021, soit une augmentation du fonds du roulement de 1 028 711 €.

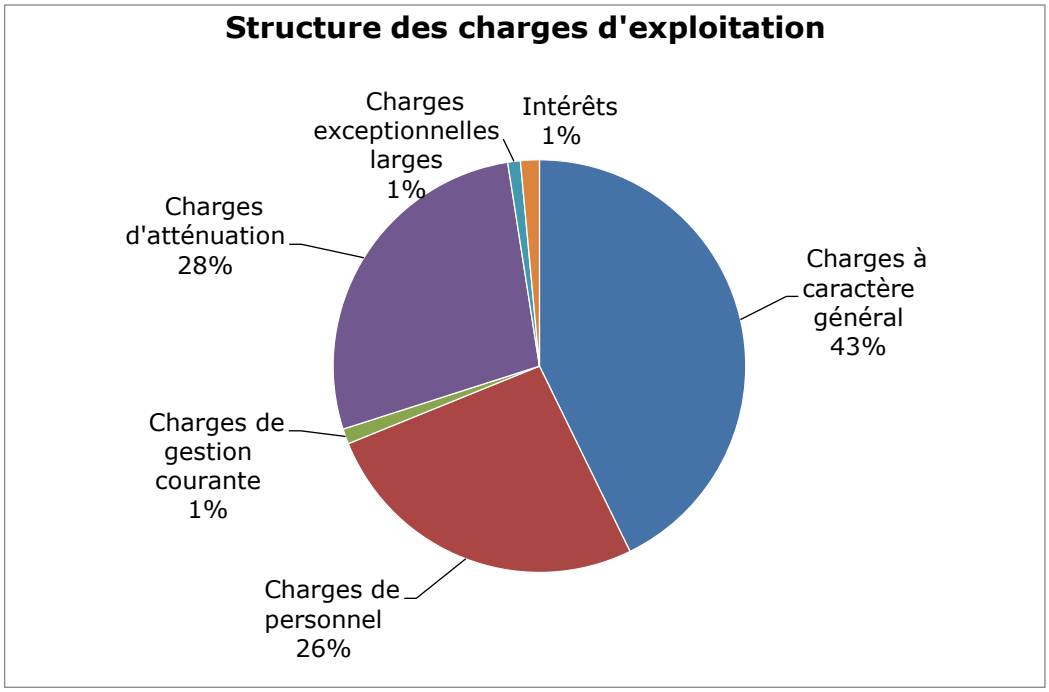
La vague inflationniste impacte les budgets du cycle de l'eau, notamment les dépenses ayant trait à l'énergie et les matières premières. Si un premier impact est visible sur les comptes 2022, celui-ci est dilué compte tenu des régularisations antérieures, sa répercussion sera surtout portée sur l'exercice 2023.

A. Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, dont le taux de réalisation par rapport aux crédits budgétés est de 90,65 % (83,18 % en 2021), ont diminué de 4,72 %, soit - 733 K€.

€	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %	
					nominale	réelle
Charges à caractère général (011)	5 513 386	6 425 683	6 326 767	-98 916	-1,54%	-6,41%
Charges de personnel (012)	3 752 770	3 752 327	3 861 889	109 562	2,92%	-2,17%
Charges de gestion courante (65)	79 204	80 085	176 437	96 352	120,31%	109,42%
Charges d'atténuation (014)		4 886 358	4 065 000	-821 358	-16,81%	-20,92%
CHARGES COURANTES	**9 345 360**	**15 144 454**	**14 430 094**	**-714 360**	**-4,72%**	**-9,43%**
Charges exceptionnelles larges (67 et divers 66)	946 047	106 531	146 343	39 812	37,37%	30,58%
CHARGES HORS INTERETS	**10 291 407**	**15 250 985**	**14 576 437**	**-674 548**	**-4,42%**	**-9,15%**
Intérêts (66)	235 839	276 719	218 197	-58 522	-21,15%	-25,05%
CHARGES D'EXPLOITATION	**10 527 245**	**15 527 704**	**14 794 634**	**-733 070**	**-4,72%**	**-9,43%**

Les charges à caractère général, les charges de personnel et les charges d'atténuations sont les principaux postes de dépenses (97% des dépenses).



Trois redevances sont recouvrées pour le compte de l'Agence de l'eau et se retrouvent à la fois en dépense et en recette d'exploitation. Des décalages importants entre la perception et le reversement perturbent d'ordinaire la présentation globale. Cependant, pour l'année 2022, cet effet n'est pas marquant. La présentation corrigée n'est donc pas nécessaire.

1) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général (chapitre 011) regroupent les dépenses courantes du service. Ce chapitre a diminué de 1,54% % (- 99 K€).

€	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Comptes 60*	1 886 816	2 741 951	2 310 638	-431 313	-15,73%
Comptes 61*	984 243	2 492 687	2 031 460	-461 227	-18,50%
Comptes 62*	1 340 467	1 190 320	1 261 861	71 541	6,01%
Comptes 63*	1 301 861	725	722 808	722 083	99597,71%
Total 011	**5 513 387**	**6 425 683**	**6 326 767**	**-98 916**	**-1,54%**

Des augmentations sont constatées sur les postes de dépenses suivants :

- Les produits de traitement (6062) 417 511 €, soit + 132 K€
- La redevance prélèvement (6371) 715 075 €, soit + 715 K€, le montant rattaché en 2020 avait été surévalué, ramenant le réalisé à zéro en 2021.
- Le remboursement de frais généraux au budget principal (6287), calculés forfaitairement à hauteur de 5% des recettes réelles de fonctionnement, s'est établi à 916 429 € (+ 38 K€).

Les diminutions portent sur les dépenses suivantes :

- Les fournitures non stockables (6061) 1 100 752 € (- 354 K€), 2021 ayant comporté des régularisations antérieures

- La sous-traitance générale (611) 1 207 314 € (-277 K€), 2021 ayant comporté des régularisations antérieures
- Les achats, prestations de services (604) 91 298 € (-274 K€), en raison d'un transfert vers le compte 611 des prestations avec Veolia sur le secteur de Côte des Isles
- Les servitudes de captages (6137) 168 439 € (-269 K€).

2) Les autres charges d'exploitation

Les charges de personnel (chapitre 012) ont progressé de 2,92%, soit +110 K€.

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65), en hausse de 96 K€ par rapport à 2021, sont essentiellement constituées des créances admises en non-valeur 141 K€ (47 K€ en 2021) et des créances éteintes pour 25 K€.

Enfin, les charges exceptionnelles (chapitre 67 et divers 66) ont progressé de 37% soit + 40 K€.

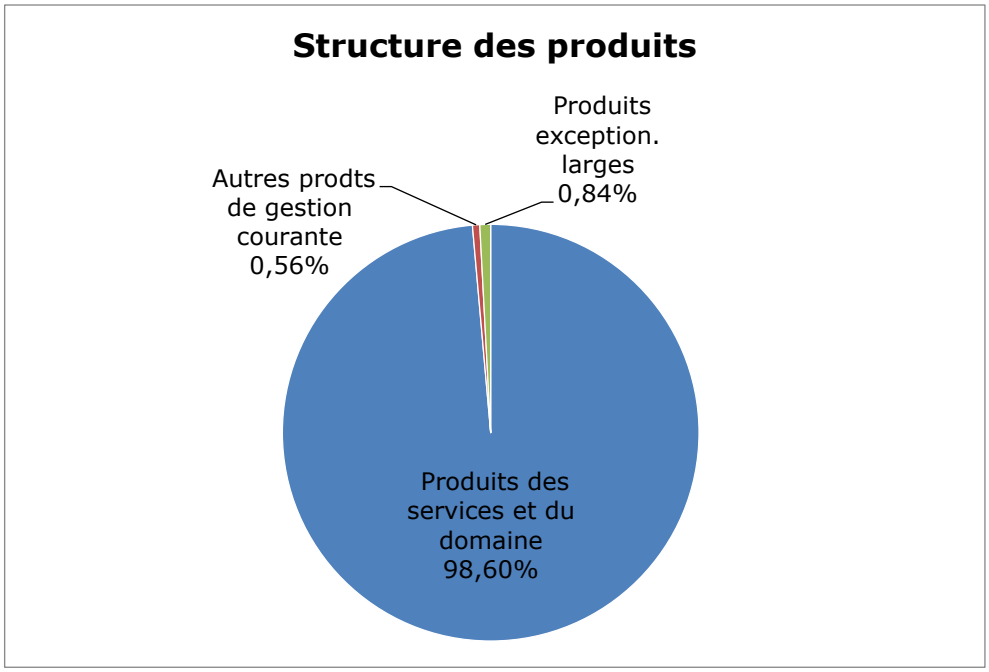
Ce chapitre comprend essentiellement les titres annulés sur exercices antérieurs pour 103 K€ ainsi que les intérêts moratoires qui se sont élevés à 43 K€.

B. Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation, réalisés à hauteur de 107,10 %, ont diminué de 0,23 %, soit – 47 K€.

€	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %	
					nominale	réelle
Produits des services et du domaine (70)	18 116 483	19 993 379	20 239 530	246 151	1,23%	-3,77%
Atténuations de charges (013)				0		
Autres produits de gestion courante (75)	61 837	59 149	115 816	56 666	95,80%	86,12%
Subventions d'exploitation (74)	3 509			0		
PRODUITS COURANTS	**18 181 829**	**20 052 528**	**20 355 346**	**302 817**	**1,51%**	**-3,51%**
Produits exceptionnels larges (77 et divers 76)	296 840	521 321	171 593	-349 727	-67,08%	-68,71%
PRODUITS D'EXPLOITATION	**18 478 669**	**20 573 849**	**20 526 939**	**-46 910**	**-0,23%**	**-5,16%**

Les recettes d'exploitation sont issues à près de 99 % des produits des services et du domaine (chapitre 70).



1) Les produits des services et du domaine (chapitre 70)

Les produits des services et du domaine ont globalement augmenté de 1,23 %, soit + 246 K€.

La vente d'eau, qui évolue en fonction des volumes d'eau vendus et des tarifs des redevances, constitue la principale ressource du budget de l'eau.

Dans l'attente d'une harmonisation des tarifs à l'échelle communautaire, les tarifs appliqués antérieurement à la création de la CA du Cotentin continuent de prévaloir, actualisés de l'inflation prévisionnelle (1,5% en 2022).

Avec un produit de 16 089 754 € en 2022, la vente d'eau est en progression de 5,80 % par rapport à l'année 2021, soit un produit supplémentaire de 881 K€. Cette évolution favorable est liée à plusieurs effets cumulatifs : l'actualisation des tarifs, l'augmentation des volumes et du nombre d'abonnés (sur les secteurs en régie, + 1,5% et + 0,5% par an en moyenne entre 2019 et 2022), le rattrapage de facturations de 2020 suite à la crise sanitaire ainsi que des encaissements des structures historiques.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Vente d'eau (70111)	15 208 386	16 089 754	881 368	5,80%

Le chapitre 70 comporte également les redevances de l'Agence de l'eau qui sont restées similaires à leurs montants de 2021, elles sont composées de la redevance pollution pour 1 609 K€, la redevance pour la modernisation de la collecte à hauteur de 1 007 K€ ainsi que la redevance prélèvement pour 384 K€.

Les recettes annexes du chapitre 70 ont diminué de façon significative par rapport à 2021 qui contenait des régularisations antérieures :

- La vente de produits résiduels (703) 36 513 € (- 208 K€ par rapport à 2021)

- Le vente de travaux (704) 433 910 € (- 175 K€)
- Les locations de compteurs (7064) 448 106 € (+ 8 K€)
- Les autres prestations de services (7068) 231 227 € (- 55 K€)
- Les autres produits d'activités annexes (7088) 0 € (- 196 K€), ces produits ayant été transférées vers le compte 70111.

2) Les autres recettes d'exploitation

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) ont progressé de 57 K€, du fait des redevances pour concessions qui se sont élevées à 114 515 € (+ 62 K€ correspondant à des régularisations antérieures).

Enfin, les produits exceptionnels (chapitre 77) ont diminué de 350 K€. En 2021 des écritures d'annulations de rattachements avaient été constatées à hauteur de 426 K€.

Les produits exceptionnels comprennent enfin le remboursement de TICFE qui a atteint 65 K€, des mandats annulés sur exercices antérieurs à hauteur de 55 K€, des servitudes antennistes pour 23 K€.

C. Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion du budget de l'eau se présentent comme suit :

€	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits fonctionnement courants	18 181 829	20 052 528	20 355 346	302 817	1,51%
- charges fonctionnement courantes	9 345 360	15 144 454	14 430 094	-714 360	-4,72%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**8 836 469**	**4 908 074**	**5 925 252**	**1 017 177**	**20,72%**
+ produits exceptionnels larges	296 840	521 321	171 593	-349 727	-67,08%
- charges exceptionnelles larges	946 047	106 531	146 343	39 812	37,37%
= EPARGNE DE GESTION	**8 187 262**	**5 322 864**	**5 950 502**	**627 638**	**11,79%**
- intérêts	235 839	276 719	218 197	-58 522	-21,15%
= EPARGNE BRUTE	**7 951 424**	**5 046 145**	**5 732 305**	**686 160**	**13,60%**
- capital	1 075 978	1 303 177	1 066 228	-236 950	-18,18%
= EPARGNE NETTE	**6 875 446**	**3 742 967**	**4 666 077**	**923 110**	**24,66%**

L'épargne nette du budget de l'eau s'établit à 4 666 077 € en 2022, en hausse de 923 K€ par rapport à 2021.

D. Un niveau d'épargne suffisant pour couvrir les dotations aux amortissements

L'obligation de couvrir les dotations nettes aux amortissements et aux provisions par l'épargne brute est bien respectée. Le ratio s'élève à 191 %.

€	2020	2021	2022
Epargne Brute	7 951 424	5 046 145	5 732 305
Dotation nette Amort. & Prov.	3 228 216	3 103 642	3 004 086
Epargne brute / DAP	**246,31%**	**162,59%**	**190,82%**

E. Les dépenses d'investissement

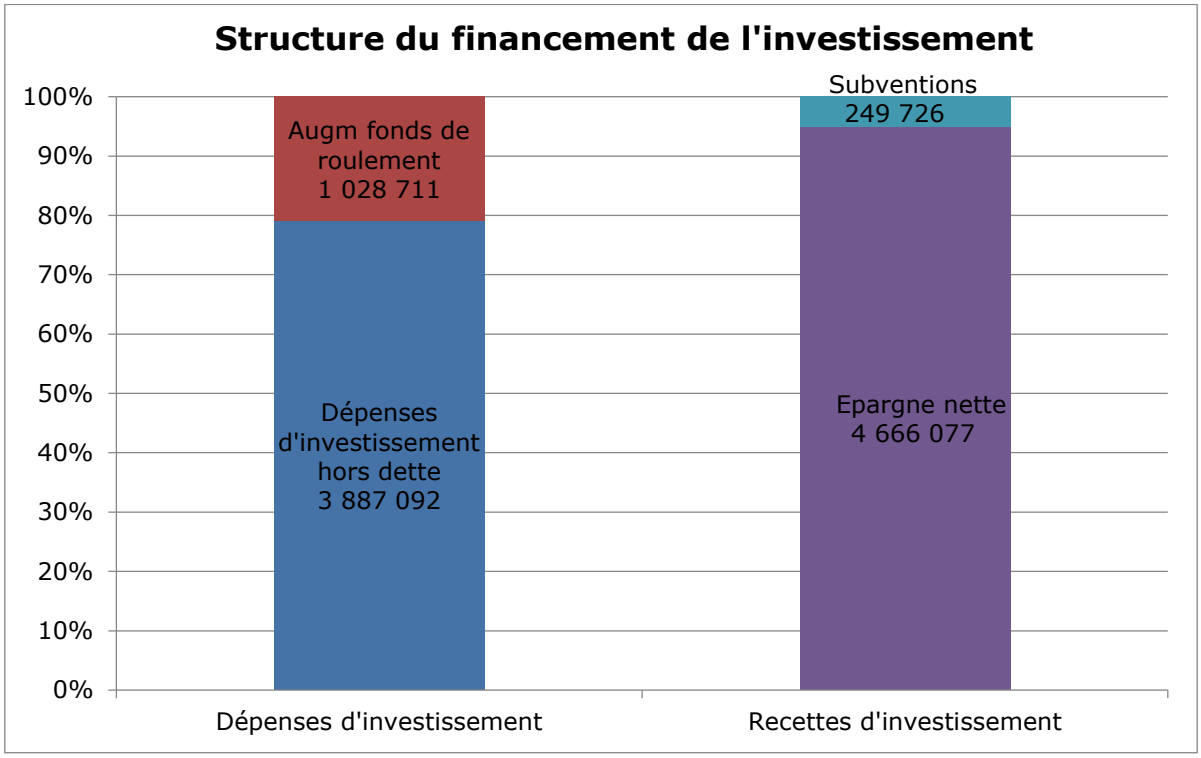
Le budget de l'eau totalise 3 887 092 € de dépenses d'équipement en 2022.

Elles concernent principalement les travaux de réseaux, réservoirs, captages et branchements pour 3 463 518 €. On peut également noter l'achat de compteurs pour 156 933 € et l'achat de véhicules pour 121 528 €.

Le plan de financement de l'investissement se présente comme suit :

€	dépenses	recettes	structure
Total	**4 915 803**		
Augm fonds de roulement	**1 028 711**		
Dépenses d'invest.	**3 887 092**		
Total recettes d'invest.		**4 915 803**	**100,00%**
dont épargne nette		4 666 077	94,92%
dont subventions et autres		249 726	5,08%
dont emprunt		0	0,00%

Les dépenses d'investissement sont couvertes par l'épargne nette à hauteur de 95 % et les subventions pour le solde.



F. Les restes à réaliser

L'équilibre du compte administratif s'apprécie tant au niveau des réalisations de l'exercice que des restes à réaliser.

Les restes à réaliser de l'exercice 2021 sont les suivants :

€	Résultat	RAR en dépenses	RAR en recettes	Résultats avec RAR	
				excédent	déficit
Fonctionnement (total)	21 175 072			21 175 072	
Investissement (total)	474 328	4 651 689	1 717 614		2 459 747
Total	**21 649 400**	**4 651 689**	**1 717 614**	**18 715 326**	

Le résultat cumulé intégrant les restes à réaliser dégage un excédent de 18 715 326 €.

Les restes à réaliser en dépenses engagées d'investissement sont constitués des immobilisations en cours (3 808 778 €), des immobilisations corporelles (254 552 €), des immobilisations incorporelles (588 358 €).

De l'autre côté, les restes à réaliser en recettes d'investissement sont composés de subventions à recouvrer (1 717 614 €).

G. La dette

Sans emprunt supplémentaire, l'encours de la dette du budget de l'eau s'établit à 7 371 916 € au 31 décembre 2022, en baisse de près de 1,1 M€ par rapport à 2021.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	9 526 708	8 438 144
- Remboursement du capital	1 088 564	1 066 228
- Remboursement anticipé	0	0
+ Emprunt	0	0
= Variation de l'encours	-1 088 564	-1 066 228
= Encours brut au 31 décembre	**8 438 144**	**7 371 916**

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- taux moyen : 3,07 %
- Durée résiduelle : 9 ans
- structure de taux : 85 % de taux fixe et à 15 % de taux variable
- 100% de 1A, au sens de la charte Gissler.

III. BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT OPTION TVA

L'exécution 2022 se présente ainsi :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat ou solde
Fonctionnement (total)	20 681 795	21 036 256	354 461	10 749 970	11 104 431
Investissement (total)	7 304 493	5 941 183	-1 363 310	10 565 936	9 202 625
Total du budget assainissement	**27 986 288**	**26 977 439**	**-1 008 850**	**21 315 906**	**20 307 057**

Le résultat de l'exercice 2022 présente un déficit de 1 008 850 €, dont un excédent de 354 461 € en fonctionnement et -1 363 310 € en investissement.

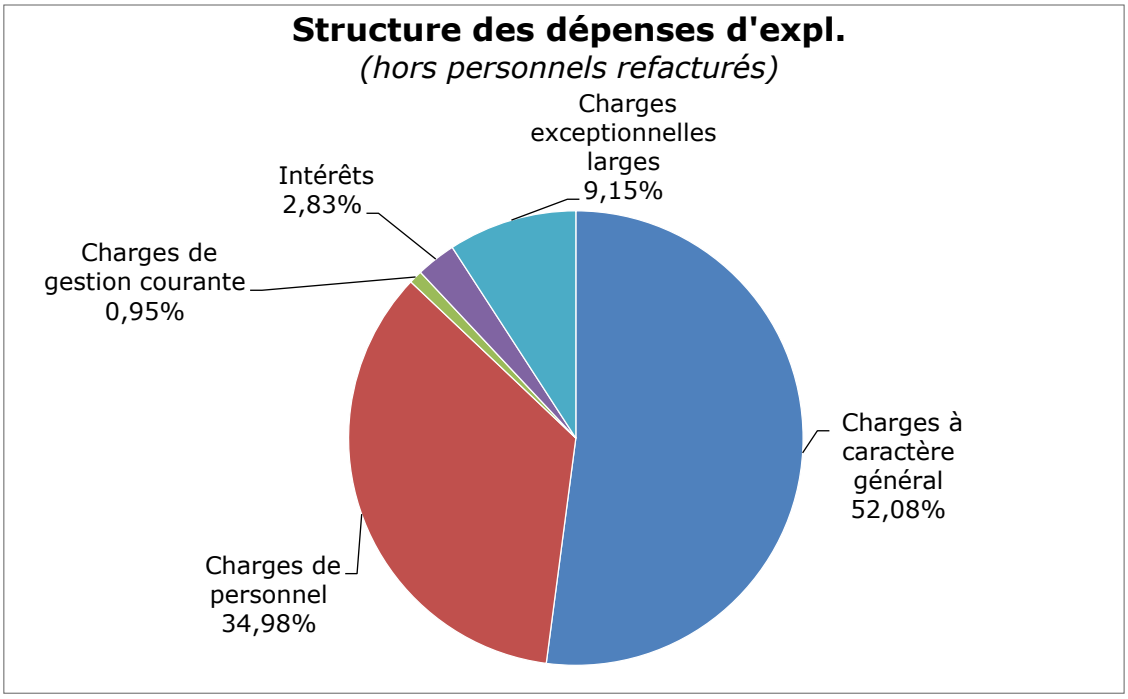
En y intégrant les excédents antérieurs, le résultat de clôture s'établit à 20 307 057 € contre 21 315 906 € en 2021, soit une diminution du fonds de roulement de 1 008 850 €.

A. Les dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation ont progressé de près de 20 %, soit + 2,6 M€.

€	2020	2021	2022	Evolution	
				€	%
Charges à caractère général (011)	3 787 740	4 673 862	5 909 393	1 235 531	26,43%
Charges de personnel (012)	7 638 349	7 743 339	8 029 301	285 963	3,69%
Charges de gestion courante (65)	32 545	42 810	107 972	65 162	152,21%
Charges d'atténuation (014)	0	0	0	0	
CHARGES COURANTES	**11 458 635**	**12 460 011**	**14 046 667**	**1 586 656**	**12,73%**
Charges exceptionnelles (67)	507 191	52 899	1 038 404	985 505	1863,01%
CHARGES HORS INTERETS	**11 965 826**	**12 512 909**	**15 085 071**	**2 572 162**	**20,56%**
Intérêts (66)	548 104	336 875	321 561	-15 314	-4,55%
CHARGES D'EXPLOITATION	**12 513 930**	**12 849 785**	**15 406 632**	**2 556 847**	**19,90%**

En affectant les charges de personnel aux budgets qui les financent, les charges à caractère général occupent le premier poste de dépenses (52 %), suivies des charges de personnel (35 %).



1) Les charges à caractère général (chapitre 011)

Les charges à caractère général ont augmenté de 23,39 % (+886 K€).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Comptes 60*	1 550 854	2 001 902	451 048	29,08%
Comptes 61*	1 251 608	1 704 783	453 175	36,21%
Comptes 62*	960 041	965 276	5 235	0,55%
Comptes 63*	25 237	1 901	-23 336	-92,47%
Total 011	**3 787 740**	**4 673 862**	**886 122**	**23,39%**

Les augmentations significatives sont les suivantes :

- La sous-traitance générale (611) : +817 K€, comprenant les prestations avec la SAUR sur le secteur Côte des Isles (environ 300 K€) auparavant gérées en concession (imputation sur le compte 604), ainsi que les charges liées à l'hygiénisation des boues (exigence règlementaire) qui constituent une dépense nouvelle à partir de 2022 (131 K€). Enfin, dans la continuité de 2021, il subsiste un reliquat de régularisations de factures antérieures.
- Les fournitures non stockables (6061) : +317 K€, notamment l'électricité
- Les produits de traitement (6062) : +121 K€
- Les fournitures d'entretien (6063) + 129 K€
- L'entretien et les réparations sur les bâtiments publics (61521) : +144 K€
- Les frais d'acte et de contentieux (6227) +68 K€
- Les études et recherches (617) + 65 K€.

Certains postes ont cependant diminué :

- Achats d'études, prestations de services, équipements (604) : -292 K€, comme vu précédemment, la dépense a été transférée vers le compte 611.
- Les autres matières et fournitures (6068) : -128 K€
- Les remboursements de frais (6287) forfaitisés à hauteur de 5 % des recettes réelles de fonctionnement : - 59 K€.

2) Les autres charges d'exploitation

Le budget de l'assainissement porte les dépenses de personnel du budget de l'eau et du budget de l'assainissement non collectif (SPANC), il se fait rembourser par ces derniers (voir infra chapitre 70).

Les charges de personnel totales ont globalement progressé de 3,69 %, soit + 286 K€.

€	2021	2022	Evolution	
			€	%
Charges de personnel assainissement	3 807 308	3 969 393	162 085	4,26%
Charges de personnel eau	3 752 327	3 861 889	109 562	2,92%
Charges de personnel SPANC	183 703	198 019	14 316	7,79%
Total charges de personnel (012)	**7 743 339**	**8 029 301**	**285 963**	**3,69%**

Les charges de gestion courante (chapitre 65) ont progressé de 65 K€. Il a été constaté en 2022 davantage de créances admises en non-valeur 75 K€ (+49 K€) ainsi que de créances éteintes 22 K€ (+14 K€).

Les charges exceptionnelles (chapitre 67) ont augmenté de 986 K€, du fait de titres annulés sur exercices antérieurs pour un montant total de 991 K€, principalement concernant des titres de Veolia datant de 2019-2020 sur le territoire de Saint-Pierre Eglise. Il a également été réglé des intérêts moratoires qui se sont élevés à 48 K€.

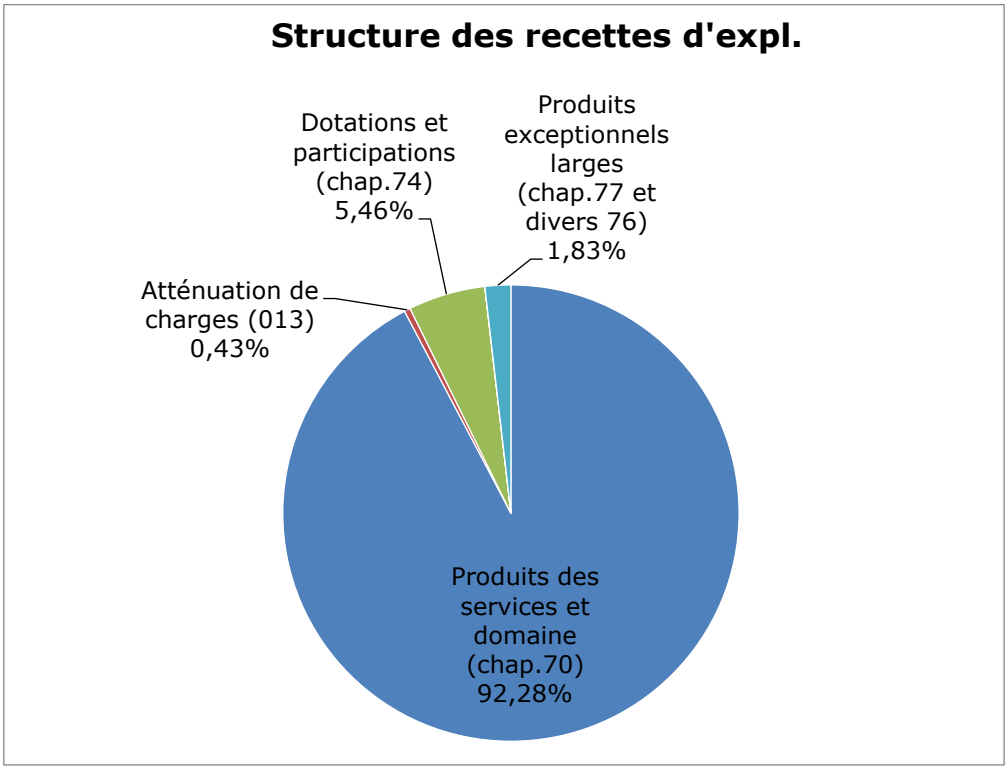
Les charges financières (chapitre 66) ont diminué de 15 K€ compte tenu de l'extinction naturelle de l'encours de de la dette.

B. Les recettes d'exploitation

Sous l'effet de recettes antérieures régularisées en 2021 les recettes d'exploitation affichent une diminution de 5,11 %, soit -1 M€.

€	2020	2021	2022	Evolution	
				€	%
Produits des services et domaine (chap.70)	14 706 615	17 461 862	17 202 512	-259 350	-1,49%
Atténuation de charges (013)	1 660	68 346	80 076	11 730	17,16%
Dotations et participations (chap.74)	221 374	1 832 156	1 017 798	-814 358	-44,45%
Autres produits de gestion courante (chap.75)	51 640	1	924	922	74379,03%
PRODUITS COURANTS	**14 981 289**	**19 362 365**	**18 301 310**	**-1 061 056**	**-5,48%**
Produits exceptionnels larges (chap.77 et divers 76)	585 549	282 695	340 545	57 850	20,46%
PRODUITS D'EXPLOITATION	**15 566 838**	**19 645 061**	**18 641 855**	**-1 003 206**	**-5,11%**

Les recettes du budget assainissement sont principalement issues des produits des services et du domaine à 92 %.



1) Les produits des services et du domaine (chapitre 70)

Les produits des services et du domaine ont diminué de 1,49 % soit - 259 K€.

La redevance assainissement constitue la principale recette du budget, elle évolue en fonction des volumes vendus et des tarifs. Comme pour le budget de l'eau, les tarifs antérieurs continuent de préexister et une actualisation du niveau de l'inflation prévisionnelle est appliquée annuellement.

La redevance assainissement a atteint 12 238 931 € en 2022, en hausse 1,37% soit + 165 K€ par rapport à 2021, comprenant l'actualisation des tarifs de 1,5%. Concernant les volumes vendus

et le nombre d'abonnés, sur les secteurs en régie, la progression moyenne est de + 1,2% et +0,7% par an entre 2019 et 2022. Pour rappel, les comptes 2021 comprenaient des recettes antérieures (rattrapage de facturations de 2020 suite à la crise sanitaire ainsi que des encaissements des structures historiques).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Redevance assainissement	12 074 118	12 238 931	164 813	1,37%

Le budget de l'assainissement porte les dépenses de personnel du budget de l'eau et du budget de l'assainissement non collectif (SPANC), il se fait donc rembourser par ces derniers. Les montants des remboursements sont identiques à la dépense au chapitre 012 sur ces deux budgets (voir supra).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Mise à disposition du personnel (7084) (budget eau)	3 752 327	3 861 889	109 562	2,92%
Mise à disposition du personnel (7084) (SPANC)	183 703	198 019	14 316	7,79%

Concernant les recettes annexes, la réorganisation des services suite à la fusion de différentes structures n'avait pas permis d'assurer immédiatement une continuité dans l'accomplissement de certaines tâches. Ainsi, concernant la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) et les travaux sur réseaux, des recettes se rapportant à 2020 avaient été régularisées sur l'exercice 2021, ce qui perturbe les évolutions sur les trois dernières années.

Les recettes provenant d'EDF non régularisées l'exercice 2022 seront reportés sur l'exercice comptable 2023.

€	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %
PRE/PFAC c/70613	3 160	368 532	512 695	144 164	39,12%
Travaux sur réseaux c/704	206 819	571 636	229 451	-342 185	-59,86%
Vente électricité c/7078	512 391	232 097	0	-232 097	-100,00%

2) Les autres produits d'exploitation

Peu significatifs, les autres produits de gestion courante (chapitre 75) se sont élevés à 924 € en 2022.

Les dotations et participations (chapitre 74) ont baissé de 44%, soit - 814 K€. Ce chapitre est principalement constitué de la prime pour épuration de l'Agence de l'eau. En neutralisant l'année 2021 qui a comporté deux années de recettes, la prime a baissé de 4,34 % en 2022. Pour rappel, cette prime sera ramenée à 154 K€ en 2023 et 2024 pour disparaître complètement en 2025, ce qui va amputer le budget annexe d'une recette importante.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Prime pour épuration 741	1 476 463	667 498	-808 966	-54,79%
dont prime 2020	*778 665*		-778 665	-100,00%
dont prime 2021	*697 798*	667 498	-30 300	-4,34%

Les produits exceptionnels (chapitre 77) ont progressé de 20 % (+58 K€).

Par ailleurs, en 2022, il a été perçu le remboursement de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) pour 121 955 € contre 249 015 € en 2021, qui comportait deux années de recettes.

C. Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion du budget assainissement se présentent comme suit :

€	2020	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	14 981 289	19 362 365	18 301 310	-1 061 056	-5,48%
- Charges de fonctionnement courant	11 458 635	12 460 011	14 046 667	1 586 656	12,73%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**3 522 654**	**6 902 355**	**4 254 643**	**-2 647 712**	**-38,36%**
+ Produits except. et fin. hs intérêts	585 549	282 695	340 545	57 850	20,46%
- Charges except. et fin. hs intérêts	507 191	52 899	1 038 404	985 505	1863,01%
= EPARGNE DE GESTION	**3 601 012**	**7 132 151**	**3 556 784**	**-3 575 367**	**-50,13%**
- Intérêts	548 104	336 875	321 561	-15 314	-4,55%
= EPARGNE BRUTE	**3 052 908**	**6 795 276**	**3 235 223**	**-3 560 053**	**-52,39%**
- Capital	2 979 722	2 199 373	2 231 870	32 497	1,48%
= EPARGNE NETTE	**73 186**	**4 595 902**	**1 003 353**	**-3 592 550**	**-78,17%**

En 2022, le budget assainissement est caractérisé par un effet ciseaux qui est cependant conjoncturel puisque lié à la constatation de recettes antérieures sur l'exercice 2021. En conséquence, l'épargne nette diminue en 2022 en s'établissant à 1 003 353 €, ce qui demeure faible par rapport aux enjeux d'investissement que porte ce budget annexe.

En 2023, le budget bénéficiera d'une régularisation importante relative à la contribution eaux pluviales due par le budget principal. Cependant, la hausse prévisible des charges d'exploitation en 2023 ainsi que la chute de la prime pour épuration (passant de 667 à 154 K€) requièrent une vigilance particulière sur ce budget.

Le niveau de l'épargne nette est déterminant pour apprécier la capacité d'investissement, et celle-ci s'exprime notamment à travers le taux de couvertures des dotations aux amortissements et provisions.

D. Le taux de couverture des dotations aux amortissements et provisions

Le niveau de l'épargne brute permet bien de couvrir les dotations aux amortissements et provisions. Le ratio s'établit à 112,85 % en 2022, ce niveau constitue un plancher en deçà duquel l'équilibre budgétaire ne sera possible qu'à travers la diminution de l'investissement ou une augmentation de la redevance.

€	**2021**	**2022**
Epargne Brute	6 795 276	3 235 223
Dotation nette amortissement et provisions	2 948 945	2 866 878
Epargne brute / DAP	**230,43%**	**112,85%**

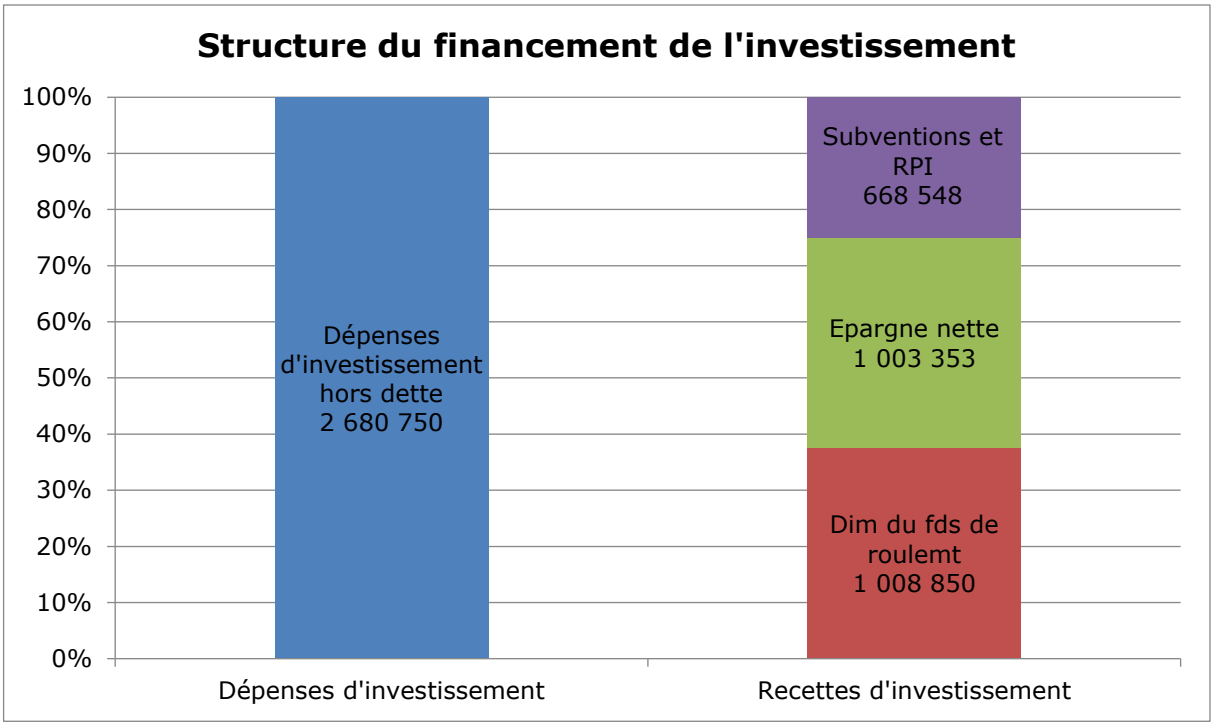
E. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 2 680 750 € pour l'année 2022, les principales opérations sont les suivantes :

- Les travaux de réseaux, de branchements et divers travaux : 2 404 622 €
- Le matériel industriel : 62 054 €
- Les logiciels : 21 267 €
- Le matériel de transport : 10 794 €.

Le financement de l'investissement est assuré principalement par l'épargne nette à hauteur de 37 % et le fonds de roulement 38 %. Les autres ressources, notamment les opérations pour compte de tiers et les subventions, représentent 25 % du financement.

€	**dépenses invt**	**recettes invt**	**structure**
Total investissement hors dette	**2 680 750**		
Dépenses d'équipement	2 680 750		
Total recettes		**2 680 750**	**100,00%**
Dim fonds de roulement		1 008 850	37,63%
dont Subv.		148 070	5,52%
dont Op compte de tiers		499 742	18,64%
dont épargne nette		1 003 353	37,43%
dont emprunt		0	0,00%
dont autres		20 737	0,77%



F. Les restes à réaliser

Les restes à réaliser sont les suivants :

€	Résultat	RAR en dépenses	RAR en recettes	Résultats avec RAR	
				excédent	déficit
Fonctionnement (total)	11 104 431			11 104 431	
Investissement (total)	9 202 625	2 212 616	804 799	7 794 808	
Total	**20 307 057**	**2 212 616**	**804 799**	**18 899 240**	

Le résultat cumulé intégrant les restes à réaliser dégage un excédent de 18 899 240 €.

Les restes à réaliser en dépenses d'investissement concernent essentiellement les immobilisations en cours (1 814 122 €), les immobilisations corporelles (147 677 €), les immobilisations incorporelles (124 343 €), et les opérations pour compte de tiers (121 235 €).

Les restes à réaliser en recettes comportent les subventions d'investissement (688 563 €) et les opérations pour compte de tiers (116 236 €).

G. La dette

L'encours de la dette du budget assainissement s'établit à 17 689 719 € au 31 décembre 2022, en diminution de 2,2 M€. Aucun nouvel emprunt à taux zéro n'a été versé par l'Agence de l'eau.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	22 027 966	19 867 657
- Remboursement du capital	2 192 177	2 177 938
- Capital payé non mandaté	1 132	
- Remboursement anticipé		
+ Emprunt	33 000	
= Variation de l'encours	-2 160 309	-2 177 938
= Encours brut au 31 décembre	**19 867 657**	**17 689 719**

Les caractéristiques principales de la dette sont les suivantes :

- Taux moyen : 1,85 %
- Durée résiduelle : 11 ans
- Structure de taux : 86 % et 14 % de taux variable
- 100% de 1A au regard de la charte Gissler.

IV. BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (TOUTES TAXES COMPRISES)

Dans le cadre de l'harmonisation du régime de TVA du budget annexe de l'assainissement, le budget assainissement TTC et le budget assainissement option TVA ont fusionné depuis le 1er janvier 2018, excepté les écritures liées au SPANC qui demeurent non assujettis à la TVA et figurent dans ce budget annexe.

L'exécution 2022 est présentée ci-après :

€	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Exploitation	318 309	247 043	-71 265	29 006	**-42 259**
Investissement	474 567	653 100	178 533	386 918	**565 452**
TOTAL DU BUDGET	**792 875**	**900 143**	**107 268**	**415 925**	**523 193**

Le résultat 2022 se chiffre à 107 268 €, et en tenant compte des résultats antérieurs, ce dernier est ramené à 523 193 €, contre 415 925 € en 2021, soit une augmentation du fonds de roulement de 107 268 €.

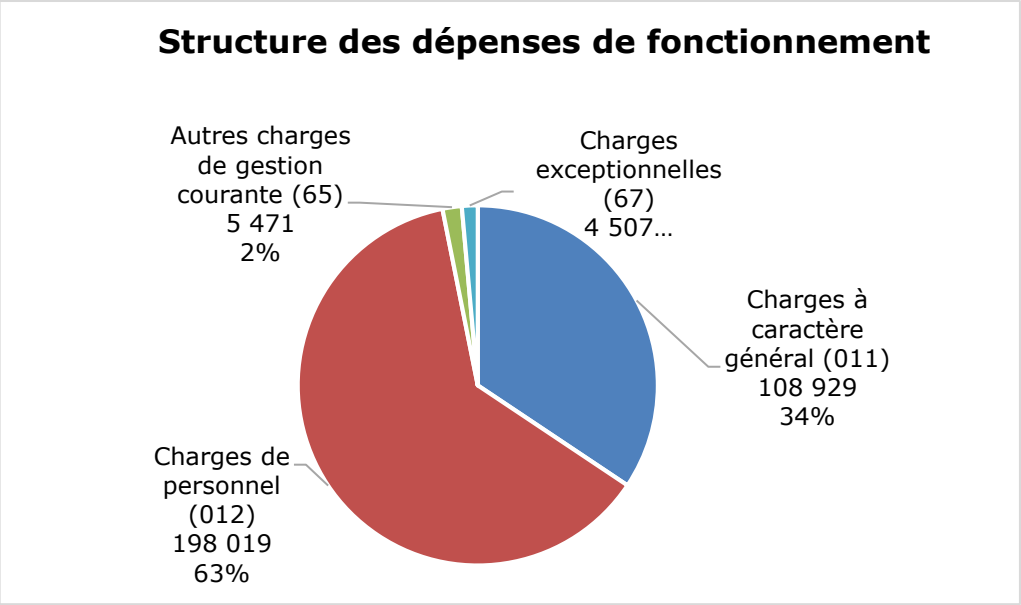
A. La section d'exploitation

1) Les charges d'exploitation

Les dépenses d'exploitation, réalisées à hauteur de 90 %, ont progressé de 19 %, soit 50 K€. Pour ce budget, la présentation sur 3 années n'est pas faite compte tenu d'opérations exceptionnelles portées sur l'exercice 2020 qui rendent les évolutions peu pertinentes.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Charges à caractère général (011)	81 668	108 929	27 261	33,38%
Charges de personnel (012)	183 703	198 019	14 316	7,79%
Autres charges de gestion courante (65)	0	5 471	5 471	
Charges financières (66)	0		0	
Charges exceptionnelles (67)	1 923	4 507	2 584	134,38%
TOTAL CHARGES D'EXPL.	**267 295**	**316 927**	**49 632**	**18,57%**

Les principales dépenses sont composées des charges de personnel (63 %) suivies des charges à caractère général (34 %).



Les charges à caractère général progressent de 33%, soit +27 K€, en raison des contrats de prestations relatifs aux contrôles (611) + 43 K€.

Les charges de personnel ont augmenté de 8% (+14 K€).

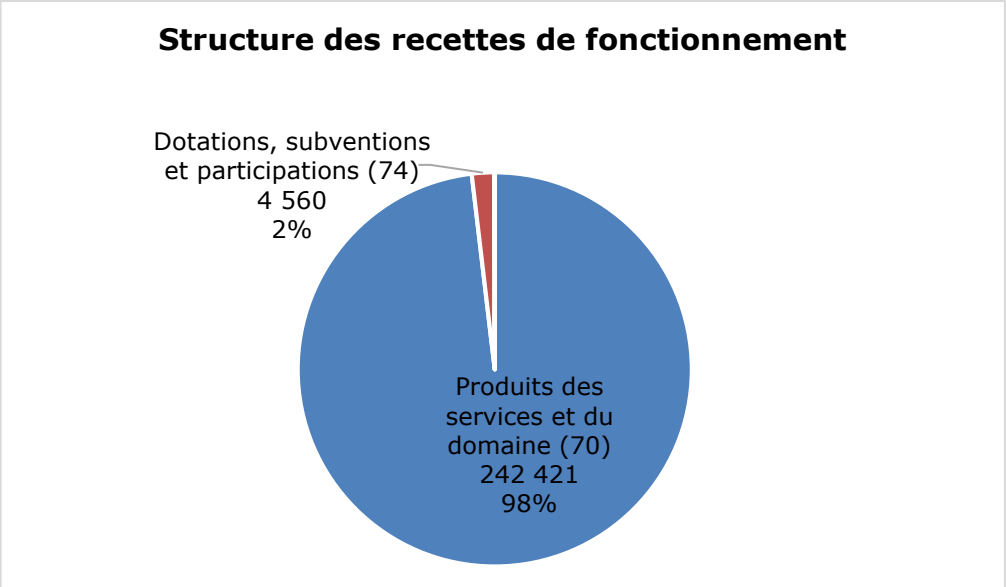
Les charges exceptionnelles comprennent uniquement des titres annulés sur exercices antérieurs en 2022 (4 507 €).

2) Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation, réalisés à hauteur de 76%, ont diminué de 11%, soit -31 K€.

	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits des services et du domaine (70)	263 922	242 421	-21 501	-8,15%
Dotations, subventions et participations (74)	14 520	4 560	-9 960	-68,60%
Autres produits de gestion courante (75)	0	0	0	
Produits exceptionnels (77)	90	63	-27	-30,45%
Reprises sur prov pour risques et charges (78)	0	0	0	
TOTAL PRODUITS D'EXPL.	**278 532**	**247 043**	**-31 489**	**-11,31%**

Les ressources sont principalement issues des produits des services et du domaine pour 98 %.



Les produits des services et du domaine sont constitués de la redevance pour assainissement non collectif, en diminution de 8%, soit -22 K€. Le nombre de contrôles réalisés est déterminant. Sans recettes suffisantes, une augmentation des tarifs est nécessaire pour parvenir à l'équilibre du budget qui doit s'équilibrer par des recettes propres.

	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Redevance pour assainiss. non collectif (7062)	263 922	241 754	-22 168	-8,40%

Des subventions de l'agence de l'eau ont été perçues pour 4 560 €.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

La chaîne de l'épargne du budget SPANC se présente ainsi :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	278 442	246 981	-31 461	-11%
- Charges de fonctionnement courant	265 372	312 420	47 048	18%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**13 070**	**-65 439**	**-78 510**	**-601%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	90	63	-27	-30%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	1 923	4 507	2 584	134%
= EPARGNE DE GESTION	**11 238**	**-69 883**	**-81 121**	**-722%**
- Intérêts				
= EPARGNE BRUTE	**11 238**	**-69 883**	**-81 121**	**-722%**
- Capital				
= EPARGNE NETTE	**11 238**	**-69 883**	**-81 121**	**-722%**

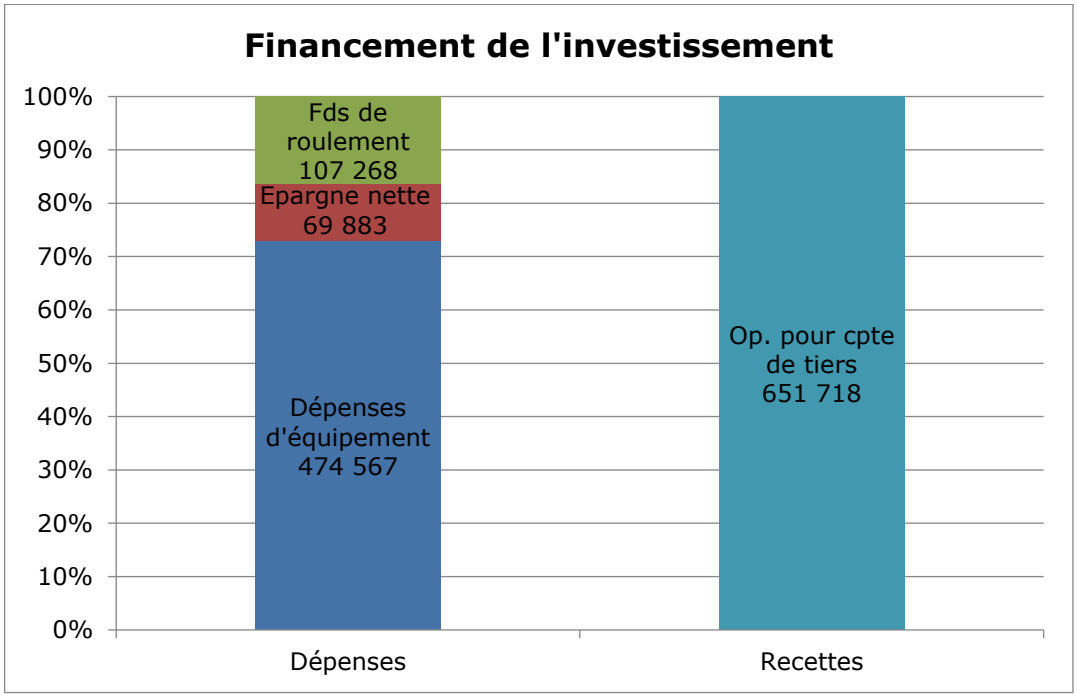
Les recettes d'exploitation ne couvrent pas les dépenses, le budget présente une épargne nette négative, s'établissant à -69 883 € pour l'exercice 2022.

Une vigilance doit être portée sur l'équilibre à venir de ce budget afin que celui s'équilibre de lui-même sans les résultats antérieurs.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'investissement sont constituées intégralement des opérations pour compte de tiers pour un montant total de 474 567 €. Les participations de l'Agence de l'eau pour la réalisation de travaux de raccordement d'habitations au réseau public d'assainissement sont présentes en dépenses et en recettes, avec cependant parfois des décalages entre la recette et la dépense.

Les recettes d'investissement sont constituées des opérations pour compte de tiers (subventions de l'Agence de l'eau).



Ce budget ne possède pas de dette.

V. BUDGET ANNEXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Le budget développement économique vente supporte les opérations d'aménagement de lotissements, zones d'activités économiques et parcs d'activités économiques.

Son exécution 2022 se présente ainsi :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat ou solde
Fonctionnement (total)	4 162 172	5 097 783	935 611	-68 141	867 470
Investissement (total)	4 372 300	3 716 251	-656 048	-1 941 794	-2 597 842
Total	**8 534 472**	**8 814 034**	**279 562**	**-2 009 935**	**-1 730 372**

Le résultat de l'exercice s'établit à 279 562 € quand le résultat de clôture intégrant les résultats antérieurs atteint -1 730 372 €, contre -2 009 935 € en 2021, soit une augmentation du fonds de roulement de 279 562 €.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, réalisées à hauteur de 7,27 %, ont baissé de moitié par rapport à 2021 qui avait doublé par rapport à 2020. Concernant le faible taux de réalisation, il avait été prévu 1 750 000 € pour les travaux sur la zone d'activités de Brecquecal, non réalisés, et 1 950 000 € pour les travaux d'aménagement sur la zone des Fourches, réalisés à hauteur de 81 K€.

€	2021	2022	Evolution		Structure
			€	%	
Charges à caractère général (011)	1 002 618	416 807	-585 811	-58,43%	96,59%
Autres charges de gestion courante (65)			0		0,00%
Charges financières (66)	10 352	14 717	4 365	42,17%	3,41%
Charges exceptionnelles (67)	8 877		-8 877	-100,00%	0,00%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 021 847**	**431 524**	**-590 323**	**-57,77%**	**100,00%**

En 2021, le pic de dépenses était lié à l'aménagement de la zone d'activités Grande Fontaine, sur la commune de Martinvast, avec une participation versée au Département de 591 K€ dans le cadre d'une convention d'assistance technique de délégation de maitrise d'ouvrage.

En 2022, les principales opérations concernent les travaux d'aménagement sur la ZA des Fourches (81 789 €), l'aménagement des terrains sur la ZA de Bénécère (69 704 €), les études pour la ZA des Costils (65 564 €), les études pour le parc d'activités d'Armanville (60 556 €).

Les charges financières ont progressé compte tenu de la hausse des taux variables (indexation sur Euribor 3 mois).

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de plus de 1 M€ par rapport à 2021.

€	2021	2022	Evolution		Structure
			€	%	
Ventes diverses (70)	26 350	1 007 022	980 672	3721,74%	82,46%
Dotations, subventions et participations (74)		138 065	138 065		11,31%
Autres produits de gestion courante (75)	64 350	64 351	1	0,00%	5,27%
Produits exceptionnels (77)	96 780	11 776	-85 004	-87,83%	0,96%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**187 480**	**1 221 215**	**1 033 734**	**551,38%**	**100,00%**

Les ventes diverses (chapitre 70) varient chaque année en fonction des ventes de terrains réalisées effectivement. En 2022, la vente des terrains aménagés sur la ZA des Fourches ont rapporté 889 668 €.

Il a été perçu une participation à hauteur de 138 065 € pour à l'aménagement de la zone d'activités Grande Fontaine.

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) concernent la subvention d'EDF dans le cadre de l'emprunt grand chantier.

Les produits exceptionnels (chapitre 77), variables d'une année sur l'autre, correspondent en 2022 à une subvention exceptionnelle concernant la ZA de Cambernon (7 K€) et des remboursements de sinistres pour 5 K€.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion se présentent comme suit :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits fonctionnement courants	90 700	1 209 438	1 118 738	1233,45%
- charges fonctionnement courantes	1 002 618	416 807	-585 811	-58,43%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**-911 917**	**792 632**	**1 704 549**	**-186,92%**
+ produits exceptionnels larges	96 780	11 776	-85 004	-87,83%
- charges exceptionnelles larges	8 877		-8 877	-100,00%
= EPARGNE DE GESTION	**-824 015**	**804 408**	**1 628 423**	**-197,62%**
- intérêts	10 352	14 717	4 365	42,17%
= EPARGNE BRUTE	**-834 367**	**789 691**	**1 624 058**	**-194,65%**
- capital	159 455	510 129	350 673	219,92%
= EPARGNE NETTE	**-993 822**	**279 562**	**1 273 384**	**-128,13%**

Le budget annexe développement économique ventes constitue un budget de stocks. Ainsi, dans l'attente de la vente des terrains, le budget peut présenter un déficit. Les excédents du budget principal viennent combler celui-ci jusqu'à ce que les ventes aient lieu.

Pour 2022, l'épargne nette s'établit à 279 562 € en 2022, suite à la vente des terrains de la ZA des Fourches.

C. La section d'investissement

Il n'y a pas de dépenses (hors dette) ni de recettes d'investissement sur 2022.

D. La dette

L'encours est constitué d'un seul emprunt pour le financement du parc d'activité d'Armanville à Valognes et s'établit à 1 016 360 € au 31 décembre 2022.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	1 337 418	1 177 963
- Remboursement du capital - Remboursement anticipé + Emprunt	159 455	161 603
= Variation de l'encours	159 455	161 603
= Encours brut au 31 décembre	**1 177 963**	**1 016 360**

Les caractéristiques principales de la dette sont les suivantes :

- Taux moyen : 2,22 %
- Durée résiduelle : 6 ans
- Structure de taux : 100 % de taux variable (Euribor)
- Charte Gissler : 100 % sur 1A.

VI. BUDGET ANNEXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCATIONS M14

Le budget développement économique locations géré en M14 supporte la construction et la gestion de bâtiments loués aux entreprises. Ce budget commercialise les surfaces suivantes :

	Hauts de Quincampoix	Louis Lumière	La Hague	Montebourg	Saint Sauveur le Vicomte	Les Pieux Hauts vents
Surface commercialisable des bâtiments	1374,42 m²	4465 m²	7692 m²	679 m²	747 m²	439,3 m²
Nbre d'entreprises	28	36	8	4	1	4

Son exécution se présente comme suit :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat ou solde
Fonctionnement (total)	773 367	1 143 454	370 087	1 516 895	1 886 983
Investissement (total)	405 038	513 054	108 016	624 996	733 012
Total	**1 178 405**	**1 656 509**	**478 103**	**2 141 891**	**2 619 995**

Le résultat 2022 s'établit à 478 103 €, et à 2 619 995 € avec la reprise des résultats antérieurs, contre 2 141 891 € en 2021, soit une augmentation du fonds de roulement de 478 103 €.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement, réalisées à hauteur de 50 % (des titres annulés sur exercices antérieurs avaient été budgétés à hauteur de 226 K€ quand la réalisation a atteint de 1 361 €), ont progressé de 5% soit +15 K€.

€	2021	2022	Evolution		Structure
			€	%	
Charges à caractère général (011)	303 738	303 464	-273	-0,09%	92,38%
Autres charges de gestion courante (65)	4	19 921	19 917		6,06%
Charges financières (66)	3 008	3 733	724	24,08%	1,14%
Charges exceptionnelles (67)	6 292	1 361	-4 931	-78,37%	0,41%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**313 042**	**328 479**	**15 438**	**4,93%**	**100,00%**

Les charges à caractère général, représentant 92 % des dépenses totales, sont restées quasi stables (- 0,09 %).

Au titre des charges de gestion courante, des créances éteintes ont été constatées pour 18 822 € en 2022.

Concernant les recettes de fonctionnement, elles ont été réalisées à hauteur de 94 % hors produit de cessions, et ont baissé de 11 % (- 116 K€).

€	2021	2022	Evolution		Structure
			€	%	
Pdts des services, domaine et ventes diverses (70)	287 586	269 912	-17 674	-6,15%	27,90%
Dotations, subv et participations (74)	500	2 165	1 664	332,74%	0,22%
Autres produits de gestion courante (75)	656 057	681 530	25 473	3,88%	70,45%
Produits exceptionnels (77)	139 005	13 751	-125 255	-90,11%	1,42%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 083 149**	**967 358**	**-115 791**	**-10,69%**	**100,00%**

Le chapitre des ventes diverses (chapitre 70) est essentiellement constitué des recettes liées à la facturation de services pour 133 899 € (- 6 K€) ainsi que les remboursements des frais de structure (forfait de 5% des recettes réelles de fonctionnement) pour 116 470 € (- 15 K€).

Les autres produits de gestion courante concernent principalement les loyers à hauteur de 678 739 € (-26 K€).

Enfin, les produits exceptionnels comprenaient en 2021 une opération de régularisation visant à annuler un rattachement effectué à tort sur 2020 pour 131 000 €. Pour 2022, il a été procédé à une régularisation comptable d'un montant de 13 751 €.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion se présentent comme suit :

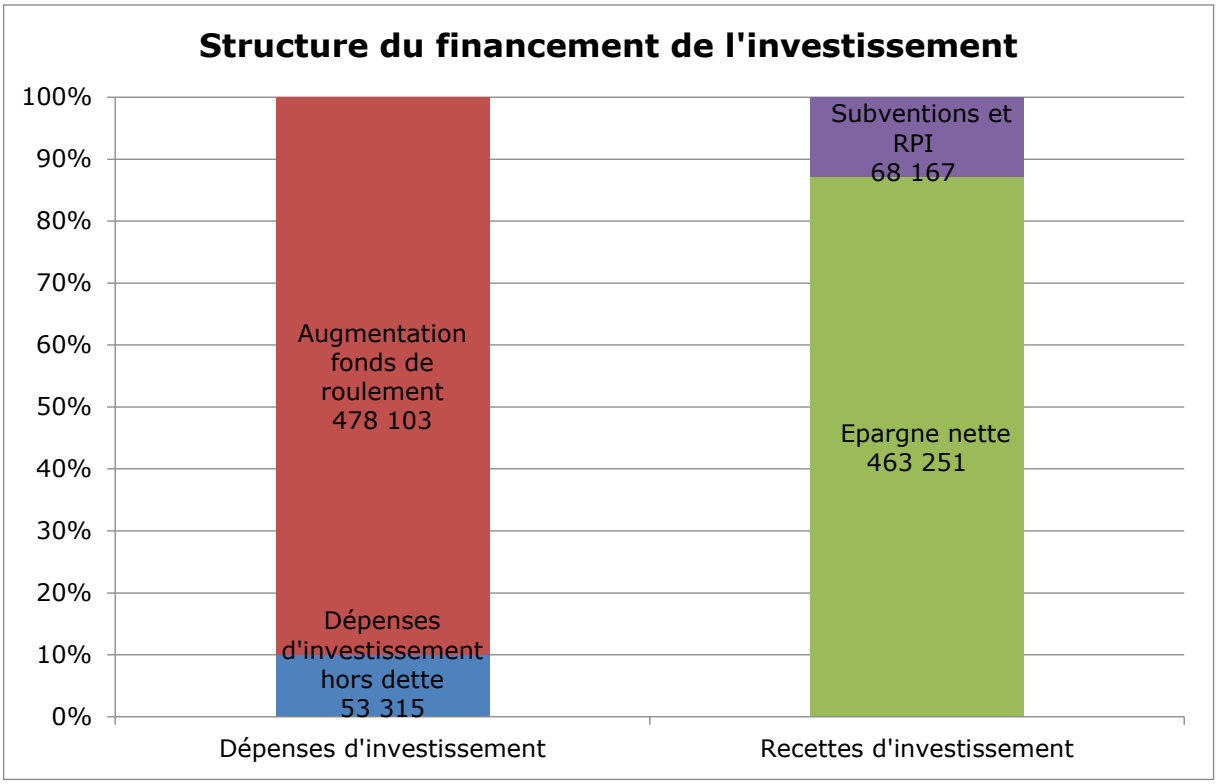
€	2021	2022	Evolution %	Evolution €
Produits fonctionnement courants	944 143	953 607	9 464	1,00%
- charges fonctionnement courantes	303 741	323 386	19 644	6,47%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**640 402**	**630 221**	**-10 180**	**-1,59%**
+ produits exceptionnels larges	139 005	13 751	-125 255	-90,11%
- charges exceptionnelles larges	6 292	1 361	-4 931	-78,37%
= EPARGNE DE GESTION	**773 115**	**642 611**	**-130 504**	**-16,88%**
- intérêts	3 008	3 733	724	24,08%
= EPARGNE BRUTE	**770 107**	**638 879**	**-131 228**	**-17,04%**
- capital	202 925	175 627	-27 298	-13,45%
= EPARGNE NETTE	**567 182**	**463 251**	**-103 930**	**-18,32%**

L'exercice 2021 comprenait des opérations de rattachement et de régularisation qui ont amené à faire progresser artificiellement l'épargne nette. Pour 2022, l'épargne s'établit à 463 251 €.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 53 315 €, et concernent principalement l'acquisition de mobilier (15 608 €) et le renouvellement du système de téléphonie (16 069 €).

Les dépenses d'investissement sont couvertes par les subventions et les ressources propres d'investissement. L'épargne nette permet une augmentation de fonds de roulement.



D. La dette

En l'absence d'emprunt nouveau, l'encours de la dette s'établit à 427 744 € au 31 décembre 2022.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	806 297	603 372
- Remboursement du capital - Remboursement anticipé + Emprunt	202 925	175 627
= Variation de l'encours	-202 925	-175 627
= Encours brut au 31 décembre	**603 372**	**427 744**

Les caractéristiques de l'encours sont les suivantes :

- Taux moyen : 1,14 %
- Durée résiduelle : 6 ans
- Structure de taux : 92 % de taux variable et 8 % de taux fixe
  Charte Gissler : 100% de l'encours classé 1A.

VII. BUDGET ANNEXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCATION M4

Ce budget regroupe les bâtiments des Vindits et de l'Espace d'Activité de l'Amont-Quentin à Cherbourg-en-Cotentin ainsi que l'atelier de location sur la zone d'activités de Martinvast, l'atelier relais sur le port de plaisance Chantereyne et la zone Bretonnerie à Valognes.

	Hôtel d'entreprises Amont-Quentin	**Bâtiment des Vindits**	**Atelier location ZA Martinvast**	**Atelier port de plaisance Chantereyne**	**Zone Bretonnerie Valognes**
Surface commercialisable des bâtiments	780,19 m²	1 770,42 m²	139 m²	443 m² + 8 box de 13.9 m²	777,39 m²
Nbre d'entreprises	9	8	1	6	1

L'exécution du budget développement économique location M4 est présentée ci-après :

€	**Mandats émis**	**Titres émis**	**Résultat 2022**	**Reprise des résultats antérieurs**	**Résultat ou solde**
Exploitation	233 702	499 082	265 380	45 401	**310 781**
Investissement	1 300 714	390 513	-910 201	63 950	**-846 251**
TOTAL DU BUDGET	**1 534 416**	**889 595**	**-644 821**	**109 352**	**-535 470**

Le résultat de l'exercice 2022 s'élève à -644 821 € et à -535 470 € avec la reprise des résultats antérieurs, contre 343 691 € en 2021, soit une diminution du fonds de roulement de 879 161€.

A. Section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, réalisées à hauteur de 50,16 % ont diminué de 41%, soit -54 K€.

€	**2021**	**2022**	**Evolution €**	**Evolution %**	**Structure**
Charges à caractère général (011)	123 708	56 479	-67 229	-54,34%	72,78%
Autres charges de gestion courante (65)	5	12 876	12 871	n.s.	16,59%
Charges financières (66)	8 198	8 250	52	0,63%	10,63%
TOTAL CHARGES DE FONCT.	**131 910**	**77 604**	**-54 306**	**-41,17%**	**100,00%**

Les dépenses de fonctionnement sont essentiellement issues des charges à caractère général (73 %). La diminution de ces dernières s'explique par les locations immobilières (- 16 K€) et les remboursements de taxes foncières (- 33 K€).

Concernant les autres charges de gestion courantes, des créances éteintes ont été constatées à hauteur de 13 K€.

Les recettes, réalisées à hauteur de 136,90 %, ont augmenté de 30%, soit + 104 K€.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Produits des services et du domaine (70)	306 229	394 303	88 074	28,76%	87,11%
Produits de gestion courante (75)	41 939	53 749	11 810	28,16%	11,87%
Produits exceptionnels (77)		4 572	4 572		1,01%
TOTAL PRODUITS DE FONCT.	**348 167**	**452 624**	**104 457**	**30,00%**	**100,00%**

Les recettes de fonctionnement proviennent principalement des locations, dont le produit a augmenté de 88 K€.

Les produits de gestion courante correspondent aux charges refacturées aux locataires (+ 12 €).

B. Les soldes intermédiaires de gestion

La chaîne de l'épargne du budget développement économique location M4 se présente ainsi :

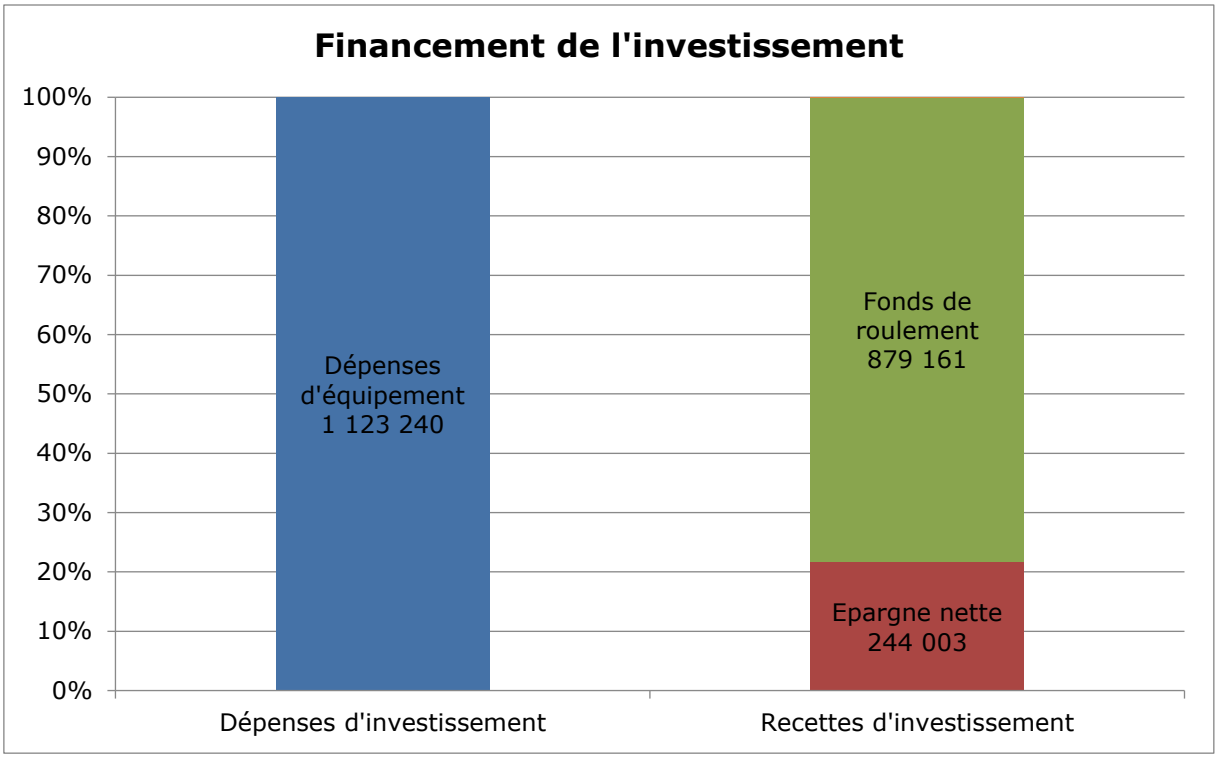
€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	348 167	448 052	99 884	29%
- Charges de fonctionnement courant	123 712	69 355	-54 358	-44%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**224 455**	**378 697**	**154 242**	**69%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts - Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	0	4 572	4 572	n.s.
= EPARGNE DE GESTION	**224 455**	**383 269**	**158 814**	**71%**
- Intérêts	8 198	8 250	52	1%
= EPARGNE BRUTE	**216 257**	**375 020**	**158 762**	**73%**
- Capital	120 478	131 016	10 538	9%
= EPARGNE NETTE	**95 779**	**244 003**	**148 224**	**155%**

L'épargne nette atteint 244 003 € en 2022.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'équipement se sont élevées à 1 123 240 € en 2022, elles ont porté principalement sur la construction du pôle d'excellence soudage (HEFAIS, Haute école de formation soudage) : l'acquisition de terrains (114 507 €), les honoraires (33 583 €) et surtout l'avance versée à la SHEMA (973 679 €). A noter que ce projet a, par délibération du 12 décembre 2022, été transféré au budget annexe développement économique locations M14.

Les dépenses d'équipement sont financées par l'épargne nette ainsi que le fonds de roulement.



D. La dette

L'encours de la dette s'établit à 982 304 € au 31 décembre 2022.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	343 798	1 113 320
- Remboursement du capital	120 478	131 016
- Remboursement anticipé		
+ Emprunt	890 000	
= Variation de l'encours	769 522	-131 016
= Encours brut au 31 décembre	**1 113 320**	**982 304**

L'encours est composé de trois emprunts, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Taux moyen : 0,96 %
- Durée résiduelle moyenne : 15 ans
- Structure de taux : 83 % de taux fixe et 17 % de taux variable LEP
- Charte Gissler : 100% 1A.

VIII. BUDGET ANNEXE ACTIVITE COMMERCIALE TOURISME

Le budget activité commerciale tourisme comprend la gestion du Moulin de Fierville (pôle de proximité de Côte des Isles) ainsi que l'activité de la boutique Ludiver.

L'exécution du budget activité commerciale tourisme est présentée ci-après :

€	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Exploitation	228 470	232 467	3 997	11 330	**15 328**
Investissement	64 951	49 913	-15 038	56 937	**41 899**
TOTAL DU BUDGET	**293 421**	**282 380**	**-11 041**	**68 268**	**57 227**

Le résultat 2022 s'élève à -11 041 €, en tenant compte des résultats antérieurs, le résultat de clôture se chiffre à 57 227 €, contre 68 268 € en 2021, soit une diminution du fonds de roulement de 11 041 €.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, qui ont été réalisées à hauteur de 85,54 %, ont progressé de 22,96 % soit +38 K€.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Charges à caractère général (011)	68 445	87 117	18 672	27,28%	43,02%
Charges de personnel (012)	92 583	114 721	22 138	23,91%	56,65%
Autres charges de gestion courante (65)	0	3	3	1921,43%	0,00%
Charges financières (66)	675	599	-77	-11,37%	0,30%
Charges exceptionnelles (67)	3 000	84	-2 916	-97,19%	0,04%
TOTAL CHARGES DE FONCT.	**164 704**	**202 524**	**37 820**	**22,96%**	**100,00%**

Les charges à caractère général ont augmenté de 27,28 % soit 19 K€ du fait des achats de marchandises (+11 K€) et des matières premières (+6 K€).

Les charges de personnel, représentant 57 % des dépenses, ont augmenté de 23,91 % pour atteindre 115 K€.

Les recettes de fonctionnement, qui ont été réalisées à hauteur de 92,33 %, ont augmenté de 17,86 % soit 34 K€.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Produits des services et du domaine (70)	92 001	115 025	23 024	25,03%	50,53%
Dotations, subventions et participations (74)	93 084	106 609	13 524	14,53%	46,83%
Produits de gestion courante (75)	7 598	6 000	-1 598	-21,03%	2,64%
Produits exceptionnels (77)	454		-454	-100,00%	0,00%
TOTAL PRODUITS DE FONCT.	**193 136**	**227 633**	**34 497**	**17,86%**	**100,00%**

Les produits des services et du domaine représentent 51 % des recettes globales, et ont retrouvé les niveaux d'avant COVID. Les ventes de produits finis du moulin de Fierville (entrées moulin et atelier) ont augmenté de 11 K€ et les ventes de marchandises de 12 K€.

	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Vente de marchandises Moulin Fierville	54 589	56 674	2 085	3,82%
Vente de marchandises Boutique Ludiver	16 746	26 372	9 626	57,48%

Le chapitre 74 contient uniquement la participation du budget principal passée de 93 084 € à 106 609 € en 2021, soit une hausse de 14 K€.

Le chapitre 75 comprend les loyers de l'auberge du moulin pour 6 K€ sur 2022.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

L'évolution de la chaîne de l'épargne du budget activité commerciale tourisme se présente ainsi :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	192 683	227 633	34 951	18,14%
- Charges de fonctionnement courant	161 029	201 841	40 813	25,35%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**31 654**	**25 792**	**-5 862**	**-18,52%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	454		-454	-100,00%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	3 000	84	-2 916	-97,20%
= EPARGNE DE GESTION	**29 108**	**25 708**	**-3 400**	**-11,68%**
- Intérêts	675	599	-77	-11,37%
= EPARGNE BRUTE	**28 432**	**25 109**	**-3 323**	**-11,69%**
- Capital	4 000	4 000	0	0,00%
= EPARGNE NETTE	**24 432**	**21 109**	**-3 323**	**-13,60%**

L'épargne nette se maintient à 21 109 € sur 2022 du fait de la subvention du budget principal.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 56 117 € sur 2022 pour le remplacement d'un arbre moteur sur le moulin (47 K€), l'acquisition de jeux extérieurs (3 K€) et la création d'un parcours de jeux (6 K€).

D. La dette

Sans emprunt supplémentaire, la dette du budget activité commerciale tourisme s'élève à 29 000 € au 31 décembre 2022, soit une baisse de 4 000 €.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	37 000	33 000
- Remboursement du capital - Remboursement anticipé + Emprunt	4 000	4 000
= Variation de l'encours	-4 000	-4 000
= Encours brut au 31 décembre	**33 000**	**29 000**

L'encours est composé d'un seul emprunt, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Taux moyen : 1,94 %
- Durée résiduelle : 7 ans et 2 mois
- Structure de taux : 100% sur taux fixe
- Charte Gissler : 100% sur 1A.

IX. BUDGET ANNEXE PORT DIELETTE

L'exécution du budget port Dielette est présentée ci-après :

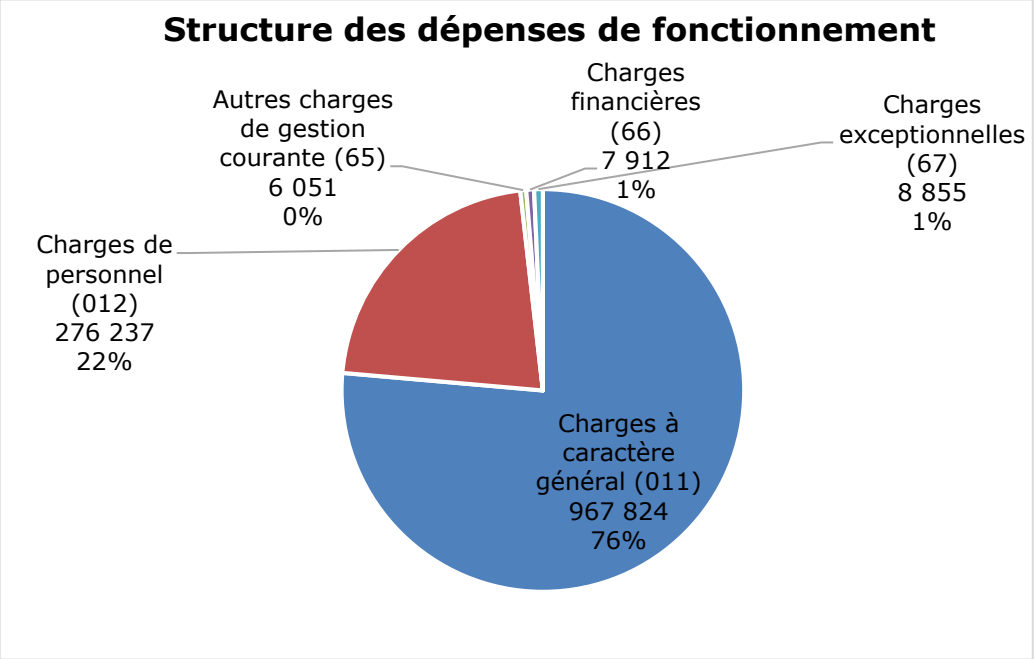
€	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Exploitation	1 375 058	1 423 918	48 860		**48 860**
Investissement	570 034	1 644 363	1 074 329	-1 937 352	**-863 023**
TOTAL DU BUDGET	**1 945 092**	**3 068 281**	**1 123 189**	**-1 937 352**	**-814 163**

Le résultat 2022 s'élève à 1 123 189 € et en tenant compte des résultats antérieurs il est déficitaire de -814 163 € contre -1 930 275 € en 2021 soit une hausse du fonds de roulement de 1 116 112 €.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 84,69 % et ont augmenté de 32,24 % par rapport à 2021.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Charges à caractère général (011)	688 288	967 824	279 536	40,61%
Charges de personnel (012)	226 000	276 237	50 237	22,23%
Autres charges de gestion courante (65)	26 811	6 051	-20 761	-77,43%
Charges financières (66)		7 912	7 912	
Charges exceptionnelles (67)	16 933	8 855	-8 078	-47,70%
TOTAL CHARGES DE FONCT.	**958 032**	**1 266 879**	**308 846**	**32,24%**



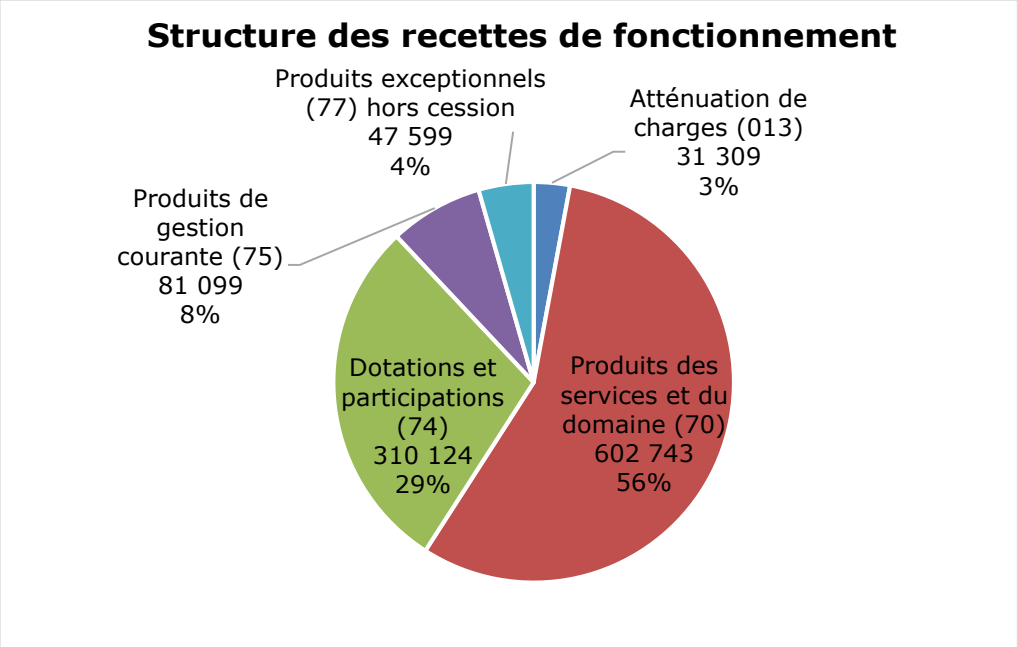
Les charges à caractère général, représentant 76 % des dépenses, ont augmenté de 40,61 % notamment en raison des postes « entretien autres bâtiments – dragages » (+295 K€) et « combustibles et carburants » (+39 K€).

Les charges de personnel ont augmenté de 50 K€.

Les charges exceptionnelles sont composées de pénalités sur marché. La baisse s'explique par des remises sur loyers accordées en 2021 du fait des confinements à hauteur de 14 K€.

Les recettes ont été réalisées à hauteur de 45,83 % et ont augmenté de 60,44 %.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Atténuation de charges (013)	19 196	31 309	12 112	63,10%
Produits des services et du domaine (70)	546 529	602 743	56 214	10,29%
Dotations et participations (74)		310 124	310 124	
Produits de gestion courante (75)	90 291	81 099	-9 192	-10,18%
Produits exceptionnels (77) hors cession	12 680	47 599	34 919	275,38%
TOTAL PRODUITS DE FONCT.	**668 697**	**1 072 873**	**404 177**	**60,44%**



Une subvention de 310 124 € a été versée par le budget principal pour combler le déficit sur l'exercice 2022 ce qui explique la hausse des recettes.

Les produits des services et du domaine, représentant 56 % des recettes, ont augmenté de 56 K€ notamment du fait des ventes de marchandises (+47 K€).

Les produits de gestion courante sont constitués des redevances de loyer en baisse de 9 K€.

Les produits exceptionnels comprennent une pénalité de retard (25 K€) perçue dans le cadre du marché de renouvellement d'un élévateur, ainsi qu'une participation de l'Etat de 16 K€ au titre du fonds COVID pour les pertes subies en 2021 en raison de la crise sanitaire.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

La chaîne de l'épargne du budget port Dielette se présente ainsi :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	656 016	1 025 274	369 258	56%
- Charges de fonctionnement courant	941 100	1 250 111	309 012	33%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**-285 083**	**-224 837**	**60 246**	**-21%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	12 680	47 599	34 919	275%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	16 933	8 855	-8 078	-48%
= EPARGNE DE GESTION	**-289 336**	**-186 093**	**103 242**	**-36%**
- Intérêts	0	7 912	7 912	
= EPARGNE BRUTE	**-289 336**	**-194 005**	**95 330**	**-33%**
- Capital	0	48 750	48 750	
= EPARGNE NETTE	**-289 336**	**-242 755**	**46 580**	**-16%**

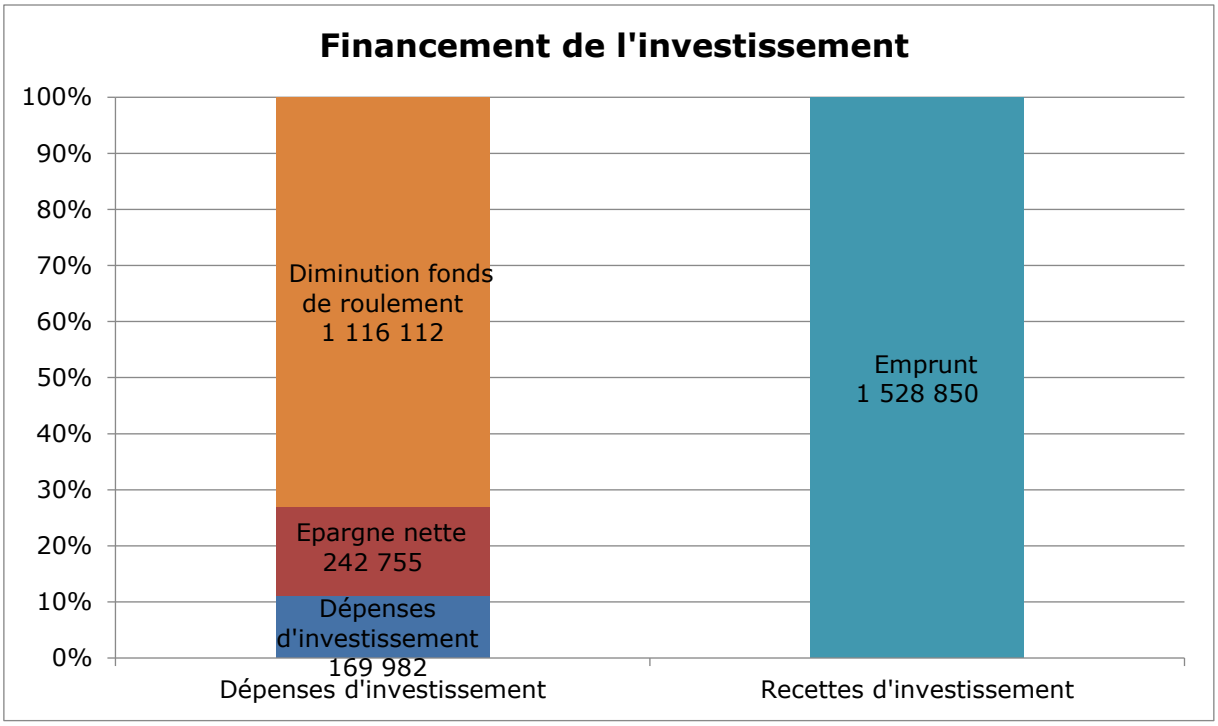
Le budget Port Diélette est structurellement déficitaire en mouvement réels. La subvention d'équilibre du budget principal permet d'équilibrer les comptes tous mouvements confondus, y compris les mouvements d'ordre (amortissement des biens et des subventions).

L'épargne nette s'établit à -242 755 € en 2022.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'équipement se chiffrent à 169 982 € dont 77 869 € de matériel (élévateur à bateau) et 66 904 € de constructions (réparation portail terre-plein, vidéosurveillance, remplacement barrière parking…) :

Les recettes d'investissement proviennent exclusivement de l'emprunt contractualisé à hauteur de 1,3 M€ en 2021, et versé en février 2022, et d'un nouvel emprunt de 228 850 € versé en décembre 2022.



D. La dette

Suite au versement des emprunts nouveaux en 2022, et du capital remboursé en cours d'année, l'encours s'élève à 1 480 100 € au 31 décembre 2022.

€	**2022**
Encours brut au 1er janvier	0
- Remboursement du capital	48 750
- Remboursement anticipé	
+ Emprunt	1 528 850
= Variation de l'encours	1 480 100
= Encours brut au 31 décembre	**1 480 100**

L'encours est composé de deux emprunts dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Taux moyen : 1,10 %
- Durée résiduelle : 19 ans
- Structure : 100 % de taux fixe
- Charte Gissler : 100 % de l'encours sur 1A.

X. BUDGET ANNEXE CINEMA

Ce budget concerne le cinéma de Réville (pôle de proximité du Val de Saire). L'exploitation du cinéma a été confiée à la Société Cinéode fin 2018 dans le cadre d'une délégation de service public.

L'exécution du budget cinéma est présentée ci-après :

€	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Exploitation	58 144	44 885	-13 259		**-13 259**
Investissement	164 887	277 369	112 482	-420 769	**-308 286**
TOTAL DU BUDGET	**223 031**	**322 255**	**99 224**	**-420 769**	**-321 545**

Le résultat 2022 s'élève à 99 224 € et en tenant compte des résultats antérieurs, il est déficitaire de 321 545 € contre -409 019 € en 2021 soit une augmentation du fonds de roulement de 87 474 €.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 52,2 % et ont augmenté de 3 902 €.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Charges à caractère général (011)	12 189	16 103	3 915	32,12%	45,00%
Autres charges de gestion courante (65)	1		-1	-100,00%	
Charges financières (66)	1 695	1 665	-30	-1,79%	4,65%
Charges exceptionnelles (67)	18 000	18 019	19	0,11%	50,35%
Impôts sur les bénéfices (69)					
TOTAL CHARGES DE FONCT.	**31 885**	**35 787**	**3 902**	**12,24%**	**100,00%**

Les charges exceptionnelles sont constituées de la participation versée à l'exploitant.

Les charges à caractère général ont augmenté du fait d'une reprise de l'activité, les restrictions sanitaires ayant été levées sur 2022.

Les recettes de fonctionnement, réalisées à hauteur de 30,26 %, ont diminué de 22 470 €.

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Produits des services et du domaine (70)	858	7 490	6 632	773,22%	58,33%
Dotations, subventions et participations (74)	31 053		-31 053	-100,00%	0,00%
Produits de gestion courante (75)	1 200	1 846	646	53,86%	14,38%
Produits exceptionnels (77)	2 200	3 504	1 304	59,27%	27,29%
TOTAL PRODUITS DE FONCT.	**35 310**	**12 840**	**-22 470**	**-63,64%**	**100,00%**

Il n'y a pas eu de subvention du budget principal sur 2022 d'où la chute des produits de fonctionnement. Ces derniers sont composés des remboursements de frais prévus au contrat de délégation de service public (7 490 €), des redevances du délégataire à hauteur de 1 846€ et d'une subvention exceptionnelle de l'Etat pour compenser les pertes COVID (3 504 €).

B. Les soldes intermédiaires de gestion

La chaîne de l'épargne du budget cinéma se présente ainsi :

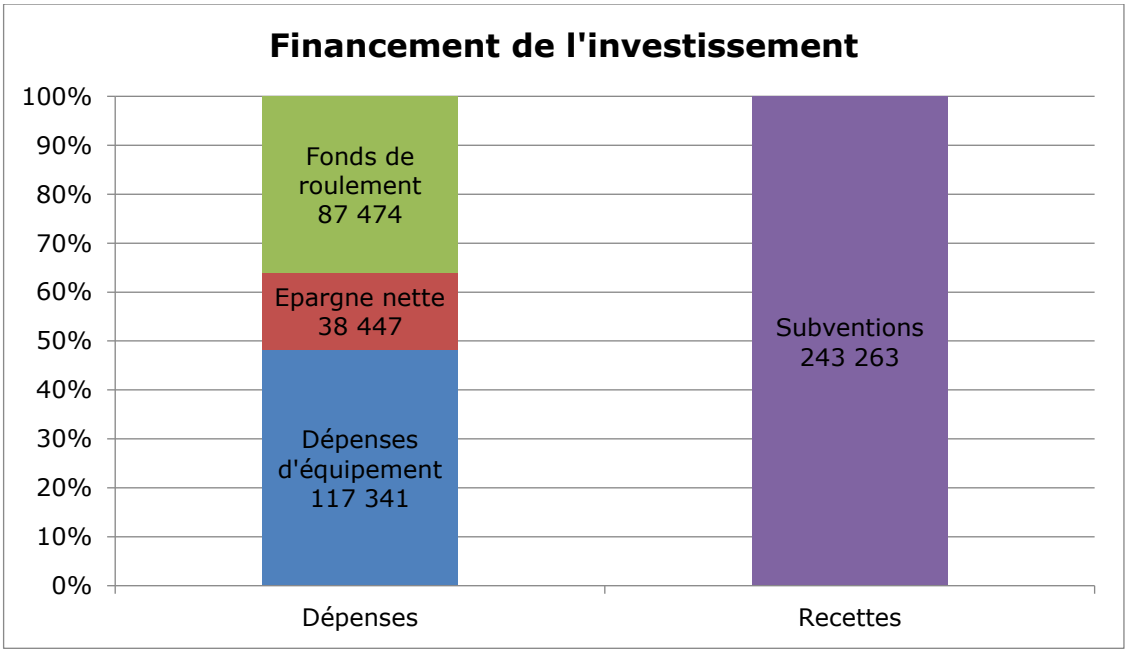
€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	33 110	9 336	-23 774	-72%
- Charges de fonctionnement courant	12 190	16 103	3 914	32%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**20 920**	**-6 767**	**-27 688**	**-132%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	2 200	3 504	1 304	59%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	18 000	18 019	19	0%
= EPARGNE DE GESTION	**5 120**	**-21 282**	**-26 403**	**-516%**
- Intérêts	1 695	1 665	-30	-2%
= EPARGNE BRUTE	**3 425**	**-22 947**	**-26 372**	**-770%**
- Capital	11 625	15 500	3 875	33%
= EPARGNE NETTE	**-8 200**	**-38 447**	**-30 247**	**369%**

L'épargne nette demeure négative et s'élève à -38 447 € en 2022. Il n'y a pas eu de subvention du principal du fait que le budget annexe soit dissout et intégré au budget principal à compter du 1er janvier 2023.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 117 341 € et concernent les travaux d'extension et de rénovation énergétique du cinéma ainsi que le remplacement de la sonorisation et divers équipements.

Elles sont financées par les subventions.



D. La dette

Sans encours nouveau, le capital restant dû s'élève à 282 875 € au 31 décembre 2022.

€	**2021**	**2022**
Encours brut au 1er janvier	13 735	298 375
- Remboursement du capital	11 625	15 500
- Remboursement anticipé	13 735	
+ Emprunt	310 000	
= Variation de l'encours	284 640	-15 500
= Encours brut au 31 décembre	**298 375**	**282 875**

L'encours est composé d'un seul emprunt dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Taux moyen : 0,62 %
- Durée résiduelle : 19 ans
- Structure : 100 % de taux fixe
- Charte Gissler : 100 % de l'encours sur 1A.

XI. BUDGET ANNEXE GOLF

Ce budget concerne le golf de Fontenay sur Mer (pôle de proximité de Montebourg).

Son exécution 2022 se présente comme suit :

€	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Exploitation	15 953	24 671	8 718		**8 718**
Investissement	8 718	8 320	-398	-11 568	**-11 966**
TOTAL DU BUDGET	**24 671**	**32 991**	**8 321**	**-11 568**	**-3 248**

Le résultat 2022 s'élève à 8 321 € et le résultat de clôture se chiffre à -3 248 € comme en 2021.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, réalisées à hauteur de 83,44 %, ont diminué de 6 291 € (-28,28 %).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Charges à caractère général (011)	7 216	9 441	2 225	30,83%	59,18%
Charges financières (66)	6 912	6 512	-399	-5,78%	40,82%
Charges exceptionnelles (67)	8 116		-8 116	-100,00%	0,00%
TOTAL CHARGES DE FONCT.	**22 244**	**15 953**	**-6 291**	**-28,28%**	**100,00%**

Les charges à caractère général sont composées de la redevance annuelle et de la taxe foncière. L'augmentation s'explique par une régularisation de la redevance sur les années 2021-2021.

L'encours de dette diminuant chaque année, les charges financières diminuent également.

Les charges exceptionnelles concernaient des remises de loyer accordées du fait de la crise sanitaire en 2021.

Les produits de fonctionnement ont diminué de 5 893 € (-19,28 %).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %	Structure
Produits de gestion courante (75)	13 115	16 148	3 033	23,13%	65,45%
Produits exceptionnels (77)	17 449	8 523	-8 926	-51,16%	34,55%
TOTAL PRODUITS DE FONCT.	**30 564**	**24 671**	**-5 893**	**-19,28%**	**100,00%**

Les recettes propres sont issues des loyers qui se sont élevés à 16 148 €, en hausse de 23,13 %. Le loyer a été révisé à compter du 1er avril. En 2021, le loyer avait été réduit de 50 % pour la période du 1er janvier 2021 au 31 mars 2022.

La subvention d'équilibre du budget principal a diminué de 8 926 €.

B. Les soldes intermédiaires de gestion

La chaîne de l'épargne du budget golf se présente ainsi :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	13 115	16 148	3 033	23%
- Charges de fonctionnement courant	7 216	9 441	588	31%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**5 899**	**6 708**	**809**	**14%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	17 449	8 523	-8 926	-51%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	8 116	0	-8 116	-100%
= EPARGNE DE GESTION	**15 232**	**15 230**	**-1**	**0%**
- Intérêts	6 912	6 512	-399	-6%
= EPARGNE BRUTE	**8 320**	**8 718**	**398**	**5%**
- Capital	8 320	8 718	398	5%
= EPARGNE NETTE	**0**	**0**	**0**	

Le budget golf présente une épargne nulle.

C. La section d'investissement

La section d'investissement ne comporte pas de dépenses hormis le remboursement du capital de la dette.

D. La dette

Sans emprunt supplémentaire, la dette du budget golf s'élève à 128 293 € au 31 décembre 2022, soit une baisse de 8 718 €.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	145 332	137 011
- Remboursement du capital	8 320	8 718
- Remboursement anticipé		
+ Emprunt		
= Variation de l'encours	-8 320	-8 718
= Encours brut au 31 décembre	**137 011**	**128 293**

L'encours est composé d'un seul emprunt, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Taux moyen : 4,78 %
- Durée résiduelle : 10 ans et 11 mois
- Structure de taux : 100 % sur taux fixe
- Charte Gissler : 100 % sur 1A.

XII. BUDGET ANNEXE SERVICES COMMUNS

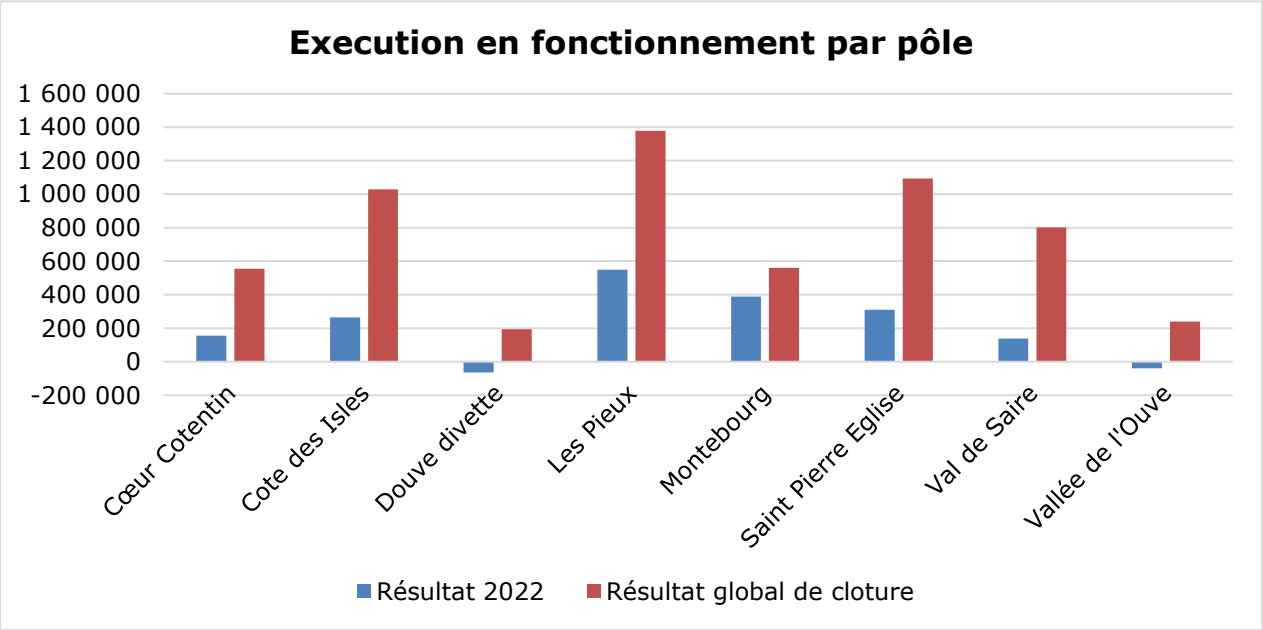
Ce budget a été créé au 1er janvier 2019 suite à la restitution d'équipements et de compétences aux communes (scolaire, enfance-jeunesse-petite enfance, équipements sportifs et nautiques, maison de santé, cuisines centrales…).

Son exécution 2022 se présente comme suit :

€	Dépenses	Recettes	Résultat 2022	Reprise résultats antérieurs	Résultat ou solde
Fonctionnement (total)	14 419 575	16 124 580	1 705 004	4 145 068	5 850 072
Investissement (total)	2 910 173	2 151 949	-758 224	-286 146	-1 044 370
Total	**17 329 748**	**18 276 529**	**946 781**	**3 858 922**	**4 805 702**

Le résultat 2022 s'élève à 946 781 € et en tenant compte des résultats antérieurs, le résultat de clôture atteint 4 805 702 € contre 5 135 373 € en 2021, soit une diminution du fond de roulement de 329 671 €.

Le résultat de clôture provient principalement des pôles des Pieux (24 %), de Saint-Pierre-Eglise (19 %), de la Cote des Isles (18 %), du Val de Saire (14 %) et de Montebourg (10 %).



L'ensemble des pôles, excepté ceux de douve Divette (-64 K€) et de la Vallée de l'Ouve (-39 K€), dégage un résultat de fonctionnement positif sur 2022 permettant de consolider les excédents cumulés et ainsi assurer le financement des investissements à venir. A noter que pour certains pôles la totalité des charges de personnel n'a pas pu être remboursée au budget principal en 2021 et a donc été régularisée sur 2022 (112 719 € sur le pôle de la Vallée de l'Ouve, 103 736 € sur le pôle Douve Divette et 51 692 € sur le pôle Cœur Cotentin) ce qui vient minorer d'autant les résultats.

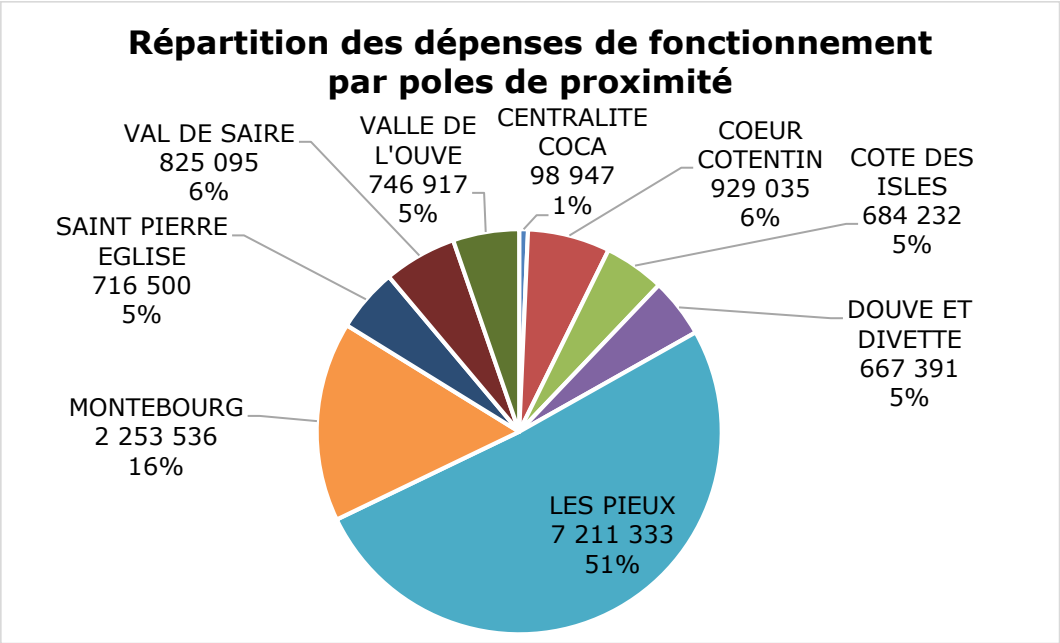
A. La section de fonctionnement

1) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 72,1 % et s'élèvent à 14,1 M€ tous pôles de proximité confondus soit en hausse de 11,23 % par rapport à 2021.

€	2021	2022	Evolution		Structure
			€	%	
Charges à caractère général (011)	4 576 618	5 056 798	480 181	10,49%	35,78%
Charges de personnel (012)	8 077 056	9 032 690	955 634	11,83%	63,91%
Autres charges de gestion courante (65)	1 529	7 313	5 783	378,12%	0,05%
Charges financières (66)	43 553	33 394	-10 159	-23,33%	0,24%
Charges exceptionnelles (67)	6 957	2 790	-4 166	-59,89%	0,02%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**12 705 713**	**14 132 985**	**1 427 273**	**11,23%**	**100,00%**

Les dépenses de fonctionnement se concentrent principalement sur le pôle de proximité des Pieux pour 51 % (7,2 M€) suivi du pôle de proximité de Montebourg pour 16 % (2,3 M€).



Les charges de personnel représentent le poste de dépenses le plus important (64 %) suivies des charges à caractère général (36 %).

Le personnel mis à disposition étant supporté par le budget principal, les charges de personnel sont remboursées par le budget annexe services communs.

Parmi les charges à caractère général, les principales dépenses sont affectées aux postes :

- Produits courants et des fournitures stockables et non stockables (1,63 M€ en hausse de 162 K€ par rapport à 2021) :
  - ✓ Alimentation : 523 284 € (+104 K€)
  - ✓ Energie, électricité : 423 530 € (+50 K€)

- ✓ Combustibles : 160 633 € (+35 K€)
- ✓ Fournitures de petits équipements : 136 418 € (-8 K€)
- ✓ Fournitures scolaires : 125 719 € (-8 K€)
- ✓ Fournitures d'entretien : 66 412 € (-16 K€)

- Entretien, réparations (voies, réseaux, bâtiments), locations, maintenance et assurance (1,36 M€ en hausse de 92 K€ par rapport à 2021) :

- ✓ Contrats de prestation de service (accueil de loisirs, crèche, RAM) : 718 373 € (+182 K€)
- ✓ Frais divers (activités et sorties scolaires, extrascolaires) : 197 021 € (+6 K€)
- ✓ Voiries : 117 501 € (-84 K€)
- ✓ Maintenance : 117 019 €
- ✓ Entretien, réparations bâtiments : 39 309 € (-31 K€)

- Honoraires, frais d'actes et de contentieux, dépenses diverses (2,1 M€ en hausse de 226 K€ par rapport à 2021) :

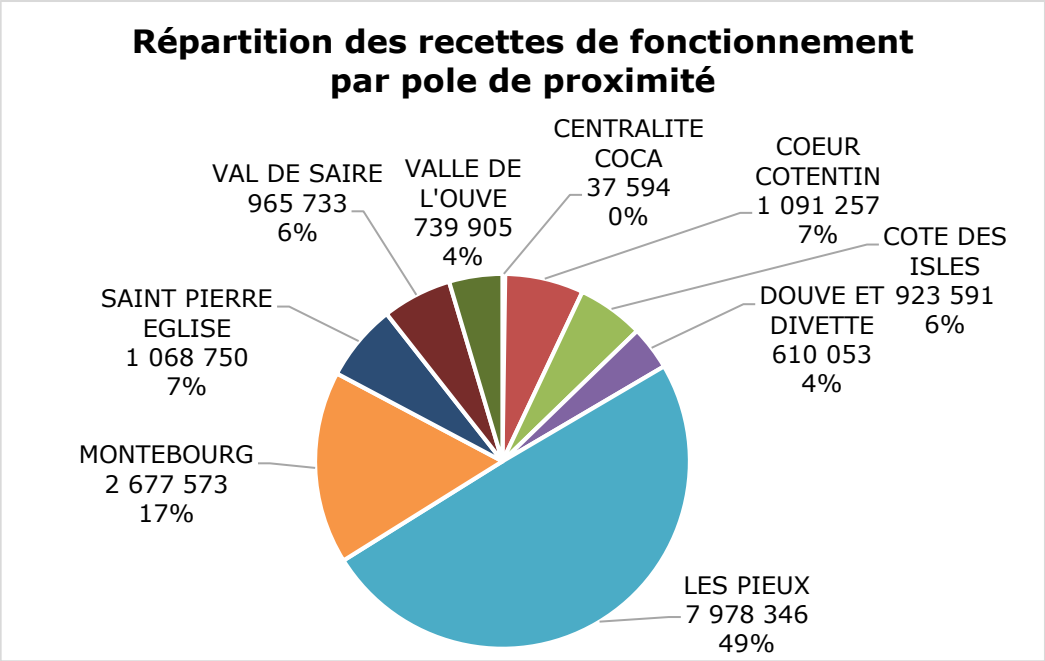
- ✓ Services extérieurs (restauration scolaire…) : 910 456 € (+146 K€)
- ✓ Remboursements de frais (au budget principal) : 624 932 € (+31 K€)
- ✓ Transports collectifs : 97 053 € (+29 K€)
- ✓ Frais nettoyage des locaux : 93 363 € (+3 K€)
- ✓ Remboursement de frais à d'autres organismes : 67 476 € (-6 K€)

2) Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement, réalisées à hauteur de 94,8 %, s'élèvent à 16,1 M€ tous pôles de proximité confondus en hausse de 9,24 % par rapport à 2021.

€	2021	2022	Evolution		Structure
			€	%	
Pdts des services, domaine et ventes diverses (70)	2 616 955	2 873 162	256 208	9,79%	17,85%
Atténuations de charges (013)	140 672	190 798	50 126	35,63%	1,19%
Dotations, subv et participations (74)	1 411 897	2 266 275	854 378	60,51%	14,08%
Autres produits de gestion courante (75)	10 514 177	10 691 377	177 200	1,69%	66,44%
Produits financiers (76)	14 447	13 197	-1 250	-8,65%	0,08%
Produits exceptionnels (77)	33 431	57 991	24 560	73,47%	0,36%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors cession)	**14 731 578**	**16 092 801**	**1 361 223**	**9,24%**	**100,00%**

Les recettes de fonctionnement se concentrent principalement sur le pôle de proximité des Pieux pour 49 % (8 M€) suivi du pôle de Montebourg pour 17 % (2,7 M€).



Les principales recettes proviennent des autres produits de gestion courante (66 %) suivis des produits des services (18 %) et des dotations et subventions (14 %).

Les produits des services et du domaine comprennent notamment les redevances et droits des services perçus au titre des équipements sociaux, culturels, et de loisirs et s'élèvent à 2,4 M€ en 2022, en hausse de 3,94 % (+92 K€).

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Redevances et droits de services à caractère culturel (7062)	41 785	53 339	11 554	27,65%
Redevances à caractère de loisirs (70632)	117 967	182 344	64 377	54,57%
Redevances et droits de services à caractère social (7066)	337 588	311 411	-26 177	-7,75%
Redevances et droits de services périscolaires et d'enseignement (7067)	1 721 146	1 885 201	164 055	9,53%
Redevance petite enfance (70688)	138 231	17 348	-120 883	-87,45%
Total	**2 356 717**	**2 449 643**	**92 926**	**3,94%**

Les dotations et participations sont principalement issues des organismes CAF, MSA, pour 2,1 M€ en hausse de 886 K€ par rapport à 2021.

Les autres produits de gestion courante comprennent la contribution du budget principal à hauteur de 10 663 891 €, elle-même prélevée sur les attributions de compensation des communes membres conformément aux dispositions prévues par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

B. Les soldes intermédiaires de gestion

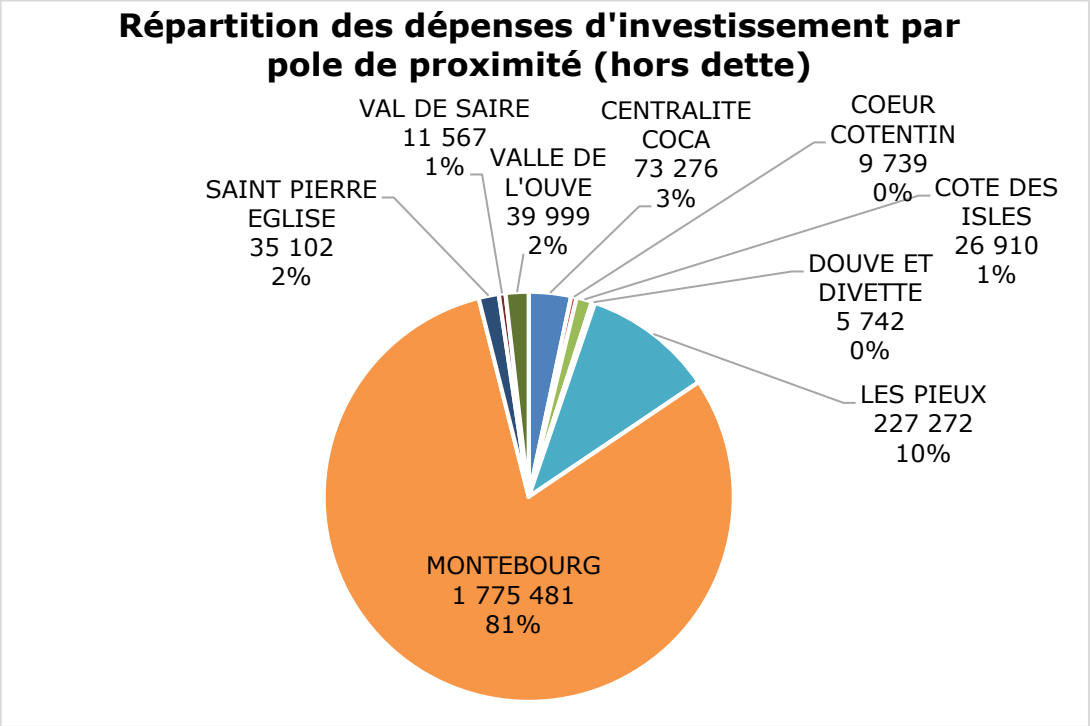
La chaîne de l'épargne du budget annexe services communs se présente ainsi :

€	2021	2022	Evolution €	Evolution %
Produits de fonctionnement courant	14 683 700	16 021 612	1 337 912	9,11%
- Charges de fonctionnement courant	12 655 203	14 096 801	1 441 598	11,39%
= EXCEDENT BRUT COURANT	**2 028 497**	**1 924 811**	**-103 686**	**-5,11%**
+ Produits exceptionnels et financiers hors intérêts	47 878	71 188	23 310	48,69%
- Charges exceptionnelles et financières hors intérêts	6 957	2 790	-4 166	-59,89%
= EPARGNE DE GESTION	**2 069 419**	**1 993 210**	**-76 209**	**-3,68%**
- Intérêts	43 553	33 394	-10 159	-23,33%
= EPARGNE BRUTE	**2 025 866**	**1 959 816**	**-66 050**	**-3,26%**
- Capital	540 584	540 365	-219	-0,04%
= EPARGNE NETTE	**1 485 282**	**1 419 451**	**-65 831**	**-4,43%**

Le budget annexe subit un effet ciseau avec des dépenses impactées par la crise inflationniste et une majeure partie des recettes de fonctionnement issues des AC et donc figées. La hausse des dotations permet cependant de maintenir une épargne nette à 1,4 M€ sur 2022.

C. La section d'investissement

Les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 2 205 088 € dont 81 % sur le pôle de Montebourg et 10 % sur celui des Pieux :



Les principales opérations concernent :

- Construction pôle enfance Montebourg : 1 751 938 €

- Matériel de bureau et informatique pôle Les Pieux : 89 259 €
- Ecole musique Les Pieux : 53 364 €

Les recettes d'investissement s'élèvent à 454 910 € dont 277 221 € de subventions (153 253 € de subventions EDF Grand Chantier sur le pôle des Pieux et 105 000 € de DETR sur le pôle enfance de Montebourg).

D. La dette

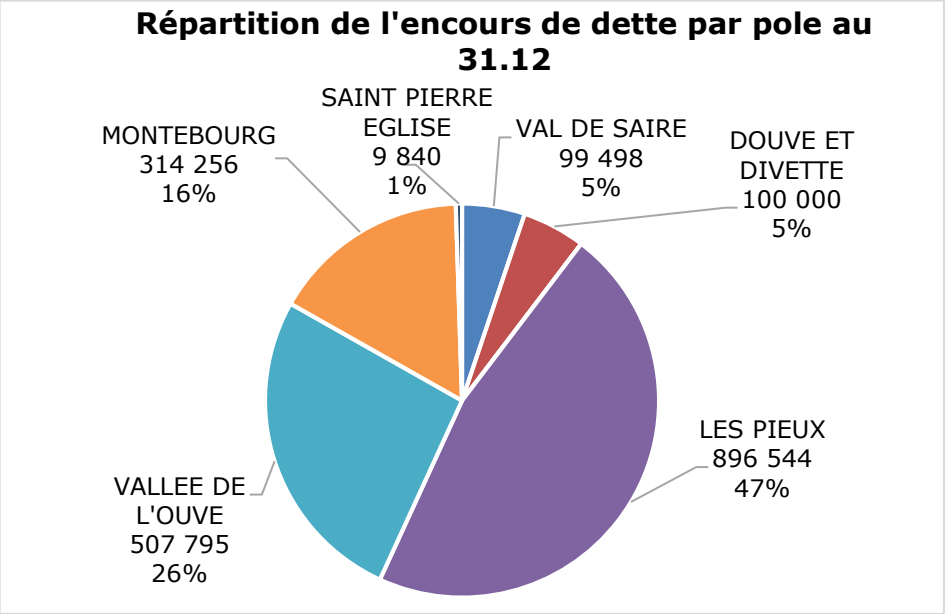
Sans emprunt nouveau, l'encours s'élève à 1 927 932 € au 31 décembre.

€	2021	2022
Encours brut au 1er janvier	3 008 880	2 468 297
- Remboursement du capital - Remboursement anticipé (166) + Emprunt (166) + IRA	540 584	540 365
= Variation de l'encours	-540 584	-540 365
= Encours brut au 31 décembre	**2 468 297**	**1 927 932**

Les caractéristiques de la dette sont les suivantes :

- Taux moyen : 2,20 %
- Durée résiduelle : 6 ans
- Structure : 76 % de taux fixe et 24 % de taux variable (Euribor)
- Charte Gissler : 100 % de l'encours sur 1A.

L'encours est principalement affecté aux pôles des Pieux (47 %), de la Vallée de l'Ouve (26 %) et de Montebourg (16 %).



Un emprunt de 1 M€, à taux fixe (2,77 %) sur 20 ans, a été contractualisé en 2022, mais mobilisé début 2023, pour le financement du pôle enfance de Montebourg.